



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

**ONU**   
programme pour  
l'environnement

## **CIRCULAIRE PIC LV (55) – juin 2022**



### **CONVENTION DE ROTTERDAM**

SECRÉTARIAT DE LA CONVENTION DE ROTTERDAM  
SUR LA PROCÉDURE DE CONSENTEMENT PRÉALABLE EN  
CONNAISSANCE DE CAUSE APPLICABLE À CERTAINS  
PRODUITS CHIMIQUES ET PESTICIDES DANGEREUX QUI  
FONT L'OBJET D'UN COMMERCE INTERNATIONAL



# **CIRCULAIRE PIC LV (55)**

**Juin 2022**

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
Programme des Nations Unies pour l'environnement  
Rome - Genève, 2022

Citer comme suit:

FAO et PNUE, 2022. *Circulaire PIC LV (55) – juin 2022*. Rome et Genève.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat à la Convention de Rotterdam (SCR), conjointement administrée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO ou le PNUE approuvent ou recommandent ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles de l'/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO ou du PNUE.

© FAO et PNUE, 2022



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO ; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO et le PNUE cautionnent tels ou tels organisation, produit ou service (y compris l'utilisation commerciale). L'utilisation des emblèmes, logos et noms respectifs, ainsi que les abréviations y afférentes, de la FAO, du PNUE et de la Convention de Rotterdam, n'est pas autorisée sans les consentements préalables écrits de la part de la FAO et de la partie PNUE-SCR respectivement, et, en aucun cas, ne doit l'être à des fins commerciales. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante : « La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), en tant qu'organisations administrant le Convention de Rotterdam (CR). La FAO et le PNUE ne sont pas responsables du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale en anglais est celle qui fait foi. »

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

**Matériel attribué à des tiers.** Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

**Ventes, droits et licences.** Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO ([www.fao.org/publications](http://www.fao.org/publications)) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à : [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org). Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à : [www.fao.org/contact-us/licence-request](http://www.fao.org/contact-us/licence-request). Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à : [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org).

En ce qui concerne le PNUE en général, les produits d'information sont disponibles sur le site internet [www.unep.org](http://www.unep.org), et peuvent être acquis via le lien suivant : <https://shop.un.org/sources/unep> ; les demandes d'autorisation en vue de l'utilisation des publications du PNUE sont à adresser au Directeur de la Division Communications, Programme des Nations Unies pour l'Environnement, P. O. Box 30552, Nairobi 00100, Kenya, ainsi que, plus spécifiquement concernant la présente publication de la Convention de Rotterdam, au Secrétaire exécutif de la partie PNUE du Secrétariat, c/o Palais des Nations, avenue de la Paix 08-14, CH-1211 Genève 10, Suisse.

En particulier, s'agissant de la présente publication sur la Convention de Rotterdam : celle-ci est disponible sur le site internet de la Convention de Rotterdam, soit <http://www.pic.int> ; les autorisations, demandes et questions spécifiques concernant l'utilisation du nom de la Convention de Rotterdam, toutes abréviations y afférentes (CR), ainsi que ses emblèmes et logos – et en ce qui concerne la partie PNUE du Secrétariat de la Convention de Rotterdam, les demandes d'utilisation ou de reproduction de la publication – doivent également être communiquées aux :

Secrétariat de la Convention de Rotterdam - PNUE  
**Bureaux** : 11-13, chemin des Anémones, CH - 1219 Châtelaine, Suisse.  
**Adresse postale** : 08-14, avenue de la Paix, 1211 Genève 10, Suisse.  
Tél. : +41 (0)22 917 8271 – Facsimile : +41 (0)22 917 8098  
E-mail : [brs@un.org](mailto:brs@un.org)

Secrétariat de la Convention de Rotterdam - FAO  
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie  
Tél. : +39 06 5703 3765 – Facsimile : +39 06 5703 3224  
E-mail : [pic@fao.org](mailto:pic@fao.org)

# CIRCULAIRE PIC LV (55) – juin 2022

## Table des matières

### INTRODUCTION

1.	OBJET DE LA CIRCULAIRE PIC .....	1
2.	MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION DE ROTTERDAM.....	1
2.1	Autorités nationales désignées.....	1
2.2	Notifications des mesures de réglementation finale.....	1
2.3	Propositions visant à inscrire des préparations pesticides extrêmement dangereuses ...	2
2.4	Produits chimiques soumis à la procédure PIC .....	2
2.5	Échange des informations sur les exportations et les notifications d'exportation .....	3
2.6	Renseignements devant accompagner les produits chimiques exportés.....	3
2.7	Renseignements sur les réponses concernant l'importation des produits chimiques inscrits à l'annexe III de la Convention.....	4
2.8	Renseignements sur les produits chimiques pour lesquels la Conférence des Parties doit encore prendre une décision finale.....	4
2.9	Renseignements sur les mouvements de transit.....	5
3.	RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	5
3.1	Renseignements sur l'état de ratifications de la Convention de Rotterdam .....	5
3.2	Documents relatifs à la mise en œuvre de la Convention de Rotterdam .....	5
3.3	Kit des ressources sur la Convention de Rotterdam .....	6

### APPENDICE I

RÉSUMÉ DES NOTIFICATIONS DE MESURES DE RÉGLEMENTATION FINALE REÇUES DEPUIS LA DERNIÈRE CIRCULAIRE PIC .....	7
---	---

### APPENDICE II

PROPOSITIONS VISANT À INCLURE DES PRÉPARATIONS PESTICIDES EXTRÊMEMENT DANGEREUSES REÇUES DES PARTIES DANS LA PROCÉDURE PIC33	
--	--

### APPENDICE III

PRODUITS CHIMIQUES SOUMIS À LA PROCÉDURE PIC .....	34
--	----

### APPENDICE IV

RÉCAPITULATION DE TOUTES LES RÉPONSES CONCERNANT L'IMPORTATION REÇUES DES PARTIES ET LES CAS OÙ DES RÉPONSES N'ONT PAS ÉTÉ SOUMISES .	38
---	----

### APPENDICE V

NOTIFICATIONS DE MESURE DE RÉGLEMENTATION FINALE POUR LES PRODUITS CHIMIQUES QUI NE SONT PAS INSCRITS À L'ANNEXE III.....	41
---	----

### APPENDICE VI

ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES PRODUITS CHIMIQUES DONT LE COMITÉ D'ÉTUDE DES PRODUITS CHIMIQUES A RECOMMANDÉ L'INSCRIPTION A L'ANNEXE III MAIS POUR LESQUELS LA CONFÉRENCE DES PARTIES N'A PAS ENCORE PRIS DE DÉCISION FINALE .....	70
--	----

# INTRODUCTION

## 1. OBJET DE LA CIRCULAIRE PIC

La Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause (PIC) applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international est entrée en vigueur le 24 février 2004.

La Circulaire PIC communique à toutes les Parties, par l'intermédiaire des autorités nationales désignées, les renseignements requis aux articles 4, 5, 6, 7, 10, 11, 13 et 14 de la Convention. Les documents d'orientation des décisions sur les produits chimiques concernés envoyés aux Parties conformément au paragraphe 3 de l'article 7 sont transmis séparément.

La Circulaire PIC est publiée tous les six mois, en juin et décembre. La présente circulaire contient des informations concernant la période allant du **1<sup>er</sup> novembre 2021 au 30 avril 2022** reçues durant cette période. Les renseignements reçus après le 30 avril 2022 seront inclus dans la prochaine Circulaire PIC.

Les autorités nationales désignées sont invitées à vérifier les renseignements correspondant à leur pays et à communiquer au Secrétariat toute erreur, incohérence ou omission qu'elles aperçoivent.

## 2. MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION DE ROTTERDAM

### 2.1 Autorités nationales désignées

Conformément au paragraphe 3 de l'article 4, les Parties informent le Secrétariat des désignations ou des changements apportés aux autorités nationales désignées. Un registre des autorités nationales désignées est distribué avec la présente Circulaire PIC et est également disponible sur le site web de la Convention de Rotterdam<sup>1</sup>.

### 2.2 Notifications des mesures de réglementation finale

Les Parties ayant adopté des mesures de réglementation finale doivent le notifier au Secrétariat dans les délais établis aux paragraphes 1 et 2 de l'article 5.

L'**appendice I** de la Circulaire PIC contient un résumé de toutes les notifications de mesures de réglementation finale reçues des Parties depuis la dernière Circulaire PIC, conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 5 de la Convention. Elle contient des résumés des notifications de mesures de réglementation finale reçues par le Secrétariat et dont il a été vérifié qu'elles contiennent bien tous les renseignements demandés à l'annexe I de la Convention (Partie A), des renseignements sur les notifications qui ne contiennent pas toutes les informations (Partie B), ainsi que les notifications qui sont encore en cours de vérification par le Secrétariat (Partie C).

L'**appendice V** contient une liste de toutes les notifications de mesure de réglementation finale pour les produits chimiques qui ne sont pas inscrits à l'annexe III reçues pendant la procédure PIC provisoire et la présente procédure PIC (de septembre 1998 au 30 avril 2022).

Une base de données des notifications de mesures de réglementation finales émanant des Parties est aussi accessible depuis le site web de la Convention<sup>2</sup>. Elle contient les notifications conformes aux renseignements demandés à l'annexe I de la Convention, y compris celles relatives aux produits chimiques inscrits dans l'annexe III de la Convention.

Un résumé de toutes les notifications reçues conformément à la procédure originale de consentement préalable en connaissance de cause avant l'adoption de la Convention en 1998, a été publié dans la

---

<sup>1</sup> <http://www.pic.int/tabid/3283/language/fr-CH/Default.aspx>.

<sup>2</sup> <http://www.pic.int/tabid/1820/language/fr-CH/Default.aspx>.

**Circulaire PIC X** en décembre 1999<sup>3</sup>. Toutefois, ces notifications ne remplissent pas les exigences de l'annexe I car les renseignements devant figurer dans les notifications selon la procédure PIC originale étaient différents. Bien que les Parties ne soient pas obligées de transmettre à nouveau des notifications qu'elles ont déjà transmises selon la procédure PIC originale<sup>4</sup>, elles peuvent considérer de le faire pour les produits chimiques qui ne sont pas actuellement inscrits à l'annexe III si des renseignements justificatifs suffisants sont disponibles.

Afin de faciliter la présentation des notifications, un **formulaire de notification de mesure de réglementation finale visant à interdire ou strictement réglementer un produit chimique** et des **instructions à suivre pour le compléter** sont disponibles sur le site web de la Convention<sup>5</sup>.

### 2.3 Propositions visant à inscrire des préparations pesticides extrêmement dangereuses

Conformément au paragraphe 1 de l'article 6, toute Partie qui est un pays en développement ou pays à économie en transition qui rencontre des problèmes du fait d'une préparation pesticide extrêmement dangereuse, dans les conditions dans lesquelles elle est utilisée sur son territoire, peut proposer au Secrétariat d'inscrire la préparation pesticide extrêmement dangereuse à l'annexe III.

L'**appendice II** de la Circulaire PIC contient des résumés de ces propositions dont le Secrétariat a vérifié qu'elles contiennent bien tous les renseignements prescrits dans la première partie de l'annexe IV de la Convention.

Afin de faciliter la présentation des notifications, un **formulaire de rapport sur les incidents de santé humaine concernant les préparations pesticides extrêmement dangereuses** et un **formulaire de rapport sur les incidents environnementaux concernant les préparations pesticides extrêmement dangereuses** sont disponibles sur le site web de la Convention<sup>6</sup>.

### 2.4 Produits chimiques soumis à la procédure PIC

L'**appendice III** de la Circulaire PIC contient la liste de tous les produits chimiques qui sont actuellement inscrits à l'annexe III de la Convention et qui sont soumis à la procédure PIC, leurs catégories (pesticide, produit à usage industriel et préparation pesticide extrêmement dangereuse) et la date de la première communication du document d'orientation des décisions correspondant.

La dixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Rotterdam (COP-10) lors de sa séance en présentiel prévue du 6 au 17 juin 2022 à Genève, Suisse, examinera de manière plus approfondie les produits chimiques suivants dont le Comité d'étude des produits chimiques a recommandé l'inscription à l'annexe III de la Convention:

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Numéro de décision
Décabromodiphényléther	1163-19-5	Produit à usage industriel	CRC-15/2
Acide perfluorooctanoïque (PFOA), ses sels et les composés apparentés au PFOA*	335-67-1*	Produit à usage industriel	CRC-16/2

\*Note :

Les suivantes sont incluses dans cette désignation :

- Acide perfluorooctanoïque (PFOA) et ses sels

<sup>3</sup> <http://www.pic.int/tabid/1818/language/fr-CH/Default.aspx>.

<sup>4</sup> Article 5, paragraphe 2 de la Convention de Rotterdam.

<sup>5</sup> <http://www.pic.int/tabid/1819/language/fr-CH/Default.aspx>.

<sup>6</sup> <http://www.pic.int/tabid/1825/language/fr-CH/Default.aspx>.

- Toute substance apparentée (y compris ses sels et polymères) ayant un groupe perfluorohéptyle linéaire ou ramifié de formule  $C_7F_{15}$ - directement lié à un autre atome de carbone comme l'un des éléments structurels
- Toute substance apparentée (y compris ses sels et polymères) ayant un groupe perfluorooctyle linéaire ou ramifié de formule  $C_8F_{17}$ - comme l'un des éléments structurels

Les substances suivantes sont exclues de cette désignation :

- $C_8F_{17}-X$ , où  $X = F, Cl, Br$
- $C_8F_{17}-C(=O)OH$ ,  $C_8F_{17}-C(=O)O-X'$  ou  $C_8F_{17}-CF_2-X'$  (où  $X' =$  tous les groupes, y compris les sels)
- Acide perfluorooctane sulfonique et ses dérivés (PFOS) ( $C_8F_{17}SO_2X$  ( $X = OH$ , sel métallique ( $O-M^+$ ), halogénure, amide, et d'autres dérivés y compris les polymères)).

Lors de sa neuvième réunion, la Conférence des Parties a reporté à sa dixième réunion la question de l'opportunité d'inclure à l'annexe III l'acétochlore, le carbosulfan, l'amiante chrysotile, le fenthion (préparations à ultra-bas volume (UBV) à des concentrations égales ou supérieures à 640g de substance active/L) et les préparations liquides (concentré émulsifiable et concentré soluble) contenant du dichlorure de paraquat à des concentrations égales ou supérieures à 276g/L, correspondant à l'ion paraquat à des concentrations égales ou supérieures à 200g/L. De plus amples informations sur ces produits chimiques sont disponibles sur le site web de la Convention de Rotterdam, dans la section " Produits chimique recommandés pour inscription à l'annexe III " <sup>7</sup>.

## 2.5 Échange des informations sur les exportations et les notifications d'exportation

L'article 12 et l'annexe V de la Convention établissent les dispositions et les renseignements demandés concernant les notifications d'exportation. Lorsqu'un produit chimique interdit ou strictement réglementé par une Partie est exporté à partir de son territoire, cette Partie présentera une notification d'exportation à la Partie importatrice, qui doit comprendre les renseignements indiqués à l'annexe V. La Partie importatrice doit accuser réception de la première notification d'exportation qu'elle reçoit après l'adoption de la mesure de réglementation finale.

Pour aider les Parties à s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention, un **formulaire type pour la notification** d'exportation et les **instructions sur la façon de le remplir** sont disponibles sur le site web de la Convention <sup>8</sup>.

Lors de sa neuvième réunion, la Conférence des Parties a rappelé la décision RC-7/2 sur la proposition concernant les moyens d'échanger des informations sur les exportations et les notifications d'exportation. La décision RC-9/1 a demandé que l'on continue de faciliter l'échange d'informations et la fourniture d'assistance aux Parties dans leur mise en œuvre du paragraphe 2 (c) de l'article 11, et des articles 12 et 14 de la Convention. Les Parties ont également été encouragées à fournir des informations en répondant au questionnaire périodique sur la mise en œuvre desdits articles.

## 2.6 Renseignements devant accompagner les produits chimiques exportés

Conformément au paragraphe 1 de l'article 13, l'Organisation mondiale des Douanes a attribué à chaque produit chimique ou groupe de produits chimiques inscrits à l'annexe III de la Convention un code déterminé relevant du système harmonisé de codification. Ces codes sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007. En ce qui concerne les produits chimiques inscrits à l'annexe III après 2011, lesdits codes devraient être attribués par l'Organisation mondiale des Douanes. Un tableau contenant ces informations est disponible sur le site web de la Convention <sup>9</sup>.

<sup>7</sup> <http://www.pic.int/tabid/1839/language/fr-CH/Default.aspx>.

<sup>8</sup> <http://www.pic.int/tabid/1824/language/fr-CH/Default.aspx>.

<sup>9</sup> <http://www.pic.int/tabid/1870/language/fr-CH/Default.aspx>.



Chaque Partie veille à ce que, lorsqu'un code du système harmonisé a été attribué à un produit chimique inscrit à l'annexe III, il soit inscrit sur le document d'expédition accompagnant l'exportation.

## **2.7 Renseignements sur les réponses concernant l'importation des produits chimiques inscrits à l'annexe III de la Convention**

Conformément aux paragraphes 2 et 4 de l'article 10 de la Convention, chaque Partie remet au Secrétariat, dès que possible, et en tout état de cause au plus tard neuf mois après la date d'envoi du document d'orientation des décisions, une réponse concernant l'importation future du produit chimique concerné. Si une Partie modifie cette réponse, cette Partie présente immédiatement la réponse révisée au Secrétariat. La réponse consiste soit en une décision finale, soit en une réponse provisoire.

Conformément au paragraphe 7 de l'article 10, chaque nouvelle Partie communique au Secrétariat, au plus tard à la date d'entrée en vigueur de la Convention pour cette Partie, une réponse concernant l'importation de chaque produit chimique figurant à l'annexe III de la Convention.

L'**appendice IV** inclut un aperçu des réponses concernant l'importation reçues depuis la dernière Circulaire PIC. Toutes les réponses concernant l'importation reçues, y compris une description des mesures législatives ou administratives ayant motivé les décisions, sont disponibles sur le site web de la Convention<sup>10</sup>. Les informations sur tous les cas où une réponse n'a pas été donnée sont également disponibles.

Au 30 avril 2022, les Parties suivantes, avaient soumis des réponses concernant l'importation pour l'ensemble des 52 produits chimiques inscrits à l'annexe III de la Convention : Australie, Bosnie-Herzégovine, Cabo Verde, Canada, Chine, Colombie, Costa Rica, Emirats Arabes Unis, Érythrée, Fédération de Russie, Guyana, Japon, Norvège, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Serbie, Singapour, Suisse, Togo, Tunisie, Union européenne (au nom de ses 27 États membres). 115 Parties n'ont toujours pas fourni de réponse concernant l'importation pour un ou plusieurs produits chimiques inscrits à l'annexe III de la Convention. Parmi celles-ci, les huit Parties suivantes n'ont présenté aucune réponse concernant l'importation : Afghanistan, Djibouti, Grenade, Îles Marshall, Namibie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sierra Leone et Somalie.

Afin de faciliter la présentation des réponses concernant l'importation, un **formulaire de réponse concernant l'importation** et des **instructions à suivre pour le compléter** sont disponibles sur le site web de la Convention<sup>11</sup>.

Les réponses concernant l'importation doivent être soumises par le canal de communication officiel de la Partie. La date d'émission et la signature de l'AND doivent être fournies pour chaque formulaire individuel<sup>12</sup>.

## **2.8 Renseignements sur les produits chimiques pour lesquels la Conférence des Parties doit encore prendre une décision finale**

La Conférence des Parties, dans ses décisions RC-3/3, RC-4/4, RC-6/8, RC-8/6, RC-8/7 et RC-9/5 a encouragé les Parties à utiliser toutes les informations disponibles sur les produits chimiques suivants, à aider les autres pays, en particulier les pays en développement et les pays à économies en transition, à prendre des décisions en connaissance de cause concernant leur importation et gestion ; et à informer les autres Parties de ces décisions en utilisant les dispositions sur l'échange de renseignements établies à l'article 14 : l'acétochlore ; l'amiante chrysotile ; le carbosulfan ; le fenthion (préparations à ultra-bas volume (UBV) contenant des concentrations d'ingrédient actif égales ou supérieures à 640 g/L) ; et les préparations liquides (concentrés émulsifiables et concentrés solubles) contenant du dichlorure de

<sup>10</sup> <http://www.pic.int/tabid/1817/language/fr-CH/Default.aspx>.

<sup>11</sup> <http://www.pic.int/tabid/1816/language/fr-CH/Default.aspx>.

<sup>12</sup> <http://www.pic.int/tabid/1816/language/fr-CH/Default.aspx>.

paraquat à des concentrations égales ou supérieures à 276 g/L, correspondant à des concentrations d'ions paraquat égales ou supérieures à 200 g/L.

Conformément à ces décisions et au paragraphe 1 de l'article 14, l'**appendice VI** de la Circulaire PIC contient des renseignements sur les produits chimiques dont le Comité d'étude des produits chimiques a recommandé l'inscription à l'annexe III mais pour lesquels la Conférence des Parties doit encore prendre une décision finale.

## **2.9 Renseignements sur les mouvements de transit**

Comme indiqué dans le paragraphe 5 de l'article 14, toute Partie ayant besoin d'information concernant les mouvements de transit sur son territoire de produits chimiques énumérés à l'annexe III peut informer le Secrétariat de ses besoins, qui en informera toutes les Parties en conséquence.

Depuis la dernière Circulaire PIC, aucune Partie n'a signalé au Secrétariat le besoin de renseignements sur les mouvements de transit à travers son territoire des produits chimiques de l'annexe III.

## **3. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

### **3.1 Renseignements sur l'état de ratifications de la Convention de Rotterdam**

Au 30 avril 2022 on comptait 165 Parties à la Convention de Rotterdam<sup>13</sup>. La Grenade est le dernier pays à devenir Partie à la Convention, laquelle y est entrée en vigueur le 13 janvier 2022. Les renseignements sur de nouvelles Parties après le 30 avril 2022 apparaîtront dans la prochaine Circulaire PIC.

### **3.2 Documents relatifs à la mise en œuvre de la Convention de Rotterdam**

Les documents suivants relatifs à la mise en œuvre de la Convention sont disponibles sur le site web de la Convention<sup>14</sup> :

- Texte de la Convention - Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (*arabe, anglais, chinois, espagnol, français, russe*)<sup>15</sup> ;
- Documents d'orientation des décisions concernant chaque produit chimique à l'annexe III de la Convention (*anglais, français, espagnol*)<sup>16</sup> ;
- Formulaire et renseignements pour les notifications de mesures de réglementation finales visant à interdire ou à strictement réglementer un produit chimique (*anglais, français, espagnol*)<sup>5</sup> ;
- Formulaire et renseignements pour les réponses concernant l'importation (*anglais, français, espagnol*)<sup>11</sup> ;
- Formulaire et renseignements pour rapport sur les incidents de santé humaine et les incidents environnementaux concernant les préparations pesticides extrêmement dangereuses (*anglais, français, espagnol*)<sup>6</sup> ;
- Formulaire et renseignements pour les notifications d'exportation (*anglais, français, espagnol*)<sup>7</sup> ;
- Formulaire de section ? notification de la désignation des contacts (*anglais, français, espagnol*)<sup>17</sup> ;
- Toutes les Circulaires PIC précédentes (*anglais, français, espagnol*)<sup>3</sup> ;
- Base de données des autorités nationales désignées et points de contact officiels pour la Convention de Rotterdam (*anglais*)<sup>1</sup>.

<sup>13</sup> <http://www.pic.int/tabid/1759/language/fr-CH/Default.aspx>.

<sup>14</sup> <http://www.pic.int/tabid/1731/language/fr-CH/Default.aspx>.

<sup>15</sup> <http://www.pic.int/tabid/1786/language/fr-CH/Default.aspx>.

<sup>16</sup> <http://www.pic.int/tabid/2414/language/fr-CH/Default.aspx>.

<sup>17</sup> <http://www.pic.int/tabid/3286/language/fr-CH/Default.aspx>.

### **3.3 Kit des ressources sur la Convention de Rotterdam**

Le Kit des ressources<sup>18</sup> est un recueil de publications contenant des informations sur la Convention de Rotterdam. Il a été préparé en ayant à l'esprit une gamme d'utilisateurs finaux comprenant le grand public, les autorités nationales désignées et les parties prenantes concernées par l'application de la Convention. Il comprend des éléments permettant d'aider les activités de sensibilisation, des informations techniques détaillées et des supports pour la formation visant à faciliter l'application de la Convention.

#### **Secrétariat de la Convention de Rotterdam (FAO)**

Viale delle Terme di Caracalla  
00153 Rome, Italie  
Fax : +39 06 5705 3224  
Email : [pic@fao.org](mailto:pic@fao.org)

#### **Secrétariat de la Convention de Rotterdam (PNUE)**

Adresse bureau : 11-13, chemin des Anémones  
CH-1219 Châtelaine, Genève, Suisse  
Adresse postale : c/o Palais des Nations, 8-14, avenue  
de la Paix 8-14, 1211 Genève 10, Suisse  
Fax : +41 22 917 8082  
Email : [brs@un.org](mailto:brs@un.org)

---

<sup>18</sup> <http://www.pic.int/tabid/1779/language/fr-CH/Default.aspx>.

**APPENDICE I****RÉSUMÉ DES NOTIFICATIONS DE MESURES DE  
RÉGLEMENTATION FINALE REÇUES DEPUIS LA DERNIÈRE  
CIRCULAIRE PIC**

Cet appendice est composé en trois parties :

**Partie A : Résumé des notifications de mesures de réglementation finale dont il a été vérifié qu'elles contiennent tous les renseignements demandés à l'annexe I de la convention**

Notifications de mesures de réglementation finale dont il a été vérifié qu'elles contiennent tous les renseignements demandés à l'annexe I de la Conventions reçues entre le 1<sup>er</sup> novembre 2021 et le 30 avril 2022.

**Partie B : Notifications de mesures de réglementation finale dont il a été vérifié qu'elles ne contiennent pas tous les renseignements demandés à l'annexe I de la convention**

Notifications des mesures de réglementation finale dont il a été vérifié qu'elles ne contiennent pas tous les renseignements demandés à l'annexe I de la convention, entre le 1<sup>er</sup> novembre 2021 et le 30 avril 2022.

**Partie C : Notifications de mesures de réglementation finale en cours de vérification**

Notifications des mesures de réglementation finale reçues par le Secrétariat pour lesquelles la vérification est encore en cours.

Les renseignements sont également disponibles sur le site web de la Convention<sup>19</sup>.

---

<sup>19</sup> <http://www.pic.int/tabid/1820/language/fr-CH/Default.aspx>.

## Résumé des notifications de mesure de réglementation finale reçues depuis la dernière Circulaire PIC

### PARTIE A

#### RÉSUMÉ DES NOTIFICATIONS DE MESURES DE RÉGLEMENTATION FINALE DONT IL A ÉTÉ VÉRIFIÉ QU'ELLES CONTIENNENT TOUS LES RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS À L'ANNEXE I DE LA CONVENTION

##### AUSTRALIE

**Nom usuel :** Pentabromodiphényléther mélanges commerciaux **Numéro CAS :** 32534-81-9

**Nom chimique :** 1,2,3,4,5-Pentabromo-6-phénoxybenzène

**Catégorie pour laquelle a été prise la mesure de réglementation finale :** Produit à usage industriel

**Mesure de réglementation finale :** Le produit chimique est strictement réglementé.

**Emplois interdits par la mesure de réglementation finale :** Toutes les utilisations indiquées en 2.3.1 sont interdites.

**Emplois qui demeurent autorisés :** Aucune utilisation n'est autorisée.

**Mesure de réglementation finale a-t-elle été prise après une évaluation des risques et des dangers ? :** Oui

**Résumé de la mesure de réglementation finale :**

Conformément aux exigences en vertu de l'*Industrial Chemicals Act 2019* (Loi de 2019 sur les produits chimiques industriels), sections : 95, 159(2), le Directeur exécutif de l'Australian Industrial Chemicals Introduction Scheme (AICIS) déclare que :

- Le **pentabromodiphényléther n° CAS - 32534-81-9** - a été retiré de l'Australian Inventory of Industrial Chemicals (Inventaire australien des produits chimiques industriels) le 10 décembre 2021. De ce fait, l'introduction ou l'utilisation de ce produit chimique seront strictement réglementés comme il est défini dans la Convention de Rotterdam.

**Les raisons ayant motivé la mesure de réglementation finale étaient liées à :** La santé humaine et l'environnement

**Résumé des dangers et risques connus pour la santé des personnes :**

##### SANTÉ HUMAINE

##### Résumé des risques pour la santé

Parmi les effets critiques sur la santé pour la caractérisation des risques figurent les suivants :

- Effets sur le foie, sur le développement neurocomportemental, sur les organes reproducteurs et sur les taux de thyroxine à la suite d'une exposition répétée par voie orale ; et
- Présence dans le lait maternel humain en Australie.

##### Classification des dangers pour la santé

Ce produit chimique satisfait aux critères de classification selon le Système global harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH) (CEE-ONU 2017) pour les classes de danger pertinentes concernant la sécurité et l'hygiène au travail :

Danger pour la santé	Catégorie de danger	Mention de danger
Toxicité pour certains organes cibles - exposition répétée	STOT, exposition répétée Catégorie 2	<b>H373</b> : Risque présumé d'effets graves pour les organes à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée
Toxicité pour la reproduction	Effets sur ou via l'allaitement	<b>H362</b> : Peut être nocif pour les bébés nourris au lait maternel

##### Public

Étant donné les effets sur le neurocomportement, le développement et la reproduction chez les petits des animaux de laboratoire exposés au pentaBDE, le risque que ces effets se produisent chez l'être humain ne peut être écarté.

Une exposition répétée au pentaBDE perturbe l'homéostasie des hormones thyroïdiennes.

L'exposition au pentaBDE en conséquence d'une réintroduction du produit dans la fabrication ou d'une importation, et de l'utilisation ultérieure du pentaBDE pourrait présenter un risque pour le public sur la base des effets critiques sur la santé et du risque d'exposition.

La fabrication et l'utilisation du pentaBDE sont progressivement supprimées au niveau mondial. En conséquence, l'exposition du public au pentaBDE due à l'utilisation d'articles contenant cette substance devrait diminuer pour atteindre des niveaux minimes au fur et à mesure que les articles parviendront à leur fin de vie utile.

#### Travailleurs

La mise en circulation d'articles, et notamment de rembourrage en mousse fabriqué ou importé dans le passé, constitue la principale voie d'exposition professionnelle au pentaBDE. L'exposition sera généralisée, en particulier parmi les employés de bureau.

Toutefois, comme les articles contenant du pentaBDE ne sont plus importés en Australie, l'exposition professionnelle résultant de l'utilisation d'articles devrait diminuer pour atteindre des niveaux minimes en conséquence de la suppression progressive au niveau mondial des articles contenant du pentaBDE.

Le PentaBDE pourrait continuer de présenter des risques pour les travailleurs si le produit chimique est réintroduit en Australie sous la forme de produit chimique pur ou de mélanges chimiques, ou dans des articles contenant du pentaBDE.

#### À la fois pour le public et les travailleurs

Des contrôles réglementaires devraient être en place pour atténuer les risques potentiels pour les êtres humains et l'environnement posés par une exposition du public et des travailleurs résultant de la réintroduction du pentaBDE en Australie par le biais de la fabrication ou de l'importation, et de l'utilisation ultérieure de cette substance.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur la santé humaine :** L'importation de pentaBDE en Australie sera réglementée et la santé des travailleurs et du public sera protégée.

#### **Résumé des dangers et risques connus pour l'environnement :**

#### **ENVIRONNEMENT**

#### **Résumé des caractéristiques de danger pour l'environnement**

Sur la base des données en matière d'écotoxicité et des résultats d'essais :

- Le pentaBDE peut être rejeté et se répandre dans l'environnement par de nombreuses voies, dont les suivantes :
  - Rejet dans l'atmosphère ou les eaux usées résultant de ses utilisations industrielles et de son élimination ;
  - Émissions ou poussières provenant d'articles contenant du pentaBDE ; et
  - Lixiviats et émissions provenant de décharges.
- Le pentaBDE est considéré très toxique pour les organismes aquatiques.
- Le pentaBDE peut présenter une bioaccumulation chez les poissons, et peut présenter une bioamplification chez les oiseaux qui mangent le poisson contaminé.
- Les congénères identifiés dans le pentaBDE se bioaccumulent et peuvent présenter une bioamplification dans la chaîne alimentaire.
- Les congénères identifiés dans le pentaBDE présentent un potentiel de bioaccumulation dans les organismes rencontrés dans les sédiments lorsqu'ils y sont exposés par contact avec ces derniers, des facteurs de bioaccumulation allant de 4 (BDE-99) à 9,1 (BDE-154) ayant été constatés pour les congénères tétra- à hexa-bromés (NICNAS 2020).
- La présence de pentaBDE dans des régions reculées qui sont très éloignées des principales sources d'émissions indique que le pentaBDE et les congénères qu'il renferme peuvent être transportés sur de longues distances dans l'environnement (NICNAS 2020).

#### **Classification des dangers pour l'environnement**

Ce produit chimique satisfait aux critères de classification selon le Système global harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH) (CEE-ONU 2017) pour les classes de danger pertinentes concernant l'environnement :

Danger pour l'environnement	Catégorie de danger	Mention de danger
Toxicité aquatique aiguë	Toxicité aquatique aiguë Catégorie 1	<b>H400</b> : Très toxique pour les organismes aquatiques

Danger pour l'environnement	Catégorie de danger	Mention de danger
Toxicité aquatique chronique	Toxicité aquatique chronique Catégorie 1	<b>H410</b> : Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme

### Résumé des risques environnementaux

- Dans des conditions environnementales, le pentaBDE est persistant et présente une bioaccumulation. Il est très toxique pour les organismes aquatiques.
- Le pentaBDE satisfait aux critères de persistance, de bioaccumulation, de potentiel de propagation à longue distance et d'effets nocifs pour les organismes aquatiques énoncés dans l'annexe D à la Convention de Stockholm.
- En tant que polluant organique persistant, le pentaBDE pose des risques très importants à long terme pour l'environnement en conséquence de sa fabrication, de son importation et/ou de son utilisation.
- Toute réintroduction de pentaBDE augmenterait les risques environnementaux déjà importants identifiés dus à une exposition environnementale passée au pentaBDE. Par conséquent, des contrôles réglementaires devraient être mis en œuvre pour s'assurer que la fabrication, l'importation et l'utilisation de pentaBDE restent interdites en Australie.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur l'environnement** : L'on prévoit que la réglementation stricte du pentaBDE permettra de protéger positivement l'environnement contre les effets nocifs connus de ce produit chimique.

**Date de prise d'effet de la mesure de réglementation finale** : 10/12/2021

### MOZAMBIQUE

**Nom usuel** : Brodifacoum

**Numéro CAS** : 56073-10-0

**Nom chimique** : 3-[3-[4-(4-Bromophényl)phényl]-1,2,3,4-tétrahydronaphthalen-1-yl]-4-hydroxychromen-2-one

**Catégorie pour laquelle a été prise la mesure de réglementation finale** : Pesticide

**Mesure de réglementation finale** : Le produit chimique est interdit.

**Emplois interdits par la mesure de réglementation finale** : Interdiction de toute utilisation de Brodifacoum (préparations liquides 0,75 et 2,5 g/L).

**Emplois qui demeurent autorisés** : Aucun

**Mesure de réglementation finale a-t-elle été prise après une évaluation des risques et des dangers ?** : Oui

**Résumé de la mesure de réglementation finale** : Sur la base de la décision Nr 001/DNSA/2014 la Direction nationale des services agraires a interdit l'importation et l'utilisation du brodifacoum (préparations liquides 0,75 et 2,5 g/L) au Mozambique. L'interdiction de toutes les utilisations et l'annulation des produits contenant du brodifacoum (préparations liquides 0,75 et 2,5 g/L) dans le pays ont été décidées en raison de la nature toxique et des propriétés dangereuses de cette substance active qui, combinées à une utilisation inappropriée dans le pays en raison des conditions d'utilisation spécifiques locales, peuvent nuire à la santé humaine et animale. La décision d'interdire l'homologation du brodifacoum (préparations liquides 0,75 et 2,5 g/L) a été prise comme dernière étape du projet de réduction des risques liés aux pesticides extrêmement dangereux, lequel a identifié des pesticides extrêmement dangereux homologués au Mozambique. Après des consultations avec différents acteurs (secteur public, secteur privé, société civile et autres) l'annulation des homologations et l'interdiction ainsi que la non-approbation de leur utilisation au Mozambique ont été approuvées.

**Les raisons ayant motivé la mesure de réglementation finale étaient liées à** : La santé humaine.

**Résumé des dangers et risques connus pour la santé des personnes** :

Un projet intitulé *Réduction des risques liés aux pesticides extrêmement dangereux (HHPs) au Mozambique* a été lancé par le Gouvernement du Mozambique dans le but de réduire les risques les plus élevés liés à l'utilisation de pesticides dans le pays. L'objectif ultime était d'élaborer et de mettre en œuvre un « Plan d'action pour la réduction des risques liés aux HHP » pour les pesticides et les situations d'utilisation les plus dangereux, ce qui a donné lieu au fil du temps à la mise en œuvre de toute une série de mesures de réduction des risques fondées sur un examen des conditions d'utilisation.

Dans la première étape du projet, un examen de tous les pesticides homologués au Mozambique a été effectué et une liste restreinte de pesticides hautement dangereux a été établie. Cette liste restreinte était basée sur une évaluation des dangers des pesticides, sur la base des critères établis par la Réunion conjointe FAO/OMS sur la gestion des pesticides (JMPM) (FAO/OMS, 2008).

Au cours de la deuxième étape du projet, une enquête sur l'utilisation a été réalisée dans des régions et systèmes de culture

déterminés au Mozambique. L'objectif principal de l'enquête était d'identifier les conditions dans lesquelles les pesticides sont utilisés dans le pays et leur contribution aux risques potentiels pour la santé humaine et l'environnement.

La troisième étape du projet consistait en une consultation des parties prenantes visant à discuter plus en détail de l'utilisation et des risques des pesticides extrêmement dangereux au Mozambique et à affiner la liste restreinte en fonction des résultats de l'enquête, de l'expertise et de l'expérience des parties prenantes. Par conséquent, une liste restreinte de HHPs, y compris ceux qui sont proches des HHPs, utilisés dans le pays a été établie.

Le brodifacoum (préparations liquides 0,75 & 2,5 g/L) a été classé comme HHP sur la base des critères suivants de la Réunion conjointe FAO/OMS suivante sur la gestion des pesticides (JMPM) pour l'identification des HHP :

- Préparations pesticides qui répondent aux critères des classe Ia ou Ib de la classification des pesticides par danger recommandée par l'OMS ;

Pour évaluer ce critère, toutes les préparations pesticides homologuées au Mozambique ont été classées à l'aide de la classification des dangers mentionnée ci-dessus. La valeur DL50 orale et cutanée de la préparation, telle qu'elle est fournie dans le dossier d'homologation, a servi de base à la classification.

Les valeurs DL50 pour la préparation étaient disponibles ou pouvaient être estimées pour tous les produits pesticides homologués, à l'exception de trois pesticides microbiens et d'une huile de citronnelle (soit >99 % du total).

Le brodifacoum (préparations liquides 0,75 g/l et 2,5 g/l) a été identifié comme extrêmement dangereux de classe Ib selon les critères JMPM pour les HHPs basés sur la Classification internationale des pesticides par dangers de l'OMS, et donc considérées et présélectionnées comme HHPs (Come A.M. et van der Valk H., 2014).

Au moment de l'étude, le brodifacoum était homologué aux États-Unis alors qu'il n'était pas homologué dans l'UE, car aucun dossier complet n'avait été soumis.

Au cours de la deuxième phase du projet, des enquêtes de terrain sur l'utilisation des pesticides et l'exposition ont été menées.

Les enquêtes (325 agriculteurs de subsistance interrogés) ont révélé que la plupart des agriculteurs appliquaient des pesticides (95 %) et que les conditions d'utilisation étaient susceptibles d'entraîner une exposition indue (excessive). La moitié des agriculteurs interrogés n'avaient jamais reçu de formation sur l'utilisation des pesticides, et même l'autre moitié qui l'avait reçue, ne comprenaient souvent pas les risques encourus. Les agriculteurs pulvérisaient les cultures de légumes au moins 14 fois par saison de croissance. Une application sur trois impliquait des préparations contenant des HHPs (près de 30 % des agriculteurs interrogés utilisaient des HHPs).

En outre, presque aucun des agriculteurs (93%) ne possédait ou ne portait d'EPI adéquat n'ayant qu'un ou pas d'élément de protection du tout. Seul 2% des personnes appliquant des HHPs portaient un PPE de protection complète du corps approprié. Environ la moitié des agriculteurs n'avaient reçu aucune formation sur l'utilisation des pesticides. La majorité des applicateurs de pesticides utilisaient un pulvérisateur manuel (36 %), suivis d'un pulvérisateur électrique (avec batteries) 33 % ; d'équipements inappropriés comme un arrosoir (13,5 %) ou d'autres moyens (inconnus) (12,5 %). Environ la moitié des agriculteurs interrogés ont déclaré avoir remarqué qu'ils recevaient des pesticides sur leurs vêtements, leur peau nue ou leurs yeux lorsqu'ils en utilisaient. Les principaux symptômes de santé associés à l'utilisation de pesticides par les agriculteurs remarquant des symptômes étaient des maux de tête, des éruptions cutanées, des brûlures aux yeux, des vomissements, des brûlures au nez, une vision trouble, des vertiges et une transpiration excessive. Près de la moitié des agriculteurs ont déclaré ne pas lire les étiquettes des pesticides, notamment les instructions d'utilisation telles que le dosage approprié et les mesures de protection, la principale raison étant l'analphabétisme. Un agriculteur sur quatre comprenait mal la bande de couleur de danger sur les étiquettes de pesticides indiquant une toxicité aiguë.

Les résultats de l'enquête ont montré que l'utilisation de pesticides en général, et des HHPs en particulier, était susceptible d'entraîner une exposition excessive des agriculteurs au Mozambique. Par conséquent, il est difficile et peu probable que l'application de mesures d'atténuation des risques reposant uniquement sur le port d'un EPI approprié dans les conditions locales d'utilisation donne des résultats.

Sur la base de ce qui précède, le brodifacoum (préparations liquides) a été considéré comme HHP (Come & Van der Valk, 2014) et l'homologation du brodifacoum (préparations liquides) a donc été interrompue compte tenu de la nocivité du produit pour la santé humaine dans les conditions locales d'utilisation au Mozambique.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur la santé humaine :** Réduire le risque lié à l'utilisation des HHPs au Mozambique, en particulier du brodifacoum (préparations liquides), dans le contexte de la santé humaine.

**Date de prise d'effet de la mesure de réglementation finale :** 15/07/2014



**MOZAMBIQUE****Nom usuel :** Diazinon**Numéro CAS :**

333-41-5

**Nom chimique :** Phosphorothioate de O,O-diéthyle et de O-(2-isopropyl-6-méthyl-4-pyrimidinyle**Catégorie pour laquelle a été prise la mesure de réglementation finale :** Pesticide**Mesure de réglementation finale :** Le produit chimique est interdit.**Emplois interdits par la mesure de réglementation finale :** Toutes les préparations et les utilisations de diazinon >300g/l sont interdites.**Emplois qui demeurent autorisés :** Aucun.**Mesure de réglementation finale a-t-elle été prise après une évaluation des risques et des dangers ? :** Oui

**Résumé de la mesure de réglementation finale :** Sur la base de la décision Nr 001/DNSA/2014 la Direction nationale des services agraires a interdit l'importation et l'utilisation du Diazinon (>300g/l) au Mozambique. L'interdiction de toutes les utilisations et l'annulation des produits contenant du Diazinon (>300g/l) dans le pays ont été décidées en raison de la nature toxique et des propriétés dangereuses de cette substance active qui, combinées à une utilisation inappropriée dans le pays en raison des conditions d'utilisation spécifiques locales, peuvent nuire à la santé humaine et animale. La décision d'interdire l'homologation du Diazinon (>300g/l) a été prise comme dernière étape du projet de réduction des risques liés aux pesticides extrêmement dangereux, lequel a identifié des pesticides extrêmement dangereux homologués au Mozambique. Après des consultations avec différents acteurs (secteur public, secteur privé, société civile et autres) l'annulation des homologations et l'interdiction ainsi que la non-approbation de leur utilisation au Mozambique ont été approuvées.

**Les raisons ayant motivé la mesure de réglementation finale étaient liées à :** La santé humaine.**Résumé des dangers et risques connus pour la santé des personnes :**

Un projet intitulé Réduction des risques liés aux pesticides extrêmement dangereux (HHPs) au Mozambique a été lancé par le Gouvernement du Mozambique dans le but de réduire les risques les plus élevés liés à l'utilisation de pesticides dans le pays. L'objectif ultime était d'élaborer et de mettre en œuvre un « Plan d'action pour la réduction des risques liés aux HHP » pour les pesticides et les situations d'utilisation les plus dangereux, ce qui a donné lieu au fil du temps à la mise en œuvre de toute une série de mesures de réduction des risques fondées sur un examen des conditions d'utilisation.

Dans la première étape du projet, un examen de tous les pesticides homologués au Mozambique a été effectué et une liste restreinte de pesticides hautement dangereux a été établie. Cette liste restreinte était basée sur une évaluation des dangers des pesticides, sur la base des critères établis par la Réunion conjointe FAO/OMS sur la gestion des pesticides (JMPM) (FAO/OMS, 2008).

Au cours de la deuxième étape du projet, une enquête sur l'utilisation a été réalisée dans des régions et systèmes de culture déterminés au Mozambique. L'objectif principal de l'enquête était d'identifier les conditions dans lesquelles les pesticides sont utilisés dans le pays et leur contribution aux risques potentiels pour la santé humaine et l'environnement.

La troisième étape du projet consistait en une consultation des parties prenantes visant à discuter plus en détail de l'utilisation et des risques des pesticides extrêmement dangereux au Mozambique et à affiner la liste restreinte en fonction des résultats de l'enquête, de l'expertise et de l'expérience des parties prenantes.

Par conséquent, une liste restreinte de HHPs, y compris ceux qui sont proches des HHPs, utilisés dans le pays a été établie.

La préparation pesticide Diazinon (>300 g/l) figurait sur la liste en tant que pesticide « se rapprochant » des HHP selon les critères indiqués ci-dessous :

- Pour les préparations liquides : les produits pesticides avec une DL50 orale aiguë <200 mg/kg ou une DL50 cutanée aiguë <400 mg/kg (à noter qu'il s'agit des limites de la Classe Ib dans la version précédente de la Classification de l'OMS (OMS, 2005).

Pour évaluer ce critère, toutes les préparations pesticides homologuées au Mozambique ont été classées à l'aide de la classification des dangers mentionnée ci-dessus. La valeur DL50 orale et cutanée de la préparation, telle qu'elle est fournie dans le dossier d'homologation, a servi de base à la classification.

Les valeurs DL50 pour la préparation étaient disponibles ou pouvaient être estimées pour tous les produits pesticides homologués, à l'exception de trois pesticides microbiens et d'une huile de citronnelle (soit >99 % du total).

La préparation du pesticide diazinon >300g/l (30%) CE au Mozambique a été identifiée comme appartenant à la classe II de l'OMS, mais le risque cutané a été identifié comme proche de la classe Ib (Come A.M. & van der Valk H., 2014). L'i.a. n'a pas été homologué dans l'UE en raison d'un risque inacceptable pour la santé humaine, alors que son utilisation était approuvée aux États-Unis au moment de l'étude.

Au cours de la deuxième phase du projet, des enquêtes de terrain sur l'utilisation des pesticides et l'exposition ont été menées.

Les enquêtes (325 agriculteurs de subsistance interrogés) ont révélé que la plupart des agriculteurs appliquaient des pesticides

(95 %) et que les conditions d'utilisation étaient susceptibles d'entraîner une exposition indue (excessive). La moitié des agriculteurs interrogés n'avaient jamais reçu de formation sur l'utilisation des pesticides, et même l'autre moitié qui l'avait reçue, ne comprenaient souvent pas les risques encourus. Les agriculteurs pulvérisaient les cultures de légumes au moins 14 fois par saison de croissance. Une application sur trois impliquait des préparations contenant des HHPs (près de 30 % des agriculteurs interrogés utilisaient des HHPs).

En outre, presque aucun des agriculteurs (93%) ne possédait ou ne portait d'EPI adéquat n'ayant qu'un ou pas d'élément de protection du tout. Seul 2% des personnes appliquant des HHPs portaient un PPE de protection complète du corps approprié. Environ la moitié des agriculteurs n'avaient reçu aucune formation sur l'utilisation des pesticides. La majorité des applicateurs de pesticides utilisaient un pulvérisateur manuel (36 %), suivis d'un pulvérisateur électrique (avec batteries) 33 % ; d'équipements inappropriés comme un arrosoir (13,5 %) ou d'autres moyens (inconnus) (12,5 %). Environ la moitié des agriculteurs interrogés ont déclaré avoir remarqué qu'ils recevaient des pesticides sur leurs vêtements, leur peau nue ou leurs yeux lorsqu'ils en utilisaient. Les principaux symptômes de santé associés à l'utilisation de pesticides par les agriculteurs remarquant des symptômes étaient des maux de tête, des éruptions cutanées, des brûlures aux yeux, des vomissements, des brûlures au nez, une vision trouble, des vertiges et une transpiration excessive. Près de la moitié des agriculteurs ont déclaré ne pas lire les étiquettes des pesticides, notamment les instructions d'utilisation telles que le dosage approprié et les mesures de protection, la principale raison étant l'analphabétisme. Un agriculteur sur quatre comprenait mal la bande de couleur de danger sur les étiquettes de pesticides indiquant une toxicité aiguë.

Les résultats de l'enquête ont montré que l'utilisation de pesticides en général, et des HHPs en particulier, était susceptible d'entraîner une exposition excessive des agriculteurs au Mozambique. Par conséquent, il est difficile et peu probable que l'application de mesures d'atténuation des risques reposant uniquement sur le port d'un EPI approprié dans les conditions locales d'utilisation donne des résultats.

Le diazinon (>300g/l) et les produits contenant cet ingrédient actif ont été considérés comme nocifs pour la santé humaine compte tenu des conditions locales d'utilisation au Mozambique nécessitant des mesures d'atténuation des risques. Par conséquent, les autorités ont décidé d'interdire l'utilisation future de l'ingrédient actif Diazinon (>300g/l) dans le pays et d'annuler l'homologation de tous les produits qui en contiennent.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur la santé humaine :** Réduire le risque lié à l'utilisation des HHPs au Mozambique, en particulier du Diazinon (>300g/l) dans le contexte de la santé humaine.

**Date de prise d'effet de la mesure de réglementation finale :** 15/07/2014

## MOZAMBIQUE

**Nom usuel :** Éthion

**Numéro CAS :** 563-12-2

**Nom chimique :** Bis(phosphorodithioate) de O,O,O',O'-tétraéthyle et de S,S'-méthylène

**Catégorie pour laquelle a été prise la mesure de réglementation finale :** Pesticide

**Mesure de réglementation finale :** Le produit chimique est interdit.

**Emplois interdits par la mesure de réglementation finale :** Toutes les préparations et les utilisations sont interdites

**Emplois qui demeurent autorisés :** Aucun.

**Mesure de réglementation finale a-t-elle été prise après une évaluation des risques et des dangers ? :** Oui

**Résumé de la mesure de réglementation finale :** Sur la base de la décision Nr 001/DNSA/2014 la Direction nationale des services agraires a interdit l'importation et l'utilisation de l'éthion au Mozambique. L'interdiction de toutes les utilisations et l'annulation des produits contenant de l'éthion dans le pays ont été décidées en raison de la nature toxique et des propriétés dangereuses de cette substance active qui, combinées à une utilisation inappropriée dans le pays en raison des conditions d'utilisation spécifiques locales, peuvent nuire à la santé humaine et animale. La décision d'interdire l'homologation de l'éthion a été prise comme dernière étape du projet de réduction des risques liés aux pesticides extrêmement dangereux, lequel a identifié des pesticides extrêmement dangereux homologués au Mozambique. Après des consultations avec différents acteurs (secteur public, secteur privé, société civile et autres) l'annulation des homologations et l'interdiction ainsi que la non-approbation de leur utilisation au Mozambique ont été approuvées.

**Les raisons ayant motivé la mesure de réglementation finale étaient liées à :** La santé humaine et l'environnement

**Résumé des dangers et risques connus pour la santé des personnes :**

Un projet intitulé *Réduction des risques liés aux pesticides extrêmement dangereux (HHPs) au Mozambique* a été lancé par le Gouvernement du Mozambique dans le but de réduire les risques les plus élevés liés à l'utilisation de pesticides dans le pays. L'objectif ultime était d'élaborer et de mettre en œuvre un « Plan d'action pour la réduction des risques liés aux HHP » pour les pesticides et les situations d'utilisation les plus dangereux, ce qui a donné lieu au fil du temps à la mise en œuvre de toute une série de mesures de réduction des risques fondées sur un examen des conditions d'utilisation.

Dans la première étape du projet, un examen de tous les pesticides homologués au Mozambique a été effectué et une liste restreinte de pesticides hautement dangereux a été établie. Cette liste restreinte était basée sur une évaluation des dangers des pesticides, sur la base des critères établis par la Réunion conjointe FAO/OMS sur la gestion des pesticides (JMPM) (FAO/OMS, 2008).

Au cours de la deuxième étape du projet, une enquête sur l'utilisation a été réalisée dans des régions et systèmes de culture déterminés au Mozambique. L'objectif principal de l'enquête était d'identifier les conditions dans lesquelles les pesticides sont utilisés dans le pays et leur contribution aux risques potentiels pour la santé humaine et l'environnement.

La troisième étape du projet consistait en une consultation des parties prenantes visant à discuter plus en détail de l'utilisation et des risques des pesticides extrêmement dangereux au Mozambique et à affiner la liste restreinte en fonction des résultats de l'enquête, de l'expertise et de l'expérience des parties prenantes.

La préparation pesticide éthion 1010 g/l (101%) CE a été classé comme HHP sur la base du critère de la Réunion conjointe FAO/OMS suivante sur la gestion des pesticides (JMPM) pour l'identification des HHP :

- Préparations pesticides qui répondent aux critères des classe Ia ou Ib de la classification des pesticides par danger recommandée par l'OMS ;

Pour évaluer ce critère, toutes les préparations pesticides homologuées au Mozambique ont été classées à l'aide de la classification des dangers mentionnée ci-dessus. La valeur DL50 orale et cutanée de la préparation, telle qu'elle est fournie dans le dossier d'homologation, a servi de base à la classification. Les valeurs DL50 pour la préparation étaient disponibles ou pouvaient être estimées pour tous les produits pesticides homologués, à l'exception de trois pesticides microbiens et d'une huile de citronnelle (soit >99 % du total).

La préparation d'éthion a été identifiée comme extrêmement dangereuse de classe Ib selon les critères JMPM pour les HHPs basés sur la Classification internationale des pesticides par dangers de l'OMS, et donc considérées et présélectionnées comme HHPs (Come A.M. et van der Valk H., 2014).

En outre, l'ingrédient actif éthion n'a pas été homologué aux États-Unis en raison d'un risque inacceptable pour la santé humaine et n'a pas été homologué dans l'UE, car aucun dossier complet n'a été soumis.

Au cours de la deuxième phase du projet, des enquêtes de terrain sur l'utilisation des pesticides et l'exposition ont été menées.

Les enquêtes (325 agriculteurs de subsistance interrogés) ont révélé que la plupart des agriculteurs appliquaient des pesticides (95 %) et que les conditions d'utilisation étaient susceptibles d'entraîner une exposition indue (excessive). La moitié des agriculteurs interrogés n'avaient jamais reçu de formation sur l'utilisation des pesticides, et même l'autre moitié qui l'avait reçue, ne comprenaient souvent pas les risques encourus. Les agriculteurs pulvérisaient les cultures de légumes au moins 14 fois par saison de croissance. Une application sur trois impliquait des préparations contenant des HHPs (près de 30 % des agriculteurs interrogés utilisaient des HHPs).

En outre, presque aucun des agriculteurs (93%) ne possédait ou ne portait d'EPI adéquat n'ayant qu'un ou pas d'élément de protection du tout. Seul 2% des personnes appliquant des HHPs portaient un PPE de protection complète du corps approprié. Environ la moitié des agriculteurs n'avaient reçu aucune formation sur l'utilisation des pesticides. La majorité des applicateurs de pesticides utilisaient un pulvérisateur manuel (36 %), suivis d'un pulvérisateur électrique (avec batteries) 33 % ; d'équipements inappropriés comme un arrosoir (13,5 %) ou d'autres moyens (inconnus) (12,5 %). Environ la moitié des agriculteurs interrogés ont déclaré avoir remarqué qu'ils recevaient des pesticides sur leurs vêtements, leur peau nue ou leurs yeux lorsqu'ils en utilisaient. Les principaux symptômes de santé associés à l'utilisation de pesticides par les agriculteurs remarquant des symptômes étaient des maux de tête, des éruptions cutanées, des brûlures aux yeux, des vomissements, des brûlures au nez, une vision trouble, des vertiges et une transpiration excessive. Près de la moitié des agriculteurs ont déclaré ne pas lire les étiquettes des pesticides, notamment les instructions d'utilisation telles que le dosage approprié et les mesures de protection, la principale raison étant l'analphabétisme. Un agriculteur sur quatre comprenait mal la bande de couleur de danger sur les étiquettes de pesticides indiquant une toxicité aiguë.

Les résultats de l'enquête ont montré que l'utilisation de pesticides en général, et des HHPs en particulier, était susceptible d'entraîner une exposition excessive des agriculteurs au Mozambique. Par conséquent, il est difficile et peu probable que l'application de mesures d'atténuation des risques reposant uniquement sur le port d'un EPI approprié dans les conditions locales d'utilisation donne des résultats.

Sur la base de ce qui précède, l'éthion et les produits contenant cet ingrédient actif ont été considérés comme nocifs pour la santé humaine compte tenu des conditions locales d'utilisation au Mozambique nécessitant des mesures d'atténuation des risques.

Par conséquent, les autorités ont décidé d'interdire l'utilisation future du pesticide éthion dans le pays et d'annuler l'homologation de tous les produits qui en contiennent.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur la santé humaine :** Réduire le risque lié à l'utilisation des HHPs au Mozambique, en particulier de l'éthion dans le contexte de la santé humaine.

**Résumé des dangers et risques connus pour l'environnement :** L'étude Alterra réalisée par l'Université de Wageningen

(WUR) a analysé les indicateurs de risques environnementaux suivants : charge toxique environnementale pour les organismes aquatiques (poissons, *daphnies* et algues), danger pour les abeilles et potentiel de lixiviation des eaux souterraines. L'évaluation des risques a pris en compte les tendances des importations de pesticides homologués dans le pays de 2002 à 2011, explorées en termes de nombre (type) de pesticides et de volume (quantité) de pesticides. L'i.a. éthion a été identifié comme pesticide de préoccupation secondaire sur la base du risque relatif pour les invertébrés aquatiques en utilisant la charge toxique environnementale (ETL) comme indicateur de risque avec la contribution majeure à l'ETL annuelle pour les daphnies (c'est-à-dire > 0,5%) conformément au tableau 3.2 de l'annexe III du rapport Alterra (pour plus de détails, voir également le tableau 6 du même rapport).

**Tableau 3.2:** Ingrédients actifs ayant la plus grande contribution à l'ETL annuelle pour les daphnies (c'est-à-dire > 0,5 %).

Année	Rang Nr	Composé Nr.	Nom du Composé	(kg)	(%)
2005	2	68	Ethion	2525	17.1
2006	2	68	Ethion	2525	20.9
2007	2	68	Ethion	3030	15.4

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur l'environnement :** Réduire le risque lié à l'utilisation des HHPs au Mozambique, en particulier de l'éthion dans le contexte de l'environnement.

**Date de prise d'effet de la mesure de réglementation finale :** 15/07/2014

## MOZAMBIQUE

**Nom usuel :** Fénamiphos

**Numéro CAS :** 22224-92-6

**Nom chimique :** Acide phosphoramidique, (1-méthyléthyl)-, éthyl 3-méthyl-4-(méthylthio)phényl ester

**Catégorie pour laquelle a été prise la mesure de réglementation finale :** Pesticide

**Mesure de réglementation finale :** Le produit chimique est interdit.

**Emplois interdits par la mesure de réglementation finale :** Interdire toute formulation et tout usage.

**Emplois qui demeurent autorisés :** Aucun.

**Mesure de réglementation finale a-t-elle été prise après une évaluation des risques et des dangers ? :** Oui

**Résumé de la mesure de réglementation finale :** Sur la base de la décision Nr 001/DNSA/2014 la Direction nationale des services agraires a interdit l'importation et l'utilisation du fénamiphos au Mozambique. L'interdiction de toutes les utilisations et l'annulation des produits contenant du fénamiphos dans le pays ont été décidées en raison de la nature toxique et des propriétés dangereuses de cette substance active qui, combinées à une utilisation inappropriée dans le pays en raison des conditions d'utilisation spécifiques locales, peuvent nuire à la santé humaine et animale. La décision d'interdire l'homologation du fénamiphos a été prise comme dernière étape du projet de réduction des risques liés aux pesticides extrêmement dangereux, lequel a identifié des pesticides extrêmement dangereux homologués au Mozambique. Après des consultations avec différents acteurs (secteur public, secteur privé, société civile et autres) l'annulation des homologations et l'interdiction ainsi que la non-approbation de leur utilisation au Mozambique ont été approuvées.

**Les raisons ayant motivé la mesure de réglementation finale étaient liées à :** La santé humaine.

**Résumé des dangers et risques connus pour la santé des personnes :** Un projet intitulé *Réduction des risques liés aux pesticides extrêmement dangereux (HHPs) au Mozambique* a été lancé par le Gouvernement du Mozambique dans le but de réduire les risques les plus élevés liés à l'utilisation de pesticides dans le pays. L'objectif ultime était d'élaborer et de mettre en œuvre un « Plan d'action pour la réduction des risques liés aux HHP » pour les pesticides et les situations d'utilisation les plus dangereux, ce qui a donné lieu au fil du temps à la mise en œuvre de toute une série de mesures de réduction des risques fondées sur un examen des conditions d'utilisation.

Dans la première étape du projet, un examen de tous les pesticides homologués au Mozambique a été effectué et une liste restreinte de pesticides hautement dangereux a été établie. Cette liste restreinte était basée sur une évaluation des dangers des pesticides, sur la base des critères établis par la Réunion conjointe FAO/OMS sur la gestion des pesticides (JMPM) (FAO/OMS, 2008).

Au cours de la deuxième étape du projet, une enquête sur l'utilisation a été réalisée dans des régions et systèmes de culture déterminés au Mozambique. L'objectif principal de l'enquête était d'identifier les conditions dans lesquelles les pesticides sont utilisés dans le pays et leur contribution aux risques potentiels pour la santé humaine et l'environnement.

La troisième étape du projet consistait en une consultation des parties prenantes visant à discuter plus en détail de l'utilisation et des risques des pesticides extrêmement dangereux au Mozambique et à affiner la liste restreinte en fonction des résultats

de l'enquête, de l'expertise et de l'expérience des parties prenantes.

Par conséquent, une liste restreinte de HHPs, y compris ceux « se rapprochant » des HHPs, utilisés dans le pays a été établie.

Le fénamiphos a été classé comme HHP sur la base des critères suivants de la Réunion conjointe FAO/OMS sur la gestion des pesticides (JMPM) pour l'identification des HHP :

- Préparations pesticides qui répondent aux critères des classe Ia ou Ib de la classification des pesticides par danger recommandée par l'OMS ;

Pour évaluer ce critère, toutes les préparations pesticides homologuées au Mozambique ont été classées à l'aide de la classification des dangers mentionnée ci-dessus. La valeur DL50 orale et cutanée de la préparation, telle qu'elle est fournie dans le dossier d'homologation, a servi de base à la classification. Les valeurs DL50 pour la préparation étaient disponibles ou pouvaient être estimées pour tous les produits pesticides homologués, à l'exception de trois pesticides microbiens et d'une huile de citronnelle (soit >99 % du total).

Les préparations à base de fénamiphos ont été identifiées comme extrêmement dangereuses de classe Ib selon les critères JMPM pour les HHPs basés sur la Classification internationale des pesticides par dangers de l'OMS, et donc considérées et présélectionnées comme HHPs (Come A.M. et van der Valk H., 2014).

En outre, le fénamiphos a été homologué dans l'UE, alors qu'aux États-Unis, il y a une annulation volontaire en raison d'un risque inacceptable pour la santé humaine et l'environnement au moment de l'étude.

En outre, une étude documentaire a été menée pour évaluer les risques environnementaux associés aux pesticides importés au Mozambique de 2002 à 2011 Alterra, Wageningen UR, a également identifié le fénamiphos comme un pesticide de préoccupation principale pour le pays compte tenu de ses propriétés dangereuses de toxicité aiguë selon la classification des dangers de l'OMS - pour plus de détails, voir le tableau 6, annexe 2 - tableau 2.1 et annexe 5 (Lahr J., R. Kruijne et J. Groenwold, 2014).

Au cours de la deuxième phase du projet, des enquêtes de terrain sur l'utilisation des pesticides et l'exposition ont été menées.

Les enquêtes (325 agriculteurs de subsistance interrogés) ont révélé que la plupart des agriculteurs appliquaient des pesticides (95 %) et que les conditions d'utilisation étaient susceptibles d'entraîner une exposition indue (excessive). La moitié des agriculteurs interrogés n'avaient jamais reçu de formation sur l'utilisation des pesticides, et même l'autre moitié qui l'avait reçue, ne comprenaient souvent pas les risques encourus. Les agriculteurs pulvérisaient les cultures de légumes au moins 14 fois par saison de croissance. Une application sur trois impliquait des préparations contenant des HHPs (près de 30 % des agriculteurs interrogés utilisaient des HHPs).

En outre, presque aucun des agriculteurs (93%) ne possédait ou ne portait d'EPI adéquat n'ayant qu'un ou pas d'élément de protection du tout. Seul 2% des personnes appliquant des HHPs portaient un PPE de protection complète du corps approprié. Environ la moitié des agriculteurs n'avaient reçu aucune formation sur l'utilisation des pesticides. La majorité des applicateurs de pesticides utilisaient un pulvérisateur manuel (36 %), suivis d'un pulvérisateur électrique (avec batteries) 33 % ; d'équipements inappropriés comme un arrosoir (13,5 %) ou d'autres moyens (inconnus) (12,5 %). Environ la moitié des agriculteurs interrogés ont déclaré avoir remarqué qu'ils recevaient des pesticides sur leurs vêtements, leur peau nue ou leurs yeux lorsqu'ils en utilisaient. Les principaux symptômes de santé associés à l'utilisation de pesticides par les agriculteurs remarquant des symptômes étaient des maux de tête, des éruptions cutanées, des brûlures aux yeux, des vomissements, des brûlures au nez, une vision trouble, des vertiges et une transpiration excessive. Près de la moitié des agriculteurs ont déclaré ne pas lire les étiquettes des pesticides, notamment les instructions d'utilisation telles que le dosage approprié et les mesures de protection, la principale raison étant l'analphabétisme. Un agriculteur sur quatre comprenait mal la bande de couleur de danger sur les étiquettes de pesticides indiquant une toxicité aiguë.

Les résultats de l'enquête ont montré que l'utilisation de pesticides en général, et des HHPs en particulier, était susceptible d'entraîner une exposition excessive des agriculteurs au Mozambique. Par conséquent, il est difficile et peu probable que l'application de mesures d'atténuation des risques reposant uniquement sur le port d'un EPI approprié dans les conditions locales d'utilisation donne des résultats.

Sur la base de ce qui précède, le fénamiphos et les produits contenant cet ingrédient actif ont été considérés comme nocifs pour la santé humaine compte tenu des conditions locales d'utilisation au Mozambique nécessitant des mesures d'atténuation des risques. Par conséquent, les autorités ont décidé d'interdire l'utilisation future du pesticide dans le pays et d'annuler l'homologation de tous les produits qui en contiennent.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur la santé humaine :** Réduire le risque lié à l'utilisation des HHPs au Mozambique, en particulier de le fénamiphos dans le contexte de la santé humaine.

**Date de prise d'effet de la mesure de réglementation finale :** 15/07/2014

**MOZAMBIQUE****Nom usuel :** Méthiocarbe**Numéro CAS :**

2032-65-7

**Nom chimique :** 4-Methylthio-3,5-xylyl methylcarbamate**Catégorie pour laquelle a été prise la mesure de réglementation finale :** Pesticide**Mesure de réglementation finale :** Le produit chimique est interdit.**Emplois interdits par la mesure de réglementation finale :** Toutes les préparations et les utilisations sont interdites**Emplois qui demeurent autorisés :** Aucun.**Mesure de réglementation finale a-t-elle été prise après une évaluation des risques et des dangers ? :** Oui

**Résumé de la mesure de réglementation finale :** Sur la base de la décision Nr 001/DNSA/2014 la Direction nationale des services agraires a interdit l'importation et l'utilisation du méthiocarbe au Mozambique. L'interdiction de toutes les utilisations et l'annulation des produits contenant du méthiocarbe dans le pays ont été décidées en raison de la nature toxique et des propriétés dangereuses de cette substance active qui, combinées à une utilisation inappropriée dans le pays en raison des conditions d'utilisation spécifiques locales, peuvent nuire à la santé humaine et animale. La décision d'interdire l'homologation du méthiocarbe a été prise comme dernière étape du projet de réduction des risques liés aux pesticides extrêmement dangereux, lequel a identifié des pesticides extrêmement dangereux homologués au Mozambique. Après des consultations avec différents acteurs (secteur public, secteur privé, société civile et autres) l'annulation des homologations et l'interdiction ainsi que la non-approbation de leur utilisation au Mozambique ont été approuvées.

**Les raisons ayant motivé la mesure de réglementation finale étaient liées à :** La santé humaine.**Résumé des dangers et risques connus pour la santé des personnes :**

Un projet intitulé *Réduction des risques liés aux pesticides extrêmement dangereux (HHPs) au Mozambique* a été lancé par le Gouvernement du Mozambique dans le but de réduire les risques les plus élevés liés à l'utilisation de pesticides dans le pays. L'objectif ultime était d'élaborer et de mettre en œuvre un « Plan d'action pour la réduction des risques liés aux HHP » pour les pesticides et les situations d'utilisation les plus dangereux, ce qui a donné lieu au fil du temps à la mise en œuvre de toute une série de mesures de réduction des risques fondées sur un examen des conditions d'utilisation.

Dans la première étape du projet, un examen de tous les pesticides homologués au Mozambique a été effectué et une liste restreinte de pesticides hautement dangereux a été établie. Cette liste restreinte était basée sur une évaluation des dangers des pesticides, sur la base des critères établis par la Réunion conjointe FAO/OMS sur la gestion des pesticides (JMPM) (FAO/OMS, 2008).

Au cours de la deuxième étape du projet, une enquête sur l'utilisation a été réalisée dans des régions et systèmes de culture déterminés au Mozambique. L'objectif principal de l'enquête était d'identifier les conditions dans lesquelles les pesticides sont utilisés dans le pays et leur contribution aux risques potentiels pour la santé humaine et l'environnement.

La troisième étape du projet consistait en une consultation des parties prenantes visant à discuter plus en détail de l'utilisation et des risques des pesticides extrêmement dangereux au Mozambique et à affiner la liste restreinte en fonction des résultats de l'enquête, de l'expertise et de l'expérience des parties prenantes.

Par conséquent, une liste restreinte de HHPs, y compris ceux qui « se rapprochent » des HHPs, utilisés dans le pays a été établie.

La préparation pesticide méthiocarbe 800g/kg (80%) WP a été classée comme HHP sur la base du critère de la Réunion conjointe FAO/OMS suivante sur la gestion des pesticides (JMPM) pour l'identification des HHP :

- Préparations pesticides qui répondent aux critères des classe Ia ou Ib de la classification des pesticides par danger recommandée par l'OMS.

La préparation pesticide méthiocarbe 5 g/kg SL figurait sur la liste en tant que pesticide « se rapprochant » des HHP selon les mêmes critères indiqués ci-dessus.

Pour évaluer ce critère, toutes les préparations pesticides homologuées au Mozambique ont été classées à l'aide de la classification des dangers mentionnée ci-dessus. La valeur DL50 orale et cutanée de la préparation, telle qu'elle est fournie dans le dossier d'homologation, a servi de base à la classification.

Les valeurs DL50 pour la préparation étaient disponibles ou pouvaient être estimées pour tous les produits pesticides homologués, à l'exception de trois pesticides microbiens et d'une huile de citronnelle (soit >99 % du total).

Les préparations pesticides de méthiocarbe 800 g/kg ont été identifiées comme étant de la classe Ib, hautement dangereux, tandis que les préparations pesticides de méthiocarbe à 5 g/kg ont été identifiées comme appartenant à la classe II de l'OMS, mais le danger par voie orale proche de la classe Ib selon les critères du JMPM pour les HHP basés sur la classification internationale de l'OMS des pesticides par danger, et donc considérées et présélectionnées comme HHP et « se rapprochant » du HHP, respectivement (Come A.M. & van der Valk H., 2014.).

Au moment de l'étude, l'i.a. méthiocarbe était homologué dans l'UE et aux États-Unis.

Au cours de la deuxième phase du projet, des enquêtes de terrain sur l'utilisation des pesticides et l'exposition ont été menées.

Les enquêtes (325 agriculteurs de subsistance interrogés) ont révélé que la plupart des agriculteurs appliquaient des pesticides (95 %) et que les conditions d'utilisation étaient susceptibles d'entraîner une exposition indue (excessive). La moitié des agriculteurs interrogés n'avaient jamais reçu de formation sur l'utilisation des pesticides, et même l'autre moitié qui l'avait reçue, ne comprenaient souvent pas les risques encourus. Les agriculteurs pulvérisaient les cultures de légumes au moins 14 fois par saison de croissance. Une application sur trois impliquait des préparations contenant des HHPs (près de 30 % des agriculteurs interrogés utilisaient des HHPs).

En outre, presque aucun des agriculteurs (93%) ne possédait ou ne portait d'EPI adéquat n'ayant qu'un ou pas d'élément de protection du tout. Seul 2% des personnes appliquant des HHPs portaient un PPE de protection complète du corps approprié. Environ la moitié des agriculteurs n'avaient reçu aucune formation sur l'utilisation des pesticides. La majorité des applicateurs de pesticides utilisaient un pulvérisateur manuel (36 %), suivis d'un pulvérisateur électrique (avec batteries) 33 % ; d'équipements inappropriés comme un arrosoir (13,5 %) ou d'autres moyens (inconnus) (12,5 %). Environ la moitié des agriculteurs interrogés ont déclaré avoir remarqué qu'ils recevaient des pesticides sur leurs vêtements, leur peau nue ou leurs yeux lorsqu'ils en utilisaient. Les principaux symptômes de santé associés à l'utilisation de pesticides par les agriculteurs remarquant des symptômes étaient des maux de tête, des éruptions cutanées, des brûlures aux yeux, des vomissements, des brûlures au nez, une vision trouble, des vertiges et une transpiration excessive.

Près de la moitié des agriculteurs ont déclaré ne pas lire les étiquettes des pesticides, notamment les instructions d'utilisation telles que le dosage approprié et les mesures de protection, la principale raison étant l'analphabétisme. Un agriculteur sur quatre comprenait mal la bande de couleur de danger sur les étiquettes de pesticides indiquant une toxicité aiguë.

Les résultats de l'enquête ont montré que l'utilisation de pesticides en général, et des HHPs en particulier, était susceptible d'entraîner une exposition excessive des agriculteurs au Mozambique. Par conséquent, il est difficile et peu probable que l'application de mesures d'atténuation des risques reposant uniquement sur le port d'un EPI approprié dans les conditions locales d'utilisation donne des résultats.

Sur la base de ce qui précède, Le méthiocarbe et les produits contenant ce pesticide ont été considérés comme nocifs pour la santé humaine dans les conditions locales d'utilisation au Mozambique nécessitant des mesures d'atténuation des risques. Par conséquent, les autorités ont décidé d'interdire l'utilisation future de ce pesticide dans le pays et d'annuler l'homologation de tous les produits qui le contiennent.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur la santé humaine :** Réduire le risque lié à l'utilisation des HHPs au Mozambique, en particulier du méthiocarbe, dans le contexte de la santé humaine.

**Date de prise d'effet de la mesure de réglementation finale :** 15/07/2014

## MOZAMBIQUE

**Nom usuel :** Méthomyl

**Numéro CAS :**

16752-77-5

**Nom chimique :** (1E)-N-[(Méthylcarbamoyl)oxy]éthanimidothioate de méthyle

**Catégorie pour laquelle a été prise la mesure de réglementation finale :** Pesticide

**Mesure de réglementation finale :** Le produit chimique est interdit.

**Emplois interdits par la mesure de réglementation finale :** Toutes les préparations et les utilisations sont interdites

**Mesure de réglementation finale a-t-elle été prise après une évaluation des risques et des dangers ? :** Oui

**Résumé de la mesure de réglementation finale :** Sur la base de la décision Nr 001/DNSA/2014 la Direction nationale des services agraires a interdit l'importation et l'utilisation du méthomyl au Mozambique. L'interdiction de toutes les utilisations et l'annulation des produits contenant du méthomyl dans le pays ont été décidées en raison de la nature toxique et des propriétés dangereuses de cette substance active qui, combinées à une utilisation inappropriée dans le pays en raison des conditions d'utilisation spécifiques locales, peuvent nuire à la santé humaine et animale. La décision d'interdire l'homologation du méthomyl a été prise comme dernière étape du projet de réduction des risques liés aux pesticides extrêmement dangereux, lequel a identifié des pesticides extrêmement dangereux homologués au Mozambique. Après des consultations avec différents acteurs (secteur public, secteur privé, société civile et autres) l'annulation des homologations et l'interdiction ainsi que la non-approbation de leur utilisation au Mozambique ont été approuvées.

**Les raisons ayant motivé la mesure de réglementation finale étaient liées à :** La santé humaine.

**Résumé des dangers et risques connus pour la santé des personnes :**

Un projet intitulé *Réduction des risques liés aux pesticides extrêmement dangereux (HHPs) au Mozambique* a été lancé par le Gouvernement du Mozambique dans le but de réduire les risques les plus élevés liés à l'utilisation de pesticides dans le pays. L'objectif ultime était d'élaborer et de mettre en œuvre un « Plan d'action pour la réduction des risques liés aux HHP »

pour les pesticides et les situations d'utilisation les plus dangereux, ce qui a donné lieu au fil du temps à la mise en œuvre de toute une série de mesures de réduction des risques fondées sur un examen des conditions d'utilisation.

Dans la première étape du projet, un examen de tous les pesticides homologués au Mozambique a été effectué et une liste restreinte de pesticides hautement dangereux a été établie. Cette liste restreinte était basée sur une évaluation des dangers des pesticides, sur la base des critères établis par la Réunion conjointe FAO/OMS sur la gestion des pesticides (JMPM) (FAO/OMS, 2008).

Au cours de la deuxième étape du projet, une enquête sur l'utilisation a été réalisée dans des régions et systèmes de culture déterminés au Mozambique. L'objectif principal de l'enquête était d'identifier les conditions dans lesquelles les pesticides sont utilisés dans le pays et leur contribution aux risques potentiels pour la santé humaine et l'environnement.

La troisième étape du projet consistait en une consultation des parties prenantes visant à discuter plus en détail de l'utilisation et des risques des pesticides extrêmement dangereux au Mozambique et à affiner la liste restreinte en fonction des résultats de l'enquête, de l'expertise et de l'expérience des parties prenantes. Par conséquent, une liste restreinte de HHPs, y compris ceux « se rapprochant » des HHPs, utilisés dans le pays a été établie.

La préparation pesticide méthomyl 900g/kg (90%) SP a été classé comme HHP sur la base du critère de la Réunion conjointe FAO/OMS suivante sur la gestion des pesticides (JMPM) pour l'identification des HHP :

- Préparations pesticides qui répondent aux critères des classe Ia ou Ib de la classification des pesticides par danger recommandée par l'OMS ;

Les préparations pesticides de méthomyl 200 g/l (20%) SL figuraient sur la liste en tant que pesticide « se rapprochant » des HHP selon les critères indiqués ci-dessous.

Pour évaluer ce critère, toutes les préparations pesticides homologuées au Mozambique ont été classées à l'aide de la classification des dangers mentionnée ci-dessus. La valeur DL50 orale et cutanée de la préparation, telle qu'elle est fournie dans le dossier d'homologation, a servi de base à la classification.

Les valeurs DL50 pour la préparation étaient disponibles ou pouvaient être estimées pour tous les produits pesticides homologués, à l'exception de trois pesticides microbiens et d'une huile de citronnelle (soit >99 % du total).

Les préparations pesticides de méthomyl 900 g/kg ont été identifiées comme extrêmement dangereuses de classe Ib alors que les préparations pesticides de méthomyl 200g/kg ont été identifiées comme appartenant à la classe II de l'OMS, mais le danger par voie orale est proche de la classe Ib selon les critères JMPM pour les HHP basés sur la classification internationale des pesticides par dangers de l'OMS, et donc considérées et présélectionnées comme HHP et « se rapprochant » du HHP, respectivement (Come A.M. & van der Valk H., 2014.).

Au moment de l'étude, le méthomyl était homologué dans l'UE et aux États-Unis.

Sur la base de ce qui précède, le méthomyl a été considéré comme HHP (Come & Van der Valk, 2014) et donc l'homologation du méthomyl a été interrompue compte tenu de la nocivité du produit pour la santé humaine dans les conditions locales d'utilisation au Mozambique.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur la santé humaine :** Réduire le risque lié à l'utilisation des HHPs au Mozambique, en particulier du méthomyl dans le contexte de la santé humaine.

**Date de prise d'effet de la mesure de réglementation finale :** 15/07/2014

## MOZAMBIQUE

**Nom usuel :** Phosphure de zinc

**Numéro CAS :**

1314-84-7

**Nom chimique :** Diphosphure de trizinc

**Catégorie pour laquelle a été prise la mesure de réglementation finale :** Pesticide

**Mesure de réglementation finale :** Le produit chimique est interdit.

**Emplois interdits par la mesure de réglementation finale :** Toutes les préparations et les utilisations du produit sont interdites.

**Emplois qui demeurent autorisés :** Aucun.

**Mesure de réglementation finale a-t-elle été prise après une évaluation des risques et des dangers ? :** Oui

**Résumé de la mesure de réglementation finale :** Sur la base de la décision Nr 001/DNSA/2014 la Direction nationale des services agraires a interdit l'importation et l'utilisation du phosphure de zinc au Mozambique. L'interdiction de toutes les utilisations et l'annulation des produits contenant du phosphure de zinc dans le pays ont été décidées en raison de la nature toxique et des propriétés dangereuses de cette substance active qui, combinées à une utilisation inappropriée dans le pays en raison des conditions d'utilisation spécifiques locales, peuvent nuire à la santé humaine et animale. La décision d'interdire



l'homologation du phosphore de zinc a été prise comme dernière étape du projet de réduction des risques liés aux pesticides extrêmement dangereux, lequel a identifié des pesticides extrêmement dangereux homologués au Mozambique. Après des consultations avec différents acteurs (secteur public, secteur privé, société civile et autres) l'annulation des homologations et l'interdiction ainsi que la non-approbation de leur utilisation au Mozambique ont été approuvées.

**Les raisons ayant motivé la mesure de réglementation finale étaient liées à :** La santé humaine.

**Résumé des dangers et risques connus pour la santé des personnes :**

Un projet intitulé *Réduction des risques liés aux pesticides extrêmement dangereux (HHPs) au Mozambique* a été lancé par le Gouvernement du Mozambique dans le but de réduire les risques les plus élevés liés à l'utilisation de pesticides dans le pays. L'objectif ultime était d'élaborer et de mettre en œuvre un « Plan d'action pour la réduction des risques liés aux HHP » pour les pesticides et les situations d'utilisation les plus dangereux, ce qui a donné lieu au fil du temps à la mise en œuvre de toute une série de mesures de réduction des risques fondées sur un examen des conditions d'utilisation.

Dans la première étape du projet, un examen de tous les pesticides homologués au Mozambique a été effectué et une liste restreinte de pesticides hautement dangereux a été établie. Cette liste restreinte était basée sur une évaluation des dangers des pesticides, sur la base des critères établis par la Réunion conjointe FAO/OMS sur la gestion des pesticides (JMPM) (FAO/OMS, 2008).

Au cours de la deuxième étape du projet, une enquête sur l'utilisation a été réalisée dans des régions et systèmes de culture déterminés au Mozambique. L'objectif principal de l'enquête était d'identifier les conditions dans lesquelles les pesticides sont utilisés dans le pays et leur contribution aux risques potentiels pour la santé humaine et l'environnement.

La troisième étape du projet consistait en une consultation des parties prenantes visant à discuter plus en détail de l'utilisation et des risques des pesticides extrêmement dangereux au Mozambique et à affiner la liste restreinte en fonction des résultats de l'enquête, de l'expertise et de l'expérience des parties prenantes. Par conséquent, une liste restreinte de HHPs, y compris ceux qui sont proches des HHPs, utilisés dans le pays a été établie.

Le phosphore de zinc a été classé comme HHP sur la base du critère suivant de la Réunion conjointe FAO/OMS sur la gestion des pesticides (JMPM) pour l'identification des HHP :

- Préparations pesticides qui répondent aux critères des classe Ia ou Ib de la classification des pesticides par danger recommandée par l'OMS ;

Pour évaluer ce critère, toutes les préparations pesticides homologuées au Mozambique ont été classées à l'aide de la classification des dangers mentionnée ci-dessus. La valeur DL50 orale et cutanée de la préparation, telle qu'elle est fournie dans le dossier d'homologation, a servi de base à la classification. Les valeurs DL50 pour la préparation étaient disponibles ou pouvaient être estimées pour tous les produits pesticides homologués, à l'exception de trois pesticides microbiens et d'une huile de citronnelle (soit >99 % du total).

Les préparations de phosphore de zinc ont été identifiées comme extrêmement dangereuses de classe Ib selon les critères JMPM pour les HHPs basés sur la Classification internationale de l'OMS des pesticides par danger, et donc considérées et présélectionnées comme HHPs (Come A.M. et van der Valk H., 2014). Au moment de l'étude, l'i.a. phosphore de zinc était homologué dans l'UE et aux États-Unis.

Au cours de la deuxième phase du projet, des enquêtes de terrain sur l'utilisation des pesticides et l'exposition ont été menées.

Les enquêtes (325 agriculteurs de subsistance interrogés) ont révélé que la plupart des agriculteurs appliquaient des pesticides (95 %) et que les conditions d'utilisation étaient susceptibles d'entraîner une exposition indue (excessive). La moitié des agriculteurs interrogés n'avaient jamais reçu de formation sur l'utilisation des pesticides, et même l'autre moitié qui l'avait reçue, ne comprenaient souvent pas les risques encourus. Les agriculteurs pulvérisaient les cultures de légumes au moins 14 fois par saison de croissance. Une application sur trois impliquait des préparations contenant des HHPs (près de 30 % des agriculteurs interrogés utilisaient des HHPs).

En outre, presque aucun des agriculteurs (93%) ne possédait ou ne portait d'EPI adéquat n'ayant qu'un ou pas d'élément de protection du tout. Seul 2% des personnes appliquant des HHPs portaient un PPE de protection complète du corps approprié. Environ la moitié des agriculteurs n'avaient reçu aucune formation sur l'utilisation des pesticides. La majorité des applicateurs de pesticides utilisaient un pulvérisateur manuel (36 %), suivis d'un pulvérisateur électrique (avec batteries) 33 % ; d'équipements inappropriés comme un arrosoir (13,5 %) ou d'autres moyens (inconnus) (12,5 %). Environ la moitié des agriculteurs interrogés ont déclaré avoir remarqué qu'ils recevaient des pesticides sur leurs vêtements, leur peau nue ou leurs yeux lorsqu'ils en utilisaient. Les principaux symptômes de santé associés à l'utilisation de pesticides par les agriculteurs remarquant des symptômes étaient des maux de tête, des éruptions cutanées, des brûlures aux yeux, des vomissements, des brûlures au nez, une vision trouble, des vertiges et une transpiration excessive. Près de la moitié des agriculteurs ont déclaré ne pas lire les étiquettes des pesticides, notamment les instructions d'utilisation telles que le dosage approprié et les mesures de protection, la principale raison étant l'analphabétisme. Un agriculteur sur quatre comprenait mal la bande de couleur de danger sur les étiquettes de pesticides indiquant une toxicité aiguë.

Les résultats de l'enquête ont montré que l'utilisation de pesticides en général, et des HHPs en particulier, était susceptible d'entraîner une exposition excessive des agriculteurs au Mozambique. Par conséquent, il est difficile et peu probable que

l'application de mesures d'atténuation des risques reposant uniquement sur le port d'un EPI approprié dans les conditions locales d'utilisation donne des résultats.

Sur la base de ce qui précède, le phosphore de zinc et les produits contenant cet ingrédient actif ont été considérés comme nocifs pour la santé humaine compte tenu des conditions locales d'utilisation au Mozambique nécessitant des mesures d'atténuation des risques. Par conséquent, les autorités ont décidé d'interdire l'utilisation future de l'ingrédient actif phosphore de zinc dans le pays et d'annuler l'homologation de tous les produits qui en contiennent.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur la santé humaine :** Réduire le risque lié à l'utilisation des HHPs au Mozambique, en particulier du phosphore de zinc dans le contexte de la santé humaine.

**Date de prise d'effet de la mesure de réglementation finale :** 15/07/2014

## UNION EUROPÉENNE

**Nom usuel :** Fénamidone

**Numéro CAS :**

161326-34-7

**Nom chimique :** (S)-1-Anilino-4-méthyl-2-méthylthio-4-phénylimidazolin-5-one

**Catégorie pour laquelle a été prise la mesure de réglementation finale :** Pesticide

**Mesure de réglementation finale :** Le produit chimique est interdit.

**Emplois interdits par la mesure de réglementation finale :** Toutes les applications en tant que produit phytopharmaceutique.

**Emplois qui demeurent autorisés :** Non pertinent.

**Mesure de réglementation finale a-t-elle été prise après une évaluation des risques et des dangers ? :** Oui

**Résumé de la mesure de réglementation finale :** Il est interdit de mettre sur le marché ou d'utiliser des produits phytopharmaceutiques contenant la substance active fénamidone parce que la fénamidone n'est pas approuvée en tant que substance active conformément au règlement (CE) no 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques. Les États membres de l'UE devaient retirer toutes les autorisations de produits phytopharmaceutiques contenant de la fénamidone en tant que substance active au plus tard le 14 février 2019. L'élimination, le stockage, la mise sur le marché et l'utilisation des stocks existants de produits phytopharmaceutiques contenant de la fénamidone sont interdits à partir du 14 novembre 2019.

**Les raisons ayant motivé la mesure de réglementation finale étaient liées à :** La santé humaine et l'environnement

**Résumé des dangers et risques connus pour la santé des personnes :** En conclusion des évaluations effectuées sur la base des informations fournies, aucun produit phytopharmaceutique contenant la substance active fénamidone n'est susceptible de satisfaire d'une manière générale aux exigences énoncées à l'article 29, paragraphe 1, du règlement (CE) no 1107/2009 et aux principes uniformes énoncés dans le règlement (UE) no 546/2011.

L'évaluation relative à la santé humaine a identifié les préoccupations suivantes :

- Les valeurs de référence fondées sur la santé n'ont pas pu être fixées en raison de l'évaluation incomplète de la génotoxicité. Les valeurs de référence fondées sur la santé n'ont pas pu être fixées en raison de l'évaluation incomplète de la génotoxicité.
- Les évaluations des risques pour le consommateur et des risques non alimentaires ne peuvent pas être effectuées, les valeurs de référence fondées sur la santé n'ayant pas été fixées.
- Un potentiel élevé d'exposition des eaux souterraines, supérieur à la limite paramétrique de 0,1 µg/L pour l'eau potable, par le métabolite toxicologiquement pertinent RPA 412708 a été indiqué pour toutes les utilisations représentatives évaluées, dans les situations géoclimatiques représentées par tous les scénarios Focus pertinents (5 pour les tomates et 9 pour les pommes de terre) pour les eaux souterraines, pour tous les aquifères recouverts par des sols dont le pH est en grande partie de 7 ou plus. Les informations disponibles étaient insuffisantes pour satisfaire aux exigences énoncées à l'article 4, paragraphes 1 à 3, du règlement (CE) no 1107/2009. Plus en détail,
- La conformité des études de toxicité par rapport à la spécification technique et la pertinence des impuretés devraient être réexaminées une fois que le potentiel génotoxique de la fénamidone aura été adéquatement étudié.
- La nécessité de tests et d'une évaluation des risques supplémentaires pour les métabolites humains uniques n'a pas pu être établie, une étude comparative du métabolisme in vitro n'ayant pas été soumise.
- La fénamidone n'est pas classée ou proposée pour être classée comme cancérigène de catégorie 2 ou comme toxique pour la reproduction de catégorie 2, conformément aux dispositions du règlement (CE) no 1272/2008 et, par conséquent, les conditions des dispositions provisoires de l'annexe II, point 3.6.5, du règlement (CE) no 1107/2009 concernant la santé humaine pour l'examen des propriétés de perturbation endocrinienne ne sont pas remplies. En ce qui concerne l'évaluation scientifique des risques, des études in vivo fournissent des preuves des effets endocriniens produits par l'exposition à la fénamidone sur la thyroïde chez le rat. Il n'y avait aucune indication d'effets potentiels androgènes, anti-androgènes, œstrogéniques ou d'effets nocifs corrélés sur la reproduction et les organes reproducteurs. D'autres données sur les voies de

perturbation endocrinienne concernant la thyroïde du rat sont nécessaires pour conclure.

- L'évaluation des risques pour les consommateurs liés à la consommation d'eau potable n'a pas pu être finalisée car la nature des résidus dans l'eau potable après le traitement de l'eau n'avait pas été abordée.

- L'évaluation de la pertinence du métabolite RPA 41263 dans les eaux souterraines n'a pas pu être finalisée car l'exposition des consommateurs aux RPA 41263 par d'autres voies (aliments d'origine végétale et animale) n'a pas été évaluée mais il est nécessaire de la prendre en compte.

- L'évaluation des risques alimentaires pour les consommateurs n'a pas pu être réalisée parce que les définitions des résidus pour l'évaluation des risques dans les produits végétaux et d'élevage ne sont pas finalisées en termes d'inclusion de métabolites potentiellement pertinents.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur la santé humaine :** Réduction des risques pour la santé humaine liés à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant de la fénamidone.

**Résumé des dangers et risques connus pour l'environnement :** En conclusion des évaluations effectuées sur la base des informations fournies, aucun produit phytopharmaceutique contenant la substance active fénamidone n'est susceptible de satisfaire d'une manière générale aux exigences énoncées à l'article 29, paragraphe 1, du règlement (CE) no 1107/2009 et aux principes uniformes énoncés dans le règlement (UE) no 546/2011.

L'évaluation relative à l'environnement a identifié les préoccupations suivantes ont été identifiées :

- Un risque élevé à long terme pour les mammifères (pertinent pour toutes les utilisations représentatives sur le terrain) a été identifié pour la fénamidone lors de l'évaluation de niveau I. Un risque élevé d'intoxication secondaire n'a pas non plus été exclu pour les mammifères.

- Un risque élevé pour les organismes aquatiques (pertinent pour toutes les utilisations représentatives sur le terrain) provenant du métabolite acétophénone n'a pas pu être exclu parce qu'aucune donnée de toxicité n'était disponible.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur l'environnement :** Réduction des risques pour l'environnement liés à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant de la fénamidone.

**Date de prise d'effet de la mesure de réglementation finale :** 14/08/2018

## UNION EUROPÉENNE

**Nom usuel :** Flurtamone

**Numéro CAS :**

96525-23-4

**Nom chimique :** (2RS)-5-Méthylamino-2-phényl-4-(a,a,a-trifluoro-m-tolyl)furan-3(2H)-one

**Catégorie pour laquelle a été prise la mesure de réglementation finale :** Pesticide

**Mesure de réglementation finale :** Le produit chimique est interdit.

**Emplois interdits par la mesure de réglementation finale :** Toutes les applications en tant que produit phytopharmaceutique.

**Emplois qui demeurent autorisés :** Non pertinent.

**Mesure de réglementation finale a-t-elle été prise après une évaluation des risques et des dangers ? :** Oui

**Résumé de la mesure de réglementation finale :** Il est interdit de mettre sur le marché ou d'utiliser des produits phytopharmaceutiques contenant la substance active flurtamone parce que la flurtamone n'est pas approuvée en tant que substance active conformément au règlement (CE) no 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques. Les États membres de l'UE devaient retirer toutes les autorisations de produits phytopharmaceutiques contenant de la flurtamone en tant que substance active au plus tard le 27 juin 2019. L'élimination, le stockage, la mise sur le marché et l'utilisation des stocks existants de produits phytopharmaceutiques contenant de la flurtamone sont interdits à partir du 27 mars 2020.

**Les raisons ayant motivé la mesure de réglementation finale étaient liées à :** La santé humaine et l'environnement

**Résumé des dangers et risques connus pour la santé des personnes :** En conclusion des évaluations effectuées sur la base des informations fournies, aucun produit phytopharmaceutique contenant la substance active flurtamone n'est susceptible de satisfaire d'une manière générale aux exigences énoncées à l'article 29, paragraphe 1, du règlement (CE) no 1107/2009 et aux principes uniformes énoncés dans le règlement (UE) no 546/2011.

L'évaluation relative à la santé humaine a identifié les préoccupations suivantes :

- La dérivation des valeurs de référence fondées sur la santé ne peut pas être conclue pour la flurtamone tant que son potentiel mutagène ne peut être exclu.

- L'évaluation du risque d'exposition des opérateurs, des travailleurs, des personnes présentes et des résidents n'a pas pu être effectuée puisque les valeurs de référence non alimentaires n'ont pas pu être calculées pour la flurtamone.

- L'évaluation des risques pour les consommateurs n'a pas pu être effectuée en ce qui concerne la flurtamone et le principal métabolite végétal, l'acide trifluoroacétique, inclus dans la définition des résidus pour l'évaluation des risques, étant donné que les valeurs toxicologiques de référence n'ont pas pu être calculées pour la flurtamone et compte tenu des lacunes identifiées dans les données concernant l'acide trifluoroacétique.

- Le métabolite TFA (acide trifluoroacétique) devrait être présent dans les eaux souterraines à des concentrations supérieures à 0,1 µg/L dans tous les scénarios FOCUS pertinents pour les eaux souterraines. En fait, les niveaux prévus de TFA sont supérieurs à 0,75 µg/L dans tous les scénarios (dans la tranche de 3,62 à 22,13 µg/L). Sur la base des études évaluées, l'EFSA a suggéré que la flurtamone devait être classée comme cancérigène de catégorie 2, mais il n'existe actuellement pas de classification harmonisée conformément au règlement (CE) no 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil pour la cancérogénicité. La présence de ce métabolite dans les eaux souterraines est donc préoccupante puisqu'il n'a pas été démontré qu'il ne partage pas les mêmes propriétés intrinsèques que la flurtamone. Par conséquent, il n'est pas possible actuellement d'établir que la présence du métabolite dans les eaux souterraines n'entraînera pas d'effets inacceptables sur les eaux souterraines ou d'effets nocifs sur la santé humaine ; en outre, le risque pour les consommateurs lié à l'exposition totale au TFA ne peut être conclu en raison des lacunes identifiées dans les données.

Les informations disponibles étaient insuffisantes pour satisfaire aux exigences énoncées à l'article 4, paragraphes 1 à 3, du règlement (CE) no 1107/2009. Plus en détail :

- En ce qui concerne le dépistage des propriétés perturbatrice du système endocrinien de la flurtamone, étant donné que les paramètres sensibles de la perturbation endocrinienne n'ont pas tous été examinés dans les études soumises et que des adénomes folliculaires thyroïdiens ont été observés chez les rats mâles sans éclaircissements sur le mécanisme, des investigations supplémentaires sont requises conformément au Cadre conceptuel de l'OCDE (OCDE, 2012) et à l'avis scientifique de l'EFSA sur l'évaluation des dangers des perturbateurs endocriniens (Comité scientifique de l'EFSA, 2013).

- L'évaluation des risques pour les consommateurs en ce qui concerne les résidus qui pourraient être présents dans l'eau potable à la suite du traitement de l'eau après le captage d'eau potable n'a pas pu être finalisée.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur la santé humaine :** des risques pour la santé humaine liés à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant de la flurtamone.

**Résumé des dangers et risques connus pour l'environnement :** En conclusion des évaluations effectuées sur la base des informations fournies, aucun produit phytopharmaceutique contenant la substance active flurtamone n'est susceptible de satisfaire d'une manière générale aux exigences énoncées à l'article 29, paragraphe 1, du règlement (CE) no 1107/2009 et aux principes uniformes énoncés dans le règlement (UE) no 546/2011. Selon l'évaluation liée à l'environnement, les préoccupations suivantes ont été identifiées :

- Un risque élevé (5 scénarios FOCUS sur 9) a été identifié pour les organismes aquatiques pour l'utilisation représentative de la flurtamone.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur l'environnement :** Réduction des risques pour l'environnement liés à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant de la flurtamone.

**Date de prise d'effet de la mesure de réglementation finale :** 27/12/2018

L'entrée en vigueur complète de toutes les dispositions du règlement d'exécution (UE) n° 2018/1917 de la Commission du 6 décembre 2018 concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active flurtamone, conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 était le 27 décembre 2018.

---

## UNION EUROPÉENNE

**Nom usuel :** Oxasulfuron

**Numéro CAS :** 144651-06-9

**Nom chimique :** Oxetan-3-yl 2-[(4,6-diméthylpyrimidine-2-yl)carbamoylsulfamoyl]benzoate

**Catégorie pour laquelle a été prise la mesure de réglementation finale :** Pesticide

**Mesure de réglementation finale :** Le produit chimique est interdit.

**Emplois interdits par la mesure de réglementation finale :** Toutes les applications en tant que produit phytopharmaceutique.

**Emplois qui demeurent autorisés :** Non pertinent.

**Mesure de réglementation finale a-t-elle été prise après une évaluation des risques et des dangers ? :** Oui

**Résumé de la mesure de réglementation finale :** Il est interdit de mettre sur le marché ou d'utiliser des produits phytopharmaceutiques contenant la substance active oxasulfuron parce que la oxasulfuron n'est pas approuvée en tant que substance active conformément au règlement (CE) no 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques. Les États membres de l'UE devaient retirer toutes les autorisations de produits phytopharmaceutiques contenant de la oxasulfuron en tant que substance active au plus tard le 8 novembre 2018. L'élimination, le stockage, la mise sur le marché et l'utilisation des stocks existants de produits

phytopharmaceutiques contenant de la oxasulfuron sont interdits à partir du 8 novembre 2019.

**Les raisons ayant motivé la mesure de réglementation finale étaient liées à :** La santé humaine et l'environnement

**Résumé des dangers et risques connus pour la santé des personnes :** En conclusion des évaluations effectuées sur la base des informations fournies, aucun produit phytopharmaceutique contenant la substance active oxasulfuron n'est susceptible de satisfaire d'une manière générale aux exigences énoncées à l'article 29, paragraphe 1, du règlement (CE) no 1107/2009 et aux principes uniformes énoncés dans le règlement (UE) no 546/2011.

Les informations disponibles étaient insuffisantes pour satisfaire aux exigences énoncées à l'article 4, paragraphes 1 à 3, du règlement (CE) no 1107/2009. Plus en détail :

- L'évaluation globale de l'exposition des consommateurs n'a pas pu être finalisée compte tenu des données en suspens concernant le métabolisme et l'ampleur des composés pertinents dans les cultures en rotation et de l'évaluation de l'exposition des consommateurs par l'eau potable.

- L'évaluation de l'exposition des eaux souterraines n'a pas pu être finalisée compte tenu du manque de données pour les métabolites MT6, M3 et CGA 171895 (M5). L'évaluation de la pertinence des eaux souterraines concernant le dépistage biologique de l'activité herbicide de l'oxétan-3-ol (CGA 297691) n'a pas pu être finalisée. L'examen par les pairs propose que l'oxasulfuron soit classé comme toxique pour la reproduction de catégorie 2, conformément aux dispositions du règlement (CE) no 1272/2008, et des effets toxiques sur les organes endocriniens ont été observés dans les données disponibles. Par conséquent, les conditions des dispositions provisoires de l'annexe II, point 3.6.5, du règlement (CE) no 1107/2009 concernant la santé humaine pour l'examen des propriétés de perturbation du système endocrinien peuvent être remplies.

Sur la base des données disponibles (résultats liés au système endocrinien observés à de fortes doses en association avec d'autres effets toxiques) et des connaissances actuelles (cadre conceptuel de l'OCDE, tel qu'analysé dans l'avis scientifique de l'EFSA sur l'évaluation des dangers des perturbateurs endocriniens, 2013), les propriétés potentielles de perturbation endocrinienne de l'oxasulfuron n'ont pas pu être exclues.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur la santé humaine :** Réduction des risques pour la santé humaine liés à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant de l'oxasulfuron.

**Résumé des dangers et risques connus pour l'environnement :** En conclusion des évaluations effectuées sur la base des informations fournies, aucun produit phytopharmaceutique contenant la substance active oxasulfuron n'est susceptible de satisfaire d'une manière générale aux exigences énoncées à l'article 29, paragraphe 1, du règlement (CE) no 1107/2009 et aux principes uniformes énoncés dans le règlement (UE) no 546/2011.

L'évaluation relative à l'environnement a identifié les préoccupations suivantes.

- Le risque pour les organismes aquatiques (plantes aquatiques) a été évalué comme élevé pour l'un des deux scénarios d'eau de surface FOCUS pertinents pour l'utilisation représentative de l'oxasulfuron.

- Un risque élevé pour les vers de terre a été identifié pour le métabolite saccharine (CGA 27913). Sur la base de la toxicité pour les plantes aquatiques, les experts ont convenu lors de l'examen par les pairs du pesticide de proposer les facteurs M = 100 pour la classification harmonisée de l'oxasulfuron avec les paramètres Aquatic Chronic 1 - H410 et Aquatic Acute 1 - H400.

Les informations disponibles étaient insuffisantes pour satisfaire aux exigences énoncées à l'article 4, paragraphes 1 à 3, du règlement (CE) no 1107/2009, notamment en ce qui concerne :

- L'évaluation des risques pour les organismes aquatiques n'a pas pu être finalisée compte tenu de l'absence d'estimations de l'exposition aux métabolites MT6 et CGA 171895.

- L'évaluation des risques pour les vers de terre n'a pas pu être finalisée compte tenu de l'absence d'estimations de l'exposition pour le métabolite MT6.

- L'évaluation des risques pour les macro-organismes du sol autres que les vers de terre n'a pas pu être finalisée en raison du manque de données sur l'oxasulfuron et les métabolites du sol pertinents.

- L'évaluation des risques pour les micro-organismes du sol n'a pas pu être finalisée pour les métabolites du sol pertinents en raison du manque de données.

- L'évaluation des risques pour les plantes terrestres non ciblées n'a pas pu être finalisée en raison du manque de données de toxicité sur la vigueur végétative.

En ce qui concerne le potentiel de perturbation endocrinienne, d'autres données pourraient être nécessaires pour tirer une conclusion définitive.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur l'environnement :** Réduction des risques pour l'environnement liés à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant de l'oxasulfuron.

**Date de prise d'effet de la mesure de réglementation finale :** 08/08/2018

L'entrée en vigueur complète de toutes les dispositions du règlement d'exécution (UE) n° 2018/1019 de la Commission du 18 juillet 2018 concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active oxasulfuron, conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 était au plus tard le 8 août 2018.

## UNION EUROPÉENNE

**Nom usuel :** Propinèbe **Numéro CAS :** 12071-83-9 (monomère),  
9016-72-2 (homopolymère)

**Nom chimique :** Propylène-bis(dithiocarbamate) de zinc polymérique

**Catégorie pour laquelle a été prise la mesure de réglementation finale :** Pesticide

**Mesure de réglementation finale :** Le produit chimique est interdit.

**Emplois interdits par la mesure de réglementation finale :** Toutes les applications en tant que produit phytopharmaceutique.

**Emplois qui demeurent autorisés :** Non pertinent

**Mesure de réglementation finale a-t-elle été prise après une évaluation des risques et des dangers ? :** Oui

**Résumé de la mesure de réglementation finale :** Il est interdit de mettre sur le marché ou d'utiliser des produits phytopharmaceutiques contenant la substance active propinèbe parce que la propinèbe n'est pas approuvée en tant que substance active conformément au règlement (CE) no 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques. Les États membres de l'UE devaient retirer toutes les autorisations de produits phytopharmaceutiques contenant de la propinèbe en tant que substance active au plus tard le 22 juin 2018. L'élimination, le stockage, la mise sur le marché et l'utilisation des stocks existants de produits phytopharmaceutiques contenant de la propinèbe sont interdits à partir du 22 juin 2019.

**Les raisons ayant motivé la mesure de réglementation finale étaient liées à :** La santé humaine et l'environnement

**Résumé des dangers et risques connus pour la santé des personnes :** En conclusion des évaluations effectuées sur la base des informations fournies, aucun produit phytopharmaceutique contenant du propinèbe n'est susceptible de satisfaire d'une manière générale aux exigences énoncées à l'article 29, paragraphe 1, du règlement (CE) no 1107/2009 et aux principes uniformes énoncés dans le règlement (UE) no 546/2011 de la Commission.

L'évaluation relative à l'environnement a identifié les préoccupations suivantes

- Propriétés potentielles de perturbation endocrinienne du propinèbe, liées aux dangers du principal métabolite 4-méthylimidazolidine-2-thione (PTU, classé dans l'UE comme Repr. Cat 2 selon le règlement (CE) no 1272/2008) ayant des effets nocifs à médiation endocrinienne sur la thyroïde. Les informations disponibles étaient insuffisantes pour satisfaire aux exigences énoncées à l'article 4, paragraphes 1 à 3, du règlement (CE) no 1107/2009. Plus en détail :
- L'évaluation des risques pour les consommateurs résultant de l'alimentation n'a pas pu être effectuée pour les produits d'origine végétale et animale compte tenu des données en attente pour traiter de la toxicité du PDA (propane-1,2-diamine, un métabolite majeur), de l'ampleur des différents composés inclus dans la définition des résidus végétaux pour l'évaluation des risques et pour effectuer une évaluation complète de l'exposition du bétail.
- L'évaluation des risques pour les consommateurs liés à la consommation d'eau potable n'a pas pu être finalisée, car on ne disposait pas d'informations satisfaisantes pour traiter de l'effet des procédés de traitement de l'eau sur la nature des résidus de PU (4-méthylimidazolidin-2-one, un métabolite) qui pourraient être présents dans les eaux de surface, lorsque celles-ci sont captées pour l'eau potable.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur la santé humaine :** Réduction des risques pour la santé humaine liés à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant du propinèbe.

**Résumé des dangers et risques connus pour l'environnement :** phytopharmaceutique contenant du propinèbe n'est susceptible de satisfaire d'une manière générale aux exigences énoncées à l'article 29, paragraphe 1, du règlement (CE) no 1107/2009 et aux principes uniformes énoncés dans le règlement (UE) no 546/2011 de la Commission. Les informations disponibles étaient insuffisantes pour satisfaire aux exigences énoncées à l'article 4, paragraphes 1 à 3, du règlement (CE) no 1107/2009, notamment en ce qui concerne :

- L'évaluation des risques pour le couvain des abeilles n'a pas pu être finalisée. Un risque élevé pour le développement du couvain des abeilles domestiques n'a pas pu être exclu.
- L'évaluation des risques pour l'utilisation représentative sur les tomates n'a pas pu être finalisée, à l'exception de l'évaluation des risques pour les micro et macro-organismes du sol.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur l'environnement :** Réduction des risques pour l'environnement liés à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant du propinèbe.

**Date de prise d'effet de la mesure de réglementation finale :** 22/03/2018

L'entrée en vigueur complète de toutes les dispositions du règlement d'exécution (UE) n° 2018/309 de la Commission du 1er mars 2018 concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active propinèbe, conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 était au plus tard le 22 mars 2018.

## UNION EUROPÉENNE

**Nom usuel :** Pymétrozine

**Numéro CAS :** 123312-89-0

**Nom chimique :** 6-Méthyl-4-[(E)-pyridin-3-ylméthylidène]amino]-4,5-dihydro-1,2,4-triazine-3(2H)-one

**Catégorie pour laquelle a été prise la mesure de réglementation finale :** Pesticide

**Mesure de réglementation finale :** Le produit chimique est interdit.

**Emplois interdits par la mesure de réglementation finale :** Toutes les applications en tant que produit phytopharmaceutique.

**Emplois qui demeurent autorisés :** Non pertinent

**Mesure de réglementation finale a-t-elle été prise après une évaluation des risques et des dangers ? :** Oui

**Résumé de la mesure de réglementation finale :** Il est interdit de mettre sur le marché ou d'utiliser des produits phytopharmaceutiques contenant la substance active pymétrozine parce que la pymétrozine n'est pas approuvée en tant que substance active conformément au règlement (CE) no 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques. Les États membres de l'UE devaient retirer toutes les autorisations de produits phytopharmaceutiques contenant de la pymétrozine en tant que substance active au plus tard le 30 avril 2019. L'élimination, le stockage, la mise sur le marché et l'utilisation des stocks existants de produits phytopharmaceutiques contenant de la pymétrozine sont interdits à partir du 30 janvier 2020.

**Les raisons ayant motivé la mesure de réglementation finale étaient liées à :** La santé humaine et l'environnement

**Résumé des dangers et risques connus pour la santé des personnes :** En conclusion des évaluations effectuées sur la base des informations fournies, aucun produit phytopharmaceutique contenant la substance active pymétrozine n'est susceptible de satisfaire d'une manière générale aux exigences énoncées à l'article 29, paragraphe 1, du règlement (CE) no 1107/2009 et aux principes uniformes énoncés dans le règlement (UE) no 546/2011.

L'évaluation relative à la santé humaine a fait apparaître les préoccupations suivantes:- Compte tenu de la classification harmonisée de la pymétrozine en tant que cancérigène de catégorie 2 et de la classification proposée en tant que toxique pour la reproduction de catégorie 2 par l'examen par les pairs de l'EFSA, et du fait que la pymétrozine a produit des effets nocifs sur les organes endocriniens de différentes espèces et pendant différentes périodes, un sujet de préoccupation majeur a été identifié en ce qui concerne l'annexe II, Point 3.6.5 des dispositions provisoires du règlement (CE) no 1107/2009 relatives aux substances actives qui doivent être considérées comme ayant des propriétés de perturbation du système endocrinien. Cependant, il est à noter que l'évaluation scientifique des propriétés potentielles de perturbation endocrinienne de la pymétrozine n'a pas pu être finalisée.

- Le potentiel d'exposition des eaux souterraines dépassant la limite paramétrique pour l'eau potable de 0,1 µg/L par le métabolite pertinent CGA371075 (4,6-diméthyl-1,2,4-triazine-3,5(2H,4H)-dione) dans tous les scénarios pertinents pour les eaux souterraines pour les quatre utilisations représentatives évaluées (évaluées comme pertinentes du point de vue toxicologique conformément au document d'orientation sur l'évaluation de la pertinence des métabolites dans les eaux souterraines (Commission européenne, 2003, Sanco/221/2000 rev.10- final 25 février 2003, <[https://ec.europa.eu/food/system/files/2016-10/pesticides\\_ppp\\_app\\_proc\\_guide\\_fate\\_metabolites-groundwtr.pdf](https://ec.europa.eu/food/system/files/2016-10/pesticides_ppp_app_proc_guide_fate_metabolites-groundwtr.pdf)> suite à la classification harmonisée de la pymétrozine comme cancérigène de catégorie 2. Il convient de noter que l'examen par les pairs de l'EFSA a également proposé de le classer comme toxique pour la reproduction de catégorie 2.) Les informations disponibles étaient insuffisantes pour satisfaire aux exigences énoncées à l'article 4, paragraphes 1 à 3, du règlement (CE) no 1107/2009.

Plus en détail :

- L'évaluation des risques pour le consommateur liés à l'utilisation de la tomate/aubergine ne peut pas être finalisée car de nouveaux essais sur les résidus sont nécessaires.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur la santé humaine :** Réduction des risques pour l'environnement liés à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant de la pymétrozine

**Résumé des dangers et risques connus pour l'environnement :** En conclusion des évaluations effectuées sur la base des informations fournies, aucun produit phytopharmaceutique contenant la substance active pymétrozine n'est susceptible de satisfaire d'une manière générale aux exigences énoncées à l'article 29, paragraphe 1, du règlement (CE) no 1107/2009 et aux principes uniformes énoncés dans le règlement (UE) no 546/2011.

Les informations disponibles étaient insuffisantes pour satisfaire aux exigences énoncées à l'article 4, paragraphes 1 à 3, du règlement (CE) no 1107/2009, notamment en ce qui concerne :

- Les évaluations des risques pour les organismes vivant dans le sol et les organismes aquatiques et les répercussions possibles sur la qualité des eaux souterraines pour les métabolites anaérobies du sol CGA180777 (acide nicotinique) et GS23199 (6-méthyl-1,2,4-triazine-3,5(2H,4H)-dione) et l'évaluation des risques pour les organismes vivant dans le sol et les répercussions possibles sur la qualité des eaux souterraines pour le métabolite anaérobie du sol CGA249257 (6-méthyl-4, 5-dihydro-1,2,4-triazin-3(2H)-one) n'ont pas pu être finalisées, ce qui est pertinent pour l'utilisation sur le colza dans les territoires où des conditions de sol anaérobies peuvent se produire.

- L'évaluation des risques pour les organismes aquatiques pour le métabolite des eaux souterraines M3MF n'a pas pu être finalisée.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur l'environnement :** Réduction des risques pour l'environnement liés à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant de la pymétozine.

**Date de prise d'effet de la mesure de réglementation finale :** 30/10/2018

L'entrée en vigueur complète de toutes les dispositions du règlement d'exécution (UE) n° 2018/1501 de la Commission du 9 octobre 2018 concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active pymétozine, conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 était au 30 octobre 2018.

## UNION EUROPÉENNE

**Nom usuel :** Quinoxifène

**Numéro CAS :** 124495-18-7

**Nom chimique :** 5,7-Dichloro-4-quinolyl 4-fluorophényl éther

**Catégorie pour laquelle a été prise la mesure de réglementation finale :** Pesticide

**Mesure de réglementation finale :** Le produit chimique est interdit.

**Emplois interdits par la mesure de réglementation finale :** Toutes les applications en tant que produit phytopharmaceutique.

**Emplois qui demeurent autorisés :** Non pertinent

**Mesure de réglementation finale a-t-elle été prise après une évaluation des risques et des dangers ? :** Oui

**Résumé de la mesure de réglementation finale :** Il est interdit de mettre sur le marché ou d'utiliser des produits phytopharmaceutiques contenant la substance active quinoxifène parce que la quinoxifène n'est pas approuvée en tant que substance active conformément au règlement (CE) no 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques. Les États membres de l'UE devaient retirer toutes les autorisations de produits phytopharmaceutiques contenant de la quinoxifène en tant que substance active au plus tard le 27 juin 2019. L'élimination, le stockage, la mise sur le marché et l'utilisation des stocks existants de produits phytopharmaceutiques contenant de la quinoxifène sont interdits à partir du 27 mars 2020.

**Les raisons ayant motivé la mesure de réglementation finale étaient liées à :** L'environnement

**Résumé des dangers et risques connus pour la santé des personnes :** Non pertinent

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur la santé humaine :** Non pertinent

**Résumé des dangers et risques connus pour l'environnement :** En conclusion des évaluations effectuées sur la base des informations fournies, aucun produit phytopharmaceutique contenant du quinoxifène n'est susceptible de satisfaire d'une manière générale aux exigences énoncées à l'article 29, paragraphe 1, du règlement (CE) no 1107/2009 et aux principes uniformes énoncés dans le règlement (UE) no 546/2011.

L'évaluation relative à l'environnement a identifié les préoccupations suivantes

- Les éléments de preuve disponibles indiquent que le quinoxifène peut être considéré comme une substance persistante (P), bioaccumulable (B) et toxique (T) ou PBT conformément au point 3.7.2 de l'annexe II du règlement (CE) no 1107/2009. Le critère P peut être considéré comme rempli pour le sol et l'eau douce. Le critère B est rempli. Le critère T est rempli compte tenu des données fiables disponibles concernant la toxicité du quinoxifène pour les poissons et les invertébrés aquatiques.

- Les éléments de preuve disponibles indiquent que le quinoxifène peut être considéré comme une substance très persistante (vP) et très bioaccumulable (vB) ou vPvB, conformément au point 3.7.3 de l'annexe II du règlement (CE) no 1107/2009. Le critère vP peut être considéré comme rempli pour le sol et les eaux naturelles. Le critère vB est rempli.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur l'environnement :** Réduction des risques pour l'environnement liés à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant du quinoxifène.

**Date de prise d'effet de la mesure de réglementation finale :** 27/12/2018

Entrée en vigueur complète de toutes les dispositions du règlement d'exécution (UE) n° 2018/1914 de la Commission du 6 décembre 2018 concernant le non-renouvellement de l'agrément du substance quinoxifène, conformément au règlement (CE) no 1107/2009 était au 27 décembre 2018.



**UNION EUROPÉENNE**

**Nom usuel :** 5-*tert*-Butyl-2,4,6-trinitro-*m*-xylène | (musc-xylène) **Numéro CAS :** 81-15-2

**Nom chimique :** 1-*tert*-Butyl-3,5-diméthyl-2,4,6-trinitrobenzène

**Catégorie pour laquelle a été prise la mesure de réglementation finale :** Produit à usage industriel

**Mesure de réglementation finale :** Le produit chimique est strictement réglementé.

**Emplois interdits par la mesure de réglementation finale :** Produit chimique industriel.

**Emplois qui demeurent autorisés :** En vertu du règlement (CE) n° 1907/2006 (règlement REACH), seules certaines utilisations sont exemptées de l'obligation d'autorisation, comme par exemple les usages en tant qu'intermédiaires ou pour les activités de recherche et développement scientifiques, comme il est décrit dans le document Exemptions génériques à l'obligation d'autorisation

[[https://www.echa.europa.eu/documents/10162/13640/generic\\_exempt\\_auth\\_2020\\_en.pdf/d39ae442-c58f-4d51-2e69-71b83580afaf](https://www.echa.europa.eu/documents/10162/13640/generic_exempt_auth_2020_en.pdf/d39ae442-c58f-4d51-2e69-71b83580afaf)]. Parmi les exemptions spécifiques à certaines propriétés intrinsèques mentionnées dans la section 2 du document en lien, seule celle qui fait référence à l'article 57 point e) s'applique au musc-xylène (se reporter à la section 2.4.2.2 ci-après pour les propriétés intrinsèques de cette substance).

**Mesure de réglementation finale a-t-elle été prise après une évaluation des risques et des dangers ? :** Oui

**Résumé de la mesure de réglementation finale :** Par le règlement (UE) n° 143/2011 de la Commission du 17 février 2011 modifiant l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006, le 5-*tert*-butyl-2,4,6-trinitro-*m*-xylène (musc-xylène) a été ajouté à l'annexe XIV (Liste des substances soumises à autorisation) du règlement (CE) 1907/2006 (REACH), qui énumère les substances très préoccupantes qui sont soumises à autorisation.

L'inscription du musc-xylène sur la liste des substances soumises à autorisation a pour effet d'interdire l'utilisation de cette substance après le 21.08.2014 (date d'expiration) (sauf pour les utilisations exemptées décrites à la section 2.3.2 du présent document), à moins qu'une société ne dépose une demande d'autorisation et que cette autorisation soit accordée. Comme aucune demande d'autorisation n'a été déposée à ce jour, seules les utilisations exemptées demeurent autorisées. Par conséquent, la mesure de réglementation finale réglemente strictement l'utilisation du musc-xylène.

**Les raisons ayant motivé la mesure de réglementation finale étaient liées à :** L'environnement

**Résumé des dangers et risques connus pour l'environnement :** Le musc-xylène a été identifié comme une substance extrêmement préoccupante (SVHC) répondant aux critères des substances très persistantes et très bioaccumulables (vPvB) au titre de l'article 57 point e) du règlement (CE) n° 1907/2006 (règlement REACH).

**Persistance**

La partie extractible du musc-xylène dans les sédiments subit une dégradation anaérobie avec des demi-vies égales ou inférieures à 60 jours. Par conséquent, le musc-xylène n'est pas considéré comme persistant dans les sédiments. Lors de l'évaluation, la liaison irréversible aux sédiments qui a été observée est considérée comme une dissipation.

Étant donné le fait que, dans le test de disparition dans l'océan, les métabolites sont restés dans la phase aqueuse alors que le composé parent, musc-xylène, s'est volatilisé et le fait que le rapport métabolite/composé parent était toujours proche de 1 au bout de 159 jours, l'on a conclu que la demi-vie de biodégradation dans l'eau de mer est supérieure à 150 jours, ce qui dépasse considérablement le critère de 60 jours. Le musc-xylène est donc considéré très persistant dans l'eau.

Comme l'eau de mer et les eaux océaniques sont des compartiments qui renferment une part importante de la quantité totale de musc-xylène, l'on devrait considérer que le musc-xylène satisfait aux critères P et vP.

**Bioaccumulation**

Les études expérimentales sur la bioaccumulation du musc-xylène chez les poissons ont révélé un large éventail de valeurs des BCF, dont des valeurs supérieures au critère vB de 5 000 l/kg. Sur la base de la réévaluation détaillée de l'étude critique et d'une étude supplémentaire, l'on peut conclure que le musc-xylène est très bioaccumulable (vB).

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur l'environnement :** Éviter les risques pour l'environnement provenant de l'utilisation de musc-xylène.

**Date de prise d'effet de la mesure de réglementation finale :** 21/08/2014

**UNION EUROPÉENNE****Nom usuel :** Pentaoxyde de diarsenic**Numéro CAS :**

1303-28-2

**Nom chimique :** 1,3-Dioxyde de 1,3-dioxodiarsoxane**Catégorie pour laquelle a été prise la mesure de réglementation finale :** Produit à usage industriel**Mesure de réglementation finale :** Le produit chimique est strictement réglementé.**Emplois interdits par la mesure de réglementation finale :** Produit chimique industriel.

**Emplois qui demeurent autorisés :** En vertu du règlement (CE) n° 1907/2006 (REACH), seules certaines utilisations sont exemptées de l'obligation d'autorisation, comme par exemple les usages en tant qu'intermédiaires ou pour les activités de recherche et développement scientifiques, comme il est décrit dans le document Exemptions génériques à l'obligation d'autorisation [[https://www.echa.europa.eu/documents/10162/13640/generic\\_exempt\\_auth\\_2020\\_en.pdf/d39ae442-c58f-4d51-2e69-71b83580afaf](https://www.echa.europa.eu/documents/10162/13640/generic_exempt_auth_2020_en.pdf/d39ae442-c58f-4d51-2e69-71b83580afaf)]. Selon l'exemption concernant les mélanges mentionnée dans la section 1 du document en lien, la substance peut être présente dans des mélanges à une concentration inférieure à 0,1 % (masse/masse) (limite de concentration générique spécifiée dans le règlement (CE) n° 1272/2008). Parmi les exemptions spécifiques à certaines propriétés intrinsèques mentionnées dans la section 2, celles qui font référence à l'article 57 point a) et aux dangers pour la santé humaine s'appliquent au pentaoxyde de diarsenic (se reporter à la section 2.4.2.1 ci-après pour les propriétés intrinsèques de cette substance). Certaines utilisations exemptées pourraient encore être couvertes par l'entrée 19 de l'annexe XVII du règlement REACH qui réglemente (sans définir les limites de concentration) l'utilisation des composés de l'arsenic pour le traitement des eaux industrielles et pour la protection du bois ainsi que certaines utilisations comme produit antisalissures (voir la section 2.5.3.4 ci-après).

**Mesure de réglementation finale a-t-elle été prise après une évaluation des risques et des dangers ? :** Oui

**Résumé de la mesure de réglementation finale :** Par le règlement (UE) n° 125/2012 de la Commission du 14 février 2012 modifiant l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006, le pentaoxyde de diarsenic a été inclus dans l'annexe XIV (Liste des substances soumises à autorisation) du règlement (CE) n° 1907/2006 (règlement REACH), qui énumère les substances extrêmement préoccupantes qui sont soumises à autorisation.

L'inscription du pentaoxyde de diarsenic à l'annexe XIV a pour effet d'interdire l'utilisation de cette substance après le 21.05.2015 (date d'expiration) (sauf pour les utilisations exemptées décrites dans la section 2.3.2 du présent document), à moins qu'une société ne dépose une demande d'autorisation et que cette autorisation soit accordée. Comme aucune demande d'autorisation n'a été déposée à ce jour, seules les utilisations exemptées demeurent autorisées. Par conséquent, la mesure de réglementation finale limite l'utilisation du pentaoxyde de diarsenic.

**Les raisons ayant motivé la mesure de réglementation finale étaient liées à :** La santé humaine.

**Résumé des dangers et risques connus pour la santé des personnes :** En vertu du règlement (CE) n° 1271/2008 (règlement CLP), le pentaoxyde de diarsenic a été classé comme cancérigène, catégorie 1A, H350 (« Peut provoquer le cancer »), ce qui a servi de base à son identification comme substance extrêmement préoccupante en vertu de l'article 57 point a) du règlement (CE) n° 1907/2006 (règlement REACH).

Aucune donnée sur l'évaluation du danger latent n'est accessible au public.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur la santé humaine :** Éviter les risques pour la santé humaine posés par l'utilisation du pentaoxyde de diarsenic.**Date de prise d'effet de la mesure de réglementation finale :** 12/05/2015**UNION EUROPÉENNE****Nom usuel :** Phtalate de benzyle et de butyle**Numéro CAS :**

85-68-7

**Nom chimique :** Phtalate de benzyle et de butyle**Catégorie pour laquelle a été prise la mesure de réglementation finale :** Produit à usage industriel**Mesure de réglementation finale :** Le produit chimique est strictement réglementé.**Emplois interdits par la mesure de réglementation finale :** Produit chimique industriel.

**Emplois qui demeurent autorisés :** En vertu du règlement (CE) n° 1907/2006 (règlement REACH), seules certaines utilisations sont exemptées de l'obligation d'autorisation, comme par exemple les usages en tant qu'intermédiaires ou pour les activités de recherche et développement scientifiques, comme il est décrit dans le document Exemptions génériques à l'obligation d'autorisation [[https://www.echa.europa.eu/documents/10162/13640/generic\\_exempt\\_auth\\_2020\\_en.pdf/d39ae442-c58f-4d51-2e69-71b83580afaf](https://www.echa.europa.eu/documents/10162/13640/generic_exempt_auth_2020_en.pdf/d39ae442-c58f-4d51-2e69-71b83580afaf)].

Selon l'exemption concernant les mélanges mentionnée dans la section 1 du document en lien, la substance peut être présente dans des mélanges à une concentration inférieure à 0,3 % masse/masse (limite de concentration générique spécifiée dans le règlement (CE) n° 1272/2008). Toutefois, cette exemption est restreinte par l'entrée 51 de l'annexe de XVII du règlement REACH, qui n'autorise pas son utilisation dans les jouets et les articles de puériculture (individuellement ou dans toute combinaison des phtalates suivants : phtalate de bis (2-éthylhexyle) (DEHP, CE n° 204-211-0), phtalate de dibutyle (DBP, CE n° 201-557-4), phtalate de diisobutyle (DIBP, CE n° 201-553-2)) à une concentration égale ou supérieure à 0,1 % (à compter du 7 juillet 2020, cette restriction s'applique à tout article). Parmi les exemptions spécifiques à certaines propriétés intrinsèques mentionnées dans la section 2, celles qui font référence à l'article 57 point c) et aux dangers pour la santé humaine s'appliquent au phtalate de benzyle et de butyle (se reporter à la section 2.4.2.1 ci-après pour les propriétés intrinsèques de cette substance).

En outre, les utilisations (catégories d'usage) exemptées spécifiées dans l'entrée de l'annexe XIV relative au phtalate de benzyle et de butyle sont ses utilisations dans les conditionnements primaires des médicaments couverts par le règlement (CE) n° 726/2004, la directive 2001/82/CE et/ou la directive 2001/83/CE.

**Mesure de réglementation finale a-t-elle été prise après une évaluation des risques et des dangers ? : Oui**

**Résumé de la mesure de réglementation finale :** Par le règlement (UE) n° 143/2011 de la Commission du 17 février 2011 modifiant l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006, le phtalate de benzyle et de butyle a été inclus dans l'annexe XIV (Liste des substances soumises à autorisation) du règlement (CE) n° 1907/2006 (règlement REACH), qui énumère les substances très préoccupantes qui sont soumises à autorisation.

L'inscription du phtalate de benzyle et de butyle sur la liste des substances soumises à autorisation a pour effet d'interdire toute utilisation de cette substance après le 21/02/2015 (date d'expiration) (sauf pour les utilisations exemptées décrites dans la section 2.3.2 du présent document), à moins qu'une société ne dépose une demande d'autorisation et que cette autorisation soit accordée. Comme aucune demande d'autorisation n'a été déposée à ce jour, seules les utilisations exemptées restent permises. Par conséquent, la mesure de réglementation finale réglemente strictement l'utilisation du phtalate de benzyle et de butyle.

**Les raisons ayant motivé la mesure de réglementation finale étaient liées à :** La santé humaine.

**Résumé des dangers et risques connus pour la santé des personnes :** En vertu du règlement (CE) n° 1272/2008 (règlement CLP), le phtalate de benzyle et de butyle a été classé comme toxique pour la reproduction Catégorie 1B, H360Df (« Peut nuire au fœtus. Susceptible de nuire à la fertilité. »), ce qui a servi de base à son identification comme substance extrêmement préoccupante en vertu de l'article 57 point c) du règlement (CE) n° 1907/2006 (règlement REACH).

#### **Résumé des données de toxicité pour la reproduction**

Il a été démontré lors d'études sur des animaux de laboratoire que le phtalate de benzyle et de butyle a des effets néfastes sur les organes reproducteurs qui peuvent nuire à la fertilité. De plus, cette substance s'est révélée toxique sur le plan du développement et posséder de propriétés anti-androgènes lors d'études sur des animaux de laboratoire. Les données humaines disponibles appuient l'hypothèse selon laquelle une exposition prénatale au phtalate peut avoir une incidence sur le développement du système reproducteur masculin.

Les effets du phtalate de benzyle et de butyle et de ses principaux métabolites, le phtalate de monobutyle et le phtalate de monobenzyle, sur la reproduction chez les rats à la suite d'une administration par voie orale par gavage ou dans l'alimentation ont été examinés dans le cadre d'études d'une durée différente (de 4 jours à 26 semaines, et lors d'études sur 2 générations). Parmi les principaux effets constatés figurent une diminution du poids relatif des testicules, des dommages aux testicules, épидидymes, prostate, vésicules séminales et une diminution des concentrations de spermatozoïdes épидидymaires et, à de fortes concentrations de phtalate de benzyle et de butyle, une fertilité réduite, outre une augmentation du poids relatif du foie et des reins.

Dans les études de la toxicité sur le plan du développement chez les rats et les souris, après une exposition au phtalate de benzyle et de butyle ou à ses principaux métabolites, la toxicité s'est manifestée chez les petits par une mortalité prénatale, une diminution du poids du fœtus et des malformations chez le fœtus.

**Effet escompté de la mesure de réglementation finale sur la santé humaine :** Éviter les risques pour la santé humaine posés par l'utilisation du phtalate de benzyle et de butyle.

**Date de prise d'effet de la mesure de réglementation finale :** 21/02/2015

**Résumé des notifications de mesure de réglementation finale reçues depuis la dernière  
Circulaire PIC**

**PARTIE B**

**NOTIFICATIONS DE MESURES DE RÉGLEMENTATION FINALE DONT IL A  
ÉTÉ VÉRIFIÉ QU'ELLES NE CONTIENNENT PAS TOUS LES  
RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS À L'ANNEXE I DE LA CONVENTION**

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Annexe III
Acétate	7784-40-9	Pesticide	Chine	Asie	Non
Aldrine	309-00-2	Pesticide	Chine	Asie	Oui
Arsenic	1327-53-3	Pesticide	Chine	Asie	Non
Chlordiméform	6164-98-3	Pesticide	Chine	Asie	Oui
DDT	50-29-3	Pesticide	Chine	Asie	Oui
Dibromochloropropane	96-12-8	Pesticide	Chine	Asie	Non
Dieldrine	60-57-1	Pesticide	Chine	Asie	Oui
Fluoroacétamide	640-19-7	Pesticide	Chine	Asie	Oui
Fluoroacétate de sodium	62-74-8	Pesticide	Chine	Asie	Non
Glifor	865-71-2	Pesticide	Chine	Asie	Non
HCH	608-73-1	Pesticide	Chine	Asie	Oui
Composés du mercure	99-99-9	Pesticide	Chine	Asie	Oui
N,N'-Méthylène bis-(2-amino-1,3,4-thiadiazole)	26907-37-9	Pesticide	Chine	Asie	Non
Nitrofène	1836-75-5	Pesticide	Chine	Asie	Non
Silatrane	29025-67-0	Pesticide	Chine	Asie	Non
Tétramine	80-12-6	Pesticide	Chine	Asie	Non
Toxaphène	8001-35-2	Pesticide	Chine	Asie	Oui

**PARTIE C**

**NOTIFICATIONS DE MESURE DE RÉGLEMENTATION FINALE EN COURS DE  
VÉRIFICATION**

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Annexe III
Dibromochloropropane (DBCP)	96-12-8	Pesticide	Indonésie	Amérique latine et Caraïbes	Non
2,3-Dichlorophénol	576-24-9	Pesticide	Indonésie	Asie	Non
2,4,5-Trichlorophénol	95-95-4	Pesticide	Indonésie	Asie	Non
2,4,6-Trichlorophénol	88-06-2	Pesticide	Indonésie	Asie	Non
2,4-Dichlorophénol	120-83-2	Pesticide	Indonésie	Asie	Non
2,5-Dichlorophénol	583-78-8	Pesticide	Indonésie	Asie	Non
Cyhexatin	13121-70-5	Pesticide	Indonésie	Asie	Non
Endosulfan	115-29-7	Pesticide	Indonésie	Asie	Oui
Phénylphosphonothioate de O-éthyle et de O-4-nitrophényle (EPN)	2104-64-5	Pesticide	Indonésie	Asie	Non
Bromophos-éthyl	4824-78-6	Pesticide	Indonésie	Asie	Non
1,3-Dichloropropène	542-75-6	Pesticide	Turquie	Europe	Non
2-Amino-2-thiazoline-4-	2150-55-2	Pesticide	Turquie	Europe	Non

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Annexe III
carboxylic acid					
Azinphos-methyl	86-50-0	Pesticide	Turquie	Europe	Oui
Arsenic compound	7440-38-2	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Cis-Zeatin	327771-64-5	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Diclofluanid	1085-98-9	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Dicofol	115-32-2	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Endosulfan	115-29-7	Pesticide	Turquie	Europe	Oui
Esbiothrin	84030-86-4	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Fluzaifop	69335-91-7	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Halfenprox	111872-58-3	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Imazamethabenz-methyl	69969-22-8	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Paraquat	4685-14-7	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Phenthoate	2597-03-7	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Phorate	296-0202	Pesticide	Turquie	Europe	Oui
Phosphoric acid	7664-38-2	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Primisulfuron-methyl	86209-51-0	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Profenofos	41198-08-7	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Prometryn	7287-19-6	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Propoxur	114-26-1	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Prothiofos	34643-46-4	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Prothoate	2275-18-5	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Pyridaphenthion	119-12-0	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Pyrimidifen	105779-78-0	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Pyriithiobac-sodium	123343-16-8	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Quinalphos	13593-03-8	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Resmethrin	10453-86-8	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Sodium cyanide	143-33-9	Pesticide	Turquie	Europe	Non
TCMTB- Ester méthylique de l'acide thiocyanique (2-benzothiazolylthio)	21564-17-0	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Tebuthiuron	34014-18-1	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Terbutryn	886-50-0	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Tetardifon	116-29-0	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Thiazafluron	25366-23-8	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Thiometon	640-15-3	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Tolfenpyrad	129558-76-5	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Tralometthrin	66841-25-6	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Triadimefon	43121-43-3	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Triazamate	112143-82-5	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Trifloxysulfuron-sodium	199119-58-9	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Triforine	26644-46-2	Pesticide	Turquie	Europe	Non
Trimedlure	12002-53-8	Pesticide	Turquie	Europe	Non

**APPENDICE II****PROPOSITIONS VISANT À INCLURE DES PRÉPARATIONS PESTICIDES  
EXTRÊMEMENT DANGEREUSES REÇUES DES PARTIES DANS LA  
PROCÉDURE PIC****PARTIE A****RÉSUMÉ DE CHAQUE PROPOSITION CONCERNANT UNE PRÉPARATION  
PESTICIDE EXTRÊMEMENT DANGEREUSE DONT LE SÉCRETARIAT A  
VÉRIFIÉ QU'ELLE CONTIENT LES INFORMATIONS DEMANDÉES DANS LA  
PREMIÈRE PARTIE DE L'ARTICLE IV DE LA CONVENTION**

Aucune.

**PARTIE B****PROPOSITIONS CONCERNANT DES PRÉPARATIONS PESTICIDES  
EXTRÊMEMENT DANGEREUSES EN COURS DE VÉRIFICATION**

Nom chimique de la formulation	Pays	Région	Annexe III
Avermectine (benzoate d'émamectine) 5% SG (granulés solubles dans l'eau)	Laos	Asie	Non
Carbosulfan 20% WG (granulés dispersables dans l'eau)	Laos	Asie	Non
Cyperméthrine 35% EC (concentré émulsifiable)	Laos	Asie	Non
Cyperméthrine 10% EC (concentré émulsifiable)	Laos	Asie	Non
Méthomyl 40% SP (poudre soluble dans l'eau)	Laos	Asie	Non

## APPENDICE III

## PRODUITS CHIMIQUES SOUMIS À LA PROCÉDURE PIC

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Date du premier envoi des documents d'orientation des décisions
2,4,5-T et ses sels et esters	93-76-5 <sup>1</sup>	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
Alachlore	15972-60-8	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
Aldicarbe	116-06-3	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
Aldrine	309-00-2	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
Azinphos-méthyl	86-50-0	Pesticide	10 août 2013
Binapacryl	485-31-4	Pesticide	1 <sup>er</sup> février 2005
Captafol	2425-06-1	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
Carbofuran	1563-66-2	Pesticide	15 septembre 2017
Chlordane	57-74-9	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
Chlordiméform	6164-98-3	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
Chlorobenzilate	510-15-6	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
DDT	50-29-3	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
Dieldrine	60-57-1	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
Dinitro- <i>ortho</i> -crésol (DNOC) et ses sels (tels que le sel d'ammonium, le sel de potassium et le sel de sodium)	534-52-1 2980-64-5 5787-96-2 2312-76-7	Pesticide	1 <sup>er</sup> février 2005
Dinoseb et ses sels et esters	88-85-7 <sup>1</sup>	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
Dibromo-1,2 éthane (EDB)	106-93-4	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
Endosulfan	115-29-7	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
Dichlorure d'éthylène	107-06-2	Pesticide	1 <sup>er</sup> février 2005
Oxide d'éthylène	75-21-8	Pesticide	1 <sup>er</sup> février 2005
Fluoroacétamide	640-19-7	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
HCH (mélanges d'isomères)	608-73-1	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
Heptachlore	76-44-8	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
Hexachlorobenzène	118-74-1	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
Lindane	58-89-9	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
Composés du mercure, y compris composés inorganiques et composés du type alkylmercure, alkyloxyalkyle et arylmercure		Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
Méthamidophos	10265-92-6	Pesticide	15 septembre 2015 <sup>2</sup>
Monocrotophos	6923-22-4	Pesticide	1 <sup>er</sup> février 2005
Parathion	56-38-2	Pesticide	1 <sup>er</sup> février 2005
Pentachlorophénol et ses sels et esters	87-86-5 <sup>1</sup>	Pesticide	Avant l'adoption de la Convention
Phorate	298-02-2	Pesticide	16 septembre 2019
Toxaphène	8001-35-2	Pesticide	1 <sup>er</sup> février 2005
Tous les composés du tributylétain, en particulier : - L'oxyde de tributylétain - Le fluorure de tributylétain - Le méthacrylate de tributylétain - Le benzoate de tributylétain	56-35-9 1983-10-4 2155-70-6 4342-36-3 1461-22-9	Pesticide	1 <sup>er</sup> février 2009 <sup>3</sup>

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Date du premier envoi des documents d'orientation des décisions
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le chlorure de tributylétain</li> <li>- Le linoléate de tributylétain</li> <li>- Le naphténate de tributylétain</li> </ul>	24124-25-2 85409-17-2		
Trichlorfon	52-68-6	Pesticide	15 septembre 2017
Formulations de poudres pour poudrage contenant un mélange : <ul style="list-style-type: none"> <li>- de bénomyle à une concentration égale ou supérieure à 7%</li> <li>- de carbofurane à une concentration égale ou supérieure à 10%</li> <li>- de thiram à une concentration égale ou supérieure à 15%</li> </ul>	17804-35-2  1563-66-2  137-26-8	Préparation pesticide extrêmement dangereuse	1 <sup>er</sup> février 2005
Phosphamidon (formulations liquides solubles de la substance qui contiennent plus de 1000 g de principe actif par litre)	13171-21-6 (Mélange, isomères (E) et (Z)) 23783-98-4 (isomère (Z)) 297-99-4 (isomère E)	Préparation pesticide extrêmement dangereuse	Avant l'adoption de la Convention
Méthyle-parathion (concentrés émulsifiables (CE) comprenant 19,5 % ou plus de principe actif et poudres contenant 1,5 % ou plus de principe actif)	298-00-0	Préparation pesticide extrêmement dangereuse	Avant l'adoption de la Convention
Amiante : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Actinolite</li> <li>- Anthophyllite</li> <li>- Amosite</li> <li>- Crocidolite</li> <li>- Trémolite</li> </ul>	77536-66-4 77536-67-5 12172-73-5 12001-28-4 77536-68-6	Produit à usage industriel	1 <sup>er</sup> février 2005 1 <sup>er</sup> février 2005 1 <sup>er</sup> février 2005 Avant l'adoption de la Convention 1 <sup>er</sup> février 2005
Octabromodiphényléther commercial, y compris les substances suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hexabromodiphényléther</li> <li>- Heptabromodiphényléther</li> </ul>	36483-60-0 68928-80-3	Produit à usage industriel	10 août 2013
Pentabromodiphényléther commercial, y compris les substances suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tetrabromodiphényléther</li> <li>- Pentabromodiphényléther</li> </ul>	40088-47-9 32534-81-9	Produit à usage industriel	10 août 2013
Hexabromocyclododécane	25637-99-4 3194-55-6 134237-50-6 134237-51-7 134237-52-8	Produit à usage industriel	16 septembre 2019
Acide perfluorooctane sulfonique, des perfluorooctane sulfonates,		Produit à usage industriel	10 août 2013



Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Date du premier envoi des documents d'orientation des décisions
des perfluorooctane sulfonamides et des perfluorooctane sulfonyles, y compris les substances suivantes : - Acide perfluorooctane sulfonique - Perfluorooctane sulfonate de potassium - Perfluorooctane sulfonate de lithium - Perfluorooctane sulfonate d'ammonium - Perfluorooctane sulfonate de diéthanolammonium - Perfluorooctane sulfonate de tétraéthylammonium - Perfluorooctane sulfonate de didécyl diméthylammonium - N-éthylperfluorooctane sulfonamide - N-méthylperfluorooctane sulfonamide - N-éthyl-N-(2-hydroxyéthyl) perfluorooctane sulfonamide - N-(2-hydroxyéthyl)-N-méthylperfluorooctane sulfonamide - Fluorure de perfluorooctane sulfonyle	1763-23-1 2795-39-3 29457-72-5 29081-56-9 70225-14-8 56773-42-3 251099-16-8 4151-50-2 31506-32-8 1691-99-2 24448-09-7 307-35-7		
Biphényles polybromés (PBB)	13654-09-6 (hexa-) 36355-01-8 (octa-) 27858-07-7 (déca-)	Produit à usage industriel	Avant l'adoption de la Convention
Biphényles polychlorés (PCB)	1336-36-3	Produit à usage industriel	Avant l'adoption de la Convention
Terphényles polychlorés (PCT)	61788-33-8	Produit à usage industriel	Avant l'adoption de la Convention
Paraffines chlorées à chaîne courte	85535-84-8	Produit à usage industriel	15 septembre 2017
Plomb tétraéthyle	78-00-2	Produit à usage industriel	1 <sup>er</sup> février 2005
Plomb tétraméthyle	75-74-1	Produit à usage industriel	1 <sup>er</sup> février 2005
Tous les composés de tributylétain, en particulier : - L'oxyde de tributylétain - Le fluorure de tributylétain	56-35-9 1983-10-4	Produit à usage industriel	15 septembre 2017 <sup>4</sup>

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Date du premier envoi des documents d'orientation des décisions
- Le méthacrylate de tributylétain - Le benzoate de tributylétain - Le chlorure de tributylétain - Le linoléate de tributylétain - Le naphténate de tributylétain	2155-70-6 4342-36-3 1461-22-9 24124-25-2 85409-17-2		
Phosphate de tris(2,3-dibromopropyle)	126-72-7	Produit à usage industriel	Avant l'adoption de la Convention
Phosphate de tris(2,3-dibromopropyle)	126-72-7	Produit à usage industriel	Avant l'adoption de la Convention

**Notes :**

1. Seuls les numéros du Service des résumés analytiques de chimie des composés parents sont indiqués. Pour avoir une liste des autres numéros appropriés du Service des résumés analytiques de chimie on pourra se référer au document d'orientation de décision pertinent.
2. Ceci concerne la date de communication du document d'orientation des décisions pour le produit chimique actuellement inscrit à l'annexe III et adopté par la décision RC-7/4, qui a modifié l'annexe III pour l'inscription du méthamidophos et a supprimé une rubrique précédente à l'annexe III pour le « méthamidophos (préparations liquides solubles de la substance dépassant 600g de matière active/L) ».
3. Voir l'entrée correspondante pour tous les composés du tributylétain dans la catégorie « produit à usage industriel ». Les composés du tributylétain ont initialement été inscrits à l'annexe III dans la catégorie « pesticide » par la décision RC-4/5 et le document d'orientation des décisions initial communiqué aux Parties concernait uniquement la catégorie « pesticide ». Ultérieurement, la décision RC-8/5 adopté un amendement à l'annexe III pour inscrire tous les composés du tributylétain également dans la catégorie « produit à usage industriel ». Ledit amendement est entré en vigueur le 15 septembre 2017. Un document d'orientation des décisions révisé a aussi été approuvé (voir note 4).
4. Cette rubrique fait référence à la date de communication du document d'orientation des décisions révisé pour les composés du tributylétain, concernant les catégories « pesticide » et « produit à usage industriel », approuvé par la décision RC-8/5.

**APPENDICE IV****RÉCAPITULATION DE TOUTES LES RÉPONSES CONCERNANT  
L'IMPORTATION REÇUES DES PARTIES ET LES CAS OÙ DES RÉPONSES  
N'ONT PAS ÉTÉ SOUMISES**

Les réponses concernant l'importation émanant des Parties et les cas où des réponses n'ont pas été soumises sont disponibles sur le site web de la Convention :

<http://www.pic.int/tabid/1817/language/fr-CH/Default.aspx>.

La base de données en ligne est présentée sous quatre onglets :

1. Réponses concernant l'importation récemment diffusées ;
2. Réponses concernant l'importation par Partie ;
3. Réponses concernant l'importation par produit chimique ;
4. Cas où des réponses n'ont pas été soumises.

Les réponses concernant l'importation depuis la dernière Circulaire PIC (entre le 1<sup>er</sup> novembre 2021 et le 30 avril 2022) peuvent être consultées sous le premier onglet « Réponses récemment diffusées ». Un aperçu de ces réponses concernant l'importation est disponible dans cet appendice.

Toutes les réponses concernant l'importation peuvent être consultées sous le deuxième onglet « Réponses par Partie » ou le troisième onglet « Réponses par produit chimique ».

Les cas où une réponse n'a pas été donnée sont disponibles sous le quatrième onglet « Cas où des réponses n'ont pas été soumises ». Il comprend aussi la date à laquelle le Secrétariat, a informé pour la première fois, par la publication dans la Circulaire PIC, toutes les Parties des cas où des réponses n'ont pas été soumises.

## VUE D'ENSEMBLE DES NOUVELLES RÉPONSES CONCERNANT L'IMPORTATION REÇUES DEPUIS LA DERNIÈRE CIRCULAIRE PIC

### Pesticides

#### 2,4,5-T et ses sels et esters

Paraguay

#### Azinphos-méthyl

Paraguay

#### Binapacryl

Paraguay

#### Captafol

Paraguay

#### Chlordane

Paraguay

#### Chlordiméform

Paraguay

#### Chlorobenzilate

Paraguay

#### Dinitro-*ortho*-crésol (DNOC) et ses sels (tels que le sel d'ammonium, le sel de potassium et le sel de sodium)

Paraguay

#### Endosulfan

Afrique du Sud

#### Dichlorure d'éthylène

Paraguay

#### Oxide d'éthylène

Émirats arabes unis

#### Hexachlorobenzène

Paraguay

#### Phorate

Paraguay

#### Toxaphène

Paraguay

#### Tous les composés du tributylétain

Paraguay

### Préparations pesticides extrêmement dangereuses

Aucune

### Produits à usage industriel

#### Amiante actinolite

Afrique du Sud<sup>1</sup>

Tunisie

#### Amiante amosite

Afrique du Sud<sup>1</sup>

Tunisie

#### Amiante anthophyllite

Afrique du Sud<sup>1</sup>

Tunisie

#### Amiante crocidolite

Afrique du Sud<sup>1</sup>

Tunisie

#### Amiante trémolite

Afrique du Sud<sup>1</sup>

Tunisie

#### Octabromodiphényléther commercial, y compris les substances suivantes : Hexabromodiphényléther et Heptabromodiphényléther

Tunisie

#### Pentabromodiphényléther commercial, y compris les substances suivantes : Tétabromodiphényléther et Pentabromodiphényléther

Australie<sup>2</sup>Costa Rica<sup>3</sup>

Tunisie

#### Hexabromocyclododécane

Panama

Tunisie

#### Acide perfluorooctane sulfonique, perfluorooctane sulfonates, perfluorooctane sulfonamides et perfluorooctane sulfonyles

Afrique du Sud

Costa Rica<sup>3</sup>

Tunisie

#### Biphényles polybromés (PBB)

Tunisie

#### Polychlorobiphényles (PCB)

Tunisie

**Terphényles polychlorés (PCT)**

Costa Rica<sup>3</sup>  
Emirats arabes unis  
Tunisie

**Paraffines chlorées à chaîne courte**

Tunisie

**Plomb tétraéthyle**

Costa Rica<sup>3</sup>  
Emirats arabes unis  
Tunisie

**Plomb tétraméthyle**

Costa Rica<sup>3</sup>  
Emirats arabes unis  
Tunisie

**Tous les composés du tributylétain**

Tunisie

**Phosphate de tris(2,3-dibromopropyle)**

Costa Rica<sup>3</sup>  
Emirats arabes unis  
Tunisie

**Note :**

1. Une révision de la réponse concernant l'importation publiée dans la Circulaire PIC XXIII (juin 2006).
2. Une révision de la réponse concernant l'importation publiée dans la Circulaire PIC LII (décembre 2020).
3. Une révision de la réponse concernant l'importation publiée dans la Circulaire PIC XLI (juin 2015).

## APPENDICE V

### NOTIFICATIONS DE MESURE DE RÉGLEMENTATION FINALE POUR LES PRODUITS CHIMIQUES QUI NE SONT PAS INSCRITS À L'ANNEXE III

Cet appendice est composé de deux parties :

**Partie A : Notifications de mesure de réglementation finale pour les produits chimiques qui ne sont pas inscrits à l'annexe III et dont il a été vérifié qu'elles contiennent tous les renseignements demandés à l'annexe I de la Convention**

Le résumé tabulaire énumère toutes les notifications reçues pendant la procédure PIC provisoire et la présente procédure PIC de la Convention (de septembre 1998 au 30 avril 2022) et dont il a été vérifié qu'elle contient tous les renseignements demandés à l'annexe I de la Convention.

**Partie B : Notifications de mesure de réglementation finale pour les produits chimiques qui ne sont pas inscrits à l'annexe III et dont il a été vérifié qu'elles ne contiennent pas tous les renseignements demandés à l'annexe I de la Convention**

Le résumé tabulaire énumère toutes les notifications reçues pendant la procédure PIC provisoire et la présente PIC (de septembre 1998 au 30 avril 2022) et dont il a été vérifié qu'elles ne contiennent pas tous les renseignements demandés à l'annexe I de la Convention.

Les renseignements sont également disponibles sur le site web de la Convention<sup>20</sup>.

---

<sup>20</sup> <http://www.pic.int/tabid/1820/language/fr-CH/Default.aspx>.

**Notifications de mesure de réglementation finale  
pour les produits chimiques qui ne sont pas inscrits à l'annexe III**

**PARTIE A**

**NOTIFICATIONS DE MESURE DE RÉGLEMENTATION FINALE POUR LES  
PRODUITS CHIMIQUES QUI NE SONT PAS INSCRITS À L'ANNEXE III ET DONT IL A  
ÉTÉ VÉRIFIÉ QU'ELLES CONTIENNENT TOUS LES RENSEIGNEMENTS  
DEMANDÉS À L'ANNEXE I DE LA CONVENTION**

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
1,1,1,2-Tétrachloroéthane	630-20-6	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
1,1,1,2-Tétrachloroéthane	630-20-6	Produit à usage industriel	Turquie	Europe	LIII
1,1,1-Trichloroéthane	71-55-6	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
1,1,2,2-Tétrachloroéthane	79-34-5	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
1,1,2,2-Tétrachloroéthane	79-34-5	Produit à usage industriel	Turquie	Europe	LIII
1,1,2-Trichloroéthane	79-00-5	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
1,1,2-Trichloroéthane	79-00-5	Produit à usage industriel	Turquie	Europe	LIII
1,1-Dichloroéthylène	75-35-4	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
1,1-Dichloroéthylène	75-35-4	Produit à usage industriel	Turquie	Europe	LIII
1,3-Dichloropropène	542-75-6	Pesticide	Serbie	Europe	LII
1,3-Dichloropropène	542-75-6	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXVI
1,6-Diisocyanatohexane, homopolymérisé, produits de réaction avec l'alpha-fluoro-oméga-2-hydroxyéthyl-poly(difluorométhylène), des alcools ramifiés en C <sub>16-20</sub> et l'octadécane-1-ol	Non disponible	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XLI
2,3,4,5-Bis(2-butylène)tétrahydro-2-furaldéhyde (MGK Repellent, MGK-R11)	126-15-8	Pesticide	Canada	Amérique du Nord	XXII
2,4,5-TP (Silvex ; Fenoprop)	93-72-1	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
2,4,6-Tri- <i>tert</i> -butylphénol	732-26-3	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXI
2,4 D sel de diméthylamine	2008-39-1	Pesticide	Mozambique	Afrique	LII
2-Benzotriazol-2-yl-4,6-di- <i>tert</i> -butylphénol	3846-71-7	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXVII
2-Methoxyethanol	109-86-4	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XXVIII

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
2-Méthyl-2-propénoate de 2-méthylpropyle polymérisé avec le 2-propénoate de butyle et furan-2, 5-dione, esters de gamma, oméga-perfluoroalkyle en C <sub>8-14</sub> , amorcé avec le benzènegcarboperoxoate de <i>tert</i> -butyle	459415-06-6	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XLI
2-Méthyl-2-propénoate d'hexadécyle polymère avec le méthacrylate de 2-hydroxyéthyle, l'acrylate de gamma-oméga-perfluoro-C <sub>10-16</sub> -alkyle et le méthacrylate de stéaryle	203743-03-7	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XLI
2-Naphtylamine	91-59-8	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXI
2-Naphtylamine	91-59-8	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
2-Naphtylamine	91-59-8	Produit à usage industriel	Turquie	Europe	LIII
2-Naphtylamine	91-59-8	Produit à usage industriel	République de Corée	Asie	XX
2-Naphtylamine	91-59-8	Produit à usage industriel	Suisse	Europe	XXIII
2-Nitrobenzaldéhyde	552-89-6	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
2-Propène-1-ol, produits de réaction avec du pentafluoroiodoéthane et de tétrafluoroéthylène télomérisés, déshydroiodés, produits de réaction avec l'épichlorhydrine et la triéthylènetétramine	464178-90-3	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XLI
4-Nitrobiphényle	92-93-3	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXI
4-Nitrobiphényle	92-93-3	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
4-Nitrobiphényle	92-93-3	Produit à usage industriel	Suisse	Europe	XXIII
4-Nitrobiphényle	92-93-3	Produit à usage industriel	Turquie	Europe	LIII
5- <i>tert</i> -butyl-2,4,6-trinitro- <i>m</i> -xylène   (musc-xylène)	81-15-2	Produit à usage industriel	Union européenne	Europe	LV
Acephate	30560-19-1	Pesticide	Bosnie-Herzégovine	Europe	LIII
Acephate	30560-19-1	Pesticide	Serbie	Europe	LII
Acephate	30560-19-1	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Acephate	30560-19-1	Pesticide	Union européenne	Europe	XVIII
Acétate de thallium	563-68-8	Produit à usage industriel	République de Corée	Asie	XX
Acétochlore	34256-82-1	Pesticide	Bosnie-Herzégovine	Europe	XLIX



Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Acétochlore	34256-82-1	Pesticide	Burkina Faso	Afrique	XLV
Acétochlore	34256-82-1	Pesticide	Cabo Verde	Afrique	XLV
Acétochlore	34256-82-1	Pesticide	Gambie	Afrique	XLV
Acétochlore	34256-82-1	Pesticide	Guinée-Bissau	Afrique	XLV
Acétochlore	34256-82-1	Pesticide	Mali	Afrique	XLV
Acétochlore	34256-82-1	Pesticide	Mauritanie	Afrique	XLV
Acétochlore	34256-82-1	Pesticide	Niger	Afrique	XLV
Acétochlore	34256-82-1	Pesticide	Sénégal	Afrique	XLV
Acétochlore	34256-82-1	Pesticide	Tchad	Afrique	XLV
Acétochlore	34256-82-1	Pesticide	Togo	Afrique	XLV
Acétochlore	34256-82-1	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Acétochlore	34256-82-1	Pesticide	Serbie	Europe	LII
Acétochlore	34256-82-1	Pesticide	Union européenne	Europe	XLV
Acide (2-naphtyloxy)acétique	120-23-0	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Acide 4-chlorophénoxyacétique	122-88-3	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Acide fluoroacétique et ses sels	144-49-0, 62-74-8	Pesticide & Produit à usage industriel	Japon	Asie	XX
Acide indolylacétique	87-51-4	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Acides perfluorocarboxyliques dont la formule moléculaire est $C_nF_{2n+1}CO_2H$ où $8 \leq n \leq 20$ , leurs sels et leurs précurseurs (APFC à LC)	375-95-1, 335-76-2, 2058-94-8, 307-55-1, 72629-94-8, 376-06-7, 141074-63-7, 67905-19-5, 57475-95-3, 16517-11-6, 133921-38-7, 68310-12-3 (la liste n'est pas exhaustive)	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XLVII
Acide perfluorooctanoïque (PFOA), ses sels et les composés apparentés au PFOA	335-67-1, 45285-51-6 3825-26-1, 90480-56-1 335-95-5, 2395-00-8, 335-93-3, 335-66-0, 376-27-2, 3108-24-5 (la liste n'est pas exhaustive)	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XLVII

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Acide perfluorooctanoïque (PFOA), ses sels et les composés apparentés au PFOA	335-67-1, 3825-26-1, 335-95-5, 2395-00-8, 335-93-3, 335-66-0, 376-27-2, 3108-24-5	Produit à usage industriel	Norvège	Europe	XLI
Acide perfluorooctanoïque (PFOA), ses sels et les composés apparentés au PFOA	335-67-1, 3825-26-1, 335-95-5, 2395-00-8, 335-93-3, 335-66-0, 376-27-2, 3108-24-5 (la liste n'est pas exhaustive)	Produit à usage industriel	Norvège	Europe	LI
Alcool allylique	107-18-6	Pesticide	Canada	Amérique du Nord	XXII
Alpha-hexachlorocyclohexane	319-84-6	Pesticide	Chine	Asie	XLV
Alpha-hexachlorocyclohexane	319-84-6	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXXII
Alpha-hexachlorocyclohexane	319-84-6	Pesticide	Japon	Asie	XXXIII
Amiante chrysotile	12001-29-5	Produit à usage industriel	Afrique du Sud	Afrique	XXX
Amiante chrysotile	12001-29-5	Produit à usage industriel	Australie	Pacifique Sud-Ouest	XIX
Amiante chrysotile	12001-29-5	Produit à usage industriel	Bulgarie	Europe	XXII
Amiante chrysotile	12001-29-5	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XLIX
Amiante chrysotile	12001-29-5	Produit à usage industriel	Chili	Amérique latine et Caraïbes	XV
Amiante chrysotile	12001-29-5	Produit à usage industriel	Iran (République islamique d')	Asie	LII
Amiante chrysotile	12001-29-5	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXX
Amiante chrysotile	12001-29-5	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXV
Amiante chrysotile	12001-29-5	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Amiante chrysotile	12001-29-5	Produit à usage industriel	Suisse	Europe	XXI
Amiante chrysotile	12001-29-5	Produit à usage industriel	Turquie	Europe	LIII
Amiante chrysotile	12001-29-5	Produit à usage industriel	Union européenne	Europe	XIII
Amitraze	33089-61-1	Pesticide	Iran (République islamique d')	Asie	XXX

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Amitraze	33089-61-1	Pesticide	République arabe syrienne	Proche-Orient	XXXII
Amitraze	33089-61-1	Pesticide	Bosnie-Herzégovine	Europe	LII
Amitraze	33089-61-1	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Amitraze	33089-61-1	Pesticide	Union européenne	Europe	XXI
Amitrole	61-82-5	Pesticide	Équateur	Amérique latine et Caraïbes	LII
Amitrole	61-82-5	Pesticide	Union européenne	Europe	XLIX
Amitrole	61-82-5	Pesticide	Thaïlande	Asie	XX
Anilofos	64249-01-0	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Aramite	140-57-8	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Arsenate de calcium	7778-44-1	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Arséniate de plomb	7784-40-9	Pesticide	Japon	Asie	XX
Arséniate de plomb	7784-40-9	Pesticide	Pérou	Amérique latine et Caraïbes	XXXV
Arsenite de sodium	7784-46-5	Pesticide	Pays-Bas	Europe	XIV
Atrazine	1912-24-9	Pesticide	Bosnie-Herzégovine	Europe	LIII
Atrazine	1912-24-9	Pesticide	Cabo Verde	Afrique	XLI
Atrazine	1912-24-9	Pesticide	Gambie	Afrique	XLI
Atrazine	1912-24-9	Pesticide	Mauritanie	Afrique	XLI
Atrazine	1912-24-9	Pesticide	Niger	Afrique	XLI
Atrazine	1912-24-9	Pesticide	Sénégal	Afrique	XLI
Atrazine	1912-24-9	Pesticide	Tchad	Afrique	XLI
Atrazine	1912-24-9	Pesticide	Togo	Afrique	XLI
Atrazine	1912-24-9	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Atrazine	1912-24-9	Pesticide	Union européenne	Europe	XXI
Atrazine	1912-24-9	Pesticide	Uruguay	Amérique latine et Caraïbes	L
Azinphos-éthyle	2642-71-9	Pesticide	Iran (République islamique d')	Asie	XLVI
Azinphos-éthyle	2642-71-9	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Azinphos-éthyle	2642-71-9	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Azocyclotin	41083-11-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Benfuracarbe	82560-54-1	Pesticide	Bosnie-Herzégovine	Europe	LIII
Benfuracarbe	82560-54-1	Pesticide	Serbie	Europe	LII
Benfuracarbe	82560-54-1	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Benfuracarbe	82560-54-1	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXV
Bentazon	25057-89-0	Pesticide	Norvège	Europe	XIII
Benzène	71-43-2	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Benzène	71-43-2	Produit à usage industriel	Turquie	Europe	LIII

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Benzidine	92-87-5	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XXI
Benzidine	92-87-5	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XXVIII
Benzidine	92-87-5	Produit à usage industriel	Jordanie	Proche-Orient	XLII
Benzidine	92-87-5	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Benzidine	92-87-5	Produit à usage industriel	République de Corée	Asie	XX
Benzidine et ses sels	92-87-5	Produit à usage industriel	Inde	Asie	XX
Benzidine et ses sels	92-87-5	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXI
Benzidine et ses sels	92-87-5	Produit à usage industriel	Jordanie	Proche-Orient	XVIII
Benzidine et ses sels	92-87-5	Produit à usage industriel	Suisse	Europe	XXIII
Benzidine, ses sels et dérivés de la benzidine	92-87-5 21136-70-9 36341-27-2 531-85-1 531-86-2 (la liste n'est pas exhaustive)	Produit à usage industriel	Turquie	Europe	LIII
Bêta-cyperméthrine	65731-84-2	Pesticide	Bosnie-Herzégovine	Europe	LIII
Bêta-cyperméthrine	65731-84-2	Pesticide	Union européenne	Europe	L
Bêta-hexachlorocyclohexane	319-85-7	Pesticide	Chine	Asie	XLV
Bêta-hexachlorocyclohexane	319-85-7	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXXII
Bêta-hexachlorocyclohexane	319-85-7	Pesticide	Japon	Asie	XXXIII
Bêta-hexachlorocyclohexane	319-85-7	Pesticide	Thaïlande	Asie	XX
Bifenthrine	82657-04-3	Pesticide	Pays-Bas	Europe	XIV
Biphényle-4-ylamine	92-67-1	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXI
Biphényle-4-ylamine	92-67-1	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Biphényle-4-ylamine	92-67-1	Produit à usage industriel	République de Corée	Asie	XX
Biphényle-4-ylamine	92-67-1	Produit à usage industriel	Suisse	Europe	XXIII
Biphényle-4-ylamine	92-67-1	Produit à usage industriel	Turquie	Europe	LIII
Bis(chlorométhyl)éther	542-88-1	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XII
Bis(chlorométhyl)éther	542-88-1	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXI
Bis(chlorométhyl)éther	542-88-1	Produit à usage industriel	République de Corée	Asie	XX
Bitertanol	55179-31-2	Pesticide	Norvège	Europe	XXXV
Bitertanol	55179-31-2	Pesticide	Turquie	Europe	LIII

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Brodifacoum	56073-10-0	Pesticide	Mozambique	Afrique	LV
Brodifacoum	56073-10-0	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Bromacil	314-40-9	Pesticide	Costa Rica	Amérique latine et Caraïbes	LII
Bromacil	314-40-9	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Bromoacétate de méthyle	96-32-2	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Bromoacétate d'éthyle	105-36-2	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Bromobenzylbromotoluène (DBBT)	99688-47-8	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Bromobenzylbromotoluène (DBBT)	99688-47-8	Produit à usage industriel	Suisse	Europe	XXIII
Bromochlorodifluorométhane (Halon 1211)	353-59-3	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XIII
Bromochlorométhane	74-97-5	Produit à usage industriel	Thaïlande	Asie	XXIV
Bromofos	2104-96-3	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Bromophos-éthyl	4824-78-6	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Bromopropylate	18181-80-1	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Bromotrifluorométhane	75-63-8	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XII
Bromuconazole	116255-48-2	Pesticide	Norvège	Europe	XIII
Bronopol	52-51-7	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Butraline	33629-47-9	Pesticide	Bosnie-Herzégovine	Europe	LIII
Butraline	33629-47-9	Pesticide	Serbie	Europe	LII
Butraline	33629-47-9	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Butraline	33629-47-9	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXIII
Cadmium	7440-43-9	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Cadusafos	95465-99-9	Pesticide	Serbie	Europe	LII
Cadusafos	95465-99-9	Pesticide	Bosnie-Herzégovine	Europe	LIII
Cadusafos	95465-99-9	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Cadusafos	95465-99-9	Pesticide	Union Européenne	Europe	XXXVI
Carbaryl	63-25-2	Pesticide	Mozambique	Afrique	LI
Carbaryl	63-25-2	Pesticide	Jordanie	Proche-Orient	XVIII
Carbaryl	63-25-2	Pesticide	République arabe syrienne	Proche-Orient	XXXII
Carbaryl	63-25-2	Pesticide	Bosnie-Herzégovine	Europe	LII
Carbaryl	63-25-2	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Carbaryl	63-25-2	Pesticide	Union européenne	Europe	XXVI
Carbendazim	10605-21-7	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Carbonate de plomb	598-63-0	Produit à usage industriel	Jordanie	Proche-Orient	XXXVI

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Carbonate de plomb	598-63-0	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Carbosulfan	55285-14-8	Pesticide	Bosnie-Herzégovine	Europe	LIII
Carbosulfan	55285-14-8	Pesticide	Burkina Faso	Afrique	XLI
Carbosulfan	55285-14-8	Pesticide	Cabo Verde	Afrique	XLI
Carbosulfan	55285-14-8	Pesticide	Gambie	Afrique	XLI
Carbosulfan	55285-14-8	Pesticide	Mauritanie	Afrique	XLI
Carbosulfan	55285-14-8	Pesticide	Niger	Afrique	XLI
Carbosulfan	55285-14-8	Pesticide	Sénégal	Afrique	XLI
Carbosulfan	55285-14-8	Pesticide	Tchad	Afrique	XLI
Carbosulfan	55285-14-8	Pesticide	Togo	Afrique	XLI
Carbosulfan	55285-14-8	Pesticide	Serbie	Europe	LII
Carbosulfan	55285-14-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Carbosulfan	55285-14-8	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXV
Chinomethionate	2439-01-2	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Chlorates (chlorate de sodium, chlorate de magnésium et chlorate de potassium)	7775-09-9, 10326-21-3, 3811-04-9	Pesticide	Bosnie-Herzégovine	Europe	LIII
Chlorates (y compris mais non limité aux chlorates de Na, Mg, K)	7775-09-9, 10326-21-3, 3811-04-9 et d'autres	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXVIII
Chlordécone	143-50-0	Pesticide	Chine	Asie	XLV
Chlordécone	143-50-0	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXXII
Chlordécone	143-50-0	Pesticide	Japon	Asie	XXXIII
Chlordécone	143-50-0	Pesticide	Pérou	Amérique latine et Caraïbes	XLV
Chlordécone	143-50-0	Pesticide	Suisse	Europe	XX
Chlordécone	143-50-0	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Chlorfenapyr	122453-73-0	Pesticide	Bosnie-Herzégovine	Europe	LIII
Chlorfenapyr	122453-73-0	Pesticide	Serbie	Europe	LII
Chlorfenapyr	122453-73-0	Pesticide	Union européenne	Europe	XVIII
Chlorfenvinphos	470-90-6	Pesticide	Mozambique	Afrique	LI
Chlorfenvinphos	470-90-6	Pesticide	Norvège	Europe	III
Chlorfenvinphos	470-90-6	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Chlorfluazuron	71422-67-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Chloroéthylène	75-01-4	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Chloroéthylène	75-01-4	Produit à usage industriel	Turquie	Europe	LIII

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Chlorofluorocarbone (totalement halogénés)	75-69-4, 75-71-8, 76-13-1, 76-14-2, 76-15-3	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XII
Chloroforme	67-66-3	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Chloroneb	2675-77-6	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Chloropicrin	76-06-2	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Chlorothalonil	1897-45-6	Pesticide	Union européenne	Europe	LIII
Chlorprophame	101-21-3	Pesticide	Union européenne	Europe	LIV
Chlorpyrifos	2921-88-2	Pesticide	Sri Lanka	Asie	XLIX
Chlorpyrifos	2921-88-2	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Chlorsulfuron	64902-72-3	Pesticide	Norvège	Europe	XIII
Chlorthal-diméthyle	1861-32-1	Pesticide	Bosnie-Herzégovine	Europe	LIII
Chlorthal-diméthyle	1861-32-1	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXVII
Chlorthiophos	60238-56-4	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Chlorure de tributyltétradécyl phosphonium	81741-28-8	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XIII
Chlozolinate	84332-86-5	Pesticide	Union européenne	Europe	XVI
Composés de l'arsenic	7440-38-2	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Coumachlor	81-82-3	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Créosote	8001-58-9	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Créosote de bois	8021-39-4	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Cyanazine	21725-46-2	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Cyanamide d'hydrogène	420-04-2	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Cyanure de calcium	592-01-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Cyanure d'hydrogène	74-90-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Cybutryne	28159-98-0	Pesticide	Union européenne	Europe	LI
Cycloate	1134-23-2	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Cycloheximide	66-81-9	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Cyclosulfamuron	136849-15-5	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Cyhexatin	13121-70-5	Pesticide	Brésil	Amérique latine et Caraïbes	XXXVI
Cyhexatin	13121-70-5	Pesticide	Canada	Amérique du Nord	XXII
Cyhexatin	13121-70-5	Pesticide	Japon	Asie	XX
Cyhexatin	13121-70-5	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Cypermethrin	67375-30-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
DBCP (1,2-dibromo-3-chloropropane)	96-12-8	Pesticide	Canada	Amérique du Nord	XXII

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
DBCP (1,2-dibromo-3-chloropropane)	96-12-8	Pesticide	Colombie	Amérique latine et Caraïbes	XLV
DBCP (1,2-dibromo-3-chloropropane)	96-12-8	Pesticide	Équateur	Amérique latine et Caraïbes	LII
DBCP (1,2-dibromo-3-chloropropane)	96-12-8	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
DDD	72-54-8	Pesticide	Thaïlande	Asie	XX
Décabromodiphényléther	1163-19-5	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XLVIII
Décabromodiphényléther	1163-19-5	Produit à usage industriel	Norvège	Europe	XXXIX
Polybromodiphényléthers (PBDE)	40088-47-9**, 32534-81-9**, 36483-60-0**, 68928-80-3**, 32536-52-0, 63936-56-1, 1163-19-5	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XLVIII
Déméphion- <i>O</i>	682-80-4	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Déméton- méthyle (mélange des isomères déméton- <i>O</i> -méthyle et déméton- <i>S</i> -méthyle)	8022-00-2, 867-27-6, 919-86-8	Pesticide & Produit à usage industriel	Japon	Asie	XX
Diazinon	333-41-5	Pesticide	Bosnie-Herzégovine	Europe	L
Diazinon	333-41-5	Pesticide	Mozambique	Afrique	LV
Diazinon	333-41-5	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Diazinon	333-41-5	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXII
Dibromotétrafluoroéthane	124-73-2	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XIII
Dichlobénil	1194-65-6	Pesticide	Bosnie-Herzégovine	Europe	LII
Dichlobénil	1194-65-6	Pesticide	Norvège	Europe	XII
Dichlobénil	1194-65-6	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXVI
Dichloro[(dichlorophényl)méthyl] méthylbenzène	76253-60-6	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Dichloro[(dichlorophényl)méthyl] méthylbenzène	76253-60-6	Produit à usage industriel	Suisse	Europe	XXIII
Dichlorobenzyltoluène	81161-70-8	Produit à usage industriel	Suisse	Europe	XXIII
Dichlorophène	97-23-4	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Dichlorure de dimercure	10112-91-1	Pesticide	Roumanie	Europe	XX
Dichlorvos	62-73-7	Pesticide	Serbie	Europe	LII
Dichlorvos	62-73-7	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXIV
Dicloran	99-30-9	Pesticide	Serbie	Europe	LII
Dicloran	99-30-9	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXVI
Dicofol	115-32-2	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXII



Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Dicofol	115-32-2	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXXII
Dicofol	115-32-2	Pesticide	Japon	Asie	XXXIII
Dicofol	115-32-2	Pesticide	Pays-Bas	Europe	XXII
Dicofol	115-32-2	Pesticide	Pérou	Amérique latine et Caraïbes	LIII
Dicofol	115-32-2	Pesticide	Roumanie	Europe	XX
Dicofol	115-32-2	Pesticide	Suisse	Europe	XXIV
Dicofol	115-32-2	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXIII
Dicrotophos	141-66-2	Pesticide	Jordanie	Proche-Orient	XVIII
Diméfox	115-26-4	Pesticide	Jordanie	Proche-Orient	XVIII
Diméfox	115-26-4	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Diméthénamide	87674-68-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Diméthénamide	87674-68-8	Pesticide	Union européenne	Europe	XXVII
Dimethipin	55290-64-7	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Diméthoate	60-51-5	Pesticide	Union européenne	Europe	LIII
Diniconazole-M	83657-18-5	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Diniconazole-M	83657-18-5	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXIV
Dinoterb	1420-07-1	Pesticide	Suisse	Europe	XX
Dinoterb	1420-07-1	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Dinoterb	1420-07-1	Pesticide	Union européenne	Europe	XIV
Dioxacarb	6988-21-2	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Dioxathion	78-34-2	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Diphenamid	957-51-7	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Diphenylamine	122-39-4	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXIX
Diquat	85-00-7	Pesticide	Union européenne	Europe	LIV
Distillats de goudron de houille, huiles de naphtalène	84650-04-4	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Distillats supérieurs de goudron de houille (charbon)	65996-91-0	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Disulfoton	298-04-4	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Diuron	330-54-1	Pesticide	Mozambique	Afrique	LII
DPX KE 459 (flupyrsulfuron-méthyl)	150315-10 9, 144740-54-5	Pesticide	Union européenne	Europe	LI
Endosulfan	115-29-7**, 959-98-8, 33213-65-9	Pesticide* & Produit à usage industriel	Japon	Asie	XLIV
Endothal	145-73-3	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Endrine	72-20-8	Pesticide	Bulgarie	Europe	XXII
Endrine	72-20-8	Pesticide	Canada	Amérique du Nord	XXII
Endrine	72-20-8	Pesticide	Équateur	Amérique latine et Caraïbes	LII

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Endrine	72-20-8	Pesticide	Guayana	Amérique latine et Caraïbes	XXVI
Endrine	72-20-8	Pesticide	Indonésie	Asie	LIII
Endrine	72-20-8	Pesticide & Produit à usage industriel	Japon	Asie	XX
Endrine	72-20-8	Pesticide	Jordanie	Proche-Orient	XVIII
Endrine	72-20-8	Pesticide	Pérou	Amérique latine et Caraïbes	XIII
Endrine	72-20-8	Pesticide & Produit à usage industriel	République de Corée	Asie	XX
Endrine	72-20-8	Pesticide	Roumanie	Europe	XX
Endrine	72-20-8	Pesticide	Suisse	Europe	XX
Endrine	72-20-8	Pesticide	Uruguay	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
EPN	2104-64-5	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Epoxiconazole	106325-08-0	Pesticide	Norvège	Europe	XIII
EPTC	759-94-4	Pesticide	Norvège	Europe	XIII
EPTC	759-94-4	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Ethalfuralin	55283-68-6	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Ether de chlorométhyle méthyle	107-30-2	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XXVIII
Ethiofencarbe	29973-13-5	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Ethion	563-12-2	Pesticide	Mozambique	Afrique	LV
Ethion	563-12-2	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Ethirimol	23947-60-6	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Ethoate-méthyl	116-01-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Ethoprophos	13194-48-4	Pesticide	Union européenne	Europe	LIV
Ethoxylates de nonylphénol	127087-87-0, 26027-38-3, 37205-87-1, 68412-54-4, 9016-45-9	Pesticide & Produit à usage industriel	Union européenne	Europe	XXIII
Ethyl hexylèneglycol (éthylhexanediol)	94-96-2	Pesticide	Thaïlande	Asie	XX
Fénamidone	161326-34-7	Pesticide	Union européenne	Europe	LV
Fénamiphos	22224-92-6	Pesticide	Mozambique	Afrique	LV
Fenarimol	60168-88-9	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Fénarimol	60168-88-9	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXVII
Fénitrothion	122-14-5	Pesticide	Bosnie-Herzégovine	Europe	LII
Fénitrothion	122-14-5	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXII
Fenpiclonil	74738-17-3	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Fenpropathrin	39515-41-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Fensulfthion	115-90-2	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Fenthion	55-38-9	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Fenthion	55-38-9	Pesticide	Union européenne	Europe	XXII
Fentin acetate	900-95-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Fentine acétate	900-95-8	Pesticide	Union européenne	Europe	XVI
Fentin hydroxide	76-87-9	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Fentine hydroxyde	76-87-9	Pesticide	Union européenne	Europe	XVI
Fenvalerate	51630-58-1	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Ferbame	14484-64-1	Pesticide	Canada	Amérique du Nord	XLIX
Fipronil	120068-37-3	Pesticide	Cabo Verde	Afrique	XLI
Fipronil	120068-37-3	Pesticide	Gambie	Afrique	XLI
Fipronil	120068-37-3	Pesticide	Mauritanie	Afrique	XLI
Fipronil	120068-37-3	Pesticide	Niger	Afrique	XLI
Fipronil	120068-37-3	Pesticide	Sénégal	Afrique	XLI
Fipronil	120068-37-3	Pesticide	Tchad	Afrique	XLI
Fipronil	120068-37-3	Pesticide	Togo	Afrique	XLI
Fipronil	120068-37-3	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Flocoumafen	90035-08-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Fluazifop- <i>P</i> -butyl	79241-46-6	Pesticide	Norvège	Europe	XIII
Fluazinam	79622-59-6	Pesticide	Norvège	Europe	XXXII
Flubenzimine	37893-02-0	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Flucythrinate	70124-77-5	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Flufenoxuron	101463-69-8	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXIX
Flumetsulam	98967-40-9	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Fluopicolide	239110-15-7	Pesticide	Norvège	Europe	XLIII
Fluoroacétate de sodium	62-74-8	Pesticide	Cuba	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Fluridone	59756-60-4	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Flurprimidol	56425-91-3	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXVI
Flurtamone	96525-23-4	Pesticide	Union européenne	Europe	LV
Fluthiacet-méthyl	117337-19-6	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Folpet	133-07-3	Pesticide	Malaisie	Asie	XII
Fomesafen	72178-02-0	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Fonofos	944-22-9	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Formothion	2540-82-1	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Furathiocarb	65907-30-4	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Furfural	98-01-1	Pesticide	Mozambique	Afrique	LI
Haloxypop	69806-34-4	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Haloxypop-(2-éthoxyéthyl) ester	87237-48-7	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Hexachlorobenzène	118-74-1**	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XXVIII

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Hexachlorobenzène	118-74-1**	Produit à usage industriel	Chine	Asie	XLII
Hexachlorobenzène	118-74-1**	Pesticide* & Produit à usage industriel	Japon	Asie	XX
Hexachlorobenzène	118-74-1**	Pesticide* & Produit à usage industriel	Panama	Amérique latine et Caraïbes	XIX
Hexachlorobutadiène	87-68-3	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XXVIII
Hexachlorobutadiène	87-68-3	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXII
Hexachloroéthane	67-72-1	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Hexaconazole	79983-71-4	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Hexaflumuron	86479-06-3	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Hexazinone	51235-04-2	Pesticide	Burkina Faso	Afrique	XLV
Hexazinone	51235-04-2	Pesticide	Cabo Verde	Afrique	XLV
Hexazinone	51235-04-2	Pesticide	Gambie	Afrique	XLV
Hexazinone	51235-04-2	Pesticide	Guinée-Bissau	Afrique	XLV
Hexazinone	51235-04-2	Pesticide	Mali	Afrique	XLV
Hexazinone	51235-04-2	Pesticide	Mauritanie	Afrique	XLV
Hexazinone	51235-04-2	Pesticide	Niger	Afrique	XLV
Hexazinone	51235-04-2	Pesticide	Norvège	Europe	XIII
Hexazinone	51235-04-2	Pesticide	Sénégal	Afrique	XLV
Hexazinone	51235-04-2	Pesticide	Tchad	Afrique	XLV
Hexazinone	51235-04-2	Pesticide	Togo	Afrique	XLV
Huile anthracénique	90640-80-5	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Huile de créosote	61789-28-4	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Huile de créosote, fraction acénaphène	90640-84-9	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Huiles acides de goudron de houille brutes	65996-85-2	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Hydrate de chloral	302-17-0	Pesticide	Pays-Bas	Europe	XIV
Hydrazide maléique	123-33-1	Pesticide	Roumanie	Europe	XX
Hydrogénoborate de dibutylétain	75113-37-0	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Hydrogénosulfure d'ammonium	12124-99-1	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Hydrogénosulfure d'ammonium	12124-99-1	Produit à usage industriel	Turquie	Europe	LIII
Hydroxycarbonate de plomb	1319-46-6	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Imazalil	35554-44-0	Pesticide	Norvège	Europe	XIII
Imazapic	104098-48-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Imazapyr	81334-34-1	Pesticide	Norvège	Europe	XIV
Imazapyr	81334-34-1	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Imazethapyr	81335-77-5	Pesticide	Turquie	Europe	LIV

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Iminoctadine	13516-27-3	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Iprodione	36734-19-7	Pesticide	Mozambique	Afrique	LI
Iprodione	36734-19-7	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Iprodione	36734-19-7	Pesticide	Union européenne	Europe	L
Isodrine	465-73-6	Pesticide	Suisse	Europe	XX
Isofenphos	25311-71-1	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Isoproturon	34123-59-6	Pesticide	Union européenne	Europe	LI
Isopyrazam	881685-58-1	Pesticide	Norvège	Europe	XXXVII
Kélévane	4234-79-1	Pesticide	Suisse	Europe	XX
Kinetin	525-79-1	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Leptophos	21609-90-5	Pesticide	Équateur	Amérique latine et Caraïbes	LII
Lindane	58-89-9**	Produit à usage industriel	Chine	Asie	L
Linuron	330-55-2	Pesticide	Norvège	Europe	XXVI
Linuron	330-55-2	Pesticide	Union européenne	Europe	LI
Malathion	121-75-5	Pesticide	République arabe syrienne	Proche-Orient	XXXII
MCPA-thioéthyl(phénothiol)	25319-90-8	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
MCPB	94-81-5	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Mecoprop	7085-19-0	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Méphosfolan	950-10-7	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Mephosfolan	950-10-7	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Mépiquat chloride	24307-26-4	Pesticide	Norvège	Europe	XIII
Mercure	7439-97-6	Pesticide & Produit à usage industriel	Indonésie	Asie	LIII
Mercure	7439-97-6	Produit à usage industriel	Turquie	Europe	LIII
Mercure	7439-97-6	Produit à usage industriel	Colombie	Amérique latine et Caraïbes	LII
Métaldéhyde	108-62-3, 9002-91-9	Pesticide	Norvège	Europe	XLVII
Methabenzthiazuron	18691-97-9	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Méthazole	20354-26-1	Pesticide	Australie	Pacifique Sud-Ouest	XII
Méthidathion	950-37-8	Pesticide	Mozambique	Afrique	LI
Méthidathion	950-37-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Méthidathion	950-37-8	Pesticide	Uruguay	Amérique latine et Caraïbes	L
Méthiocarbe	2032-65-7	Pesticide	Mozambique	Afrique	LV
Méthomyl	16752-77-5	Pesticide	Mozambique	Afrique	LV
Méthomyl	16752-77-5	Pesticide	Uruguay	Amérique latine et Caraïbes	L
Methoprene	40596-69-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIV

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Méthyl bromide	74-83-9	Pesticide	Colombie	Amérique latine et Caraïbes	LII
Méthyl bromide	74-83-9	Pesticide	Indonésie	Asie	LIII
Méthyl bromide	74-83-9	Pesticide	Malawi	Afrique	XXX
Méthyl bromide	74-83-9	Pesticide	Pays-Bas	Europe	XV
Méthyl bromide	74-83-9	Pesticide & Produit à usage industriel	République de Corée	Asie	XX
Méthyl bromide	74-83-9	Pesticide & Produit à usage industriel	Suisse	Europe	XXI
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide	Brésil	Amérique latine et Caraïbes	XX
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide	Bulgarie	Europe	XXII
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide	Chine	Asie	L
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide	Côte d'Ivoire	Afrique	XX
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide	El Salvador	Amérique latine et Caraïbes	XX
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide	Gambie	Afrique	XIX
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide	Guayana	Amérique latine et Caraïbes	XXVI
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide	Indonésie	Asie	LIII
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide & Produit à usage industriel	Japon	Asie	XX
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide	Nigéria	Afrique	XXI
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide	Panama	Amérique latine et Caraïbes	XIX
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide	Panama	Amérique latine et Caraïbes	XLVII
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide	République dominicaine	Amérique latine et Caraïbes	XXV
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide	Thaïlande	Asie	XXI
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide	Union européenne	Europe	XVIII
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide	Uruguay	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide	Uruguay	Amérique latine et Caraïbes	L
Metolachlor	51218-45-2	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Metominostrobin	133408-50-1	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Metosulam	139528-85-1	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Mévinphos	26718-65-0	Pesticide	Jordanie	Proche-Orient	XVIII
Mévinphos	26718-65-0	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Mévinphos	7786-34-7	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Mirex	2385-85-5	Pesticide & Produit à usage industriel	Indonésie	Asie	LIII
Mirex	2385-85-5	Pesticide	Bulgarie	Europe	XXII
Mirex	2385-85-5	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XII

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Mirex	2385-85-5	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XXVIII
Mirex	2385-85-5	Pesticide	Colombie	Amérique latine et Caraïbes	XLV
Mirex	2385-85-5	Pesticide	Cuba	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Mirex	2385-85-5	Pesticide	Équateur	Amérique latine et Caraïbes	LII
Mirex	2385-85-5	Pesticide	Guayana	Amérique latine et Caraïbes	XXVI
Mirex	2385-85-5	Pesticide & Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXI
Mirex	2385-85-5	Pesticide & Produit à usage industriel	Suisse	Europe	XXIII
Mirex	2385-85-5	Pesticide	Thaïlande	Asie	XX
Mirex	2385-85-5	Pesticide	Uruguay	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Monolinuron	1746-81-2	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Monométhylchlorophényl méthane	122808-61-1	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
<i>N,N'</i> -ditolyl- <i>p</i> -phénylènediamine ; <i>N,N'</i> -dixylyl- <i>p</i> -phénylènediamine ; <i>N</i> -tolyl- <i>N'</i> -xylyl- <i>p</i> -phénylènediamine	27417-40-9, 28726-30-9, 70290-05-0	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXI
Naled	300-76-5	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXIX
NCC éther	94097-88-8	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XXVIII
Nickel	7440-02-0	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Nitrate de thallium	10102-45-1	Produit à usage industriel	République de Corée	Asie	XX
Nitrofen	1836-75-5	Pesticide	Roumanie	Europe	XX
Nitrofen	1836-75-5	Pesticide	Union européenne	Europe	XVI
N-Nitrosodiméthylamine	62-75-9	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XXVIII
Nonylphénol	11066-49-2, 25154-52-3, 84852-15-3, 90481-04-2	Pesticide & Produit à usage industriel	Union européenne	Europe	XXIII
Nonylphénols et éthoxylates de nonylphénol	104-40-5, 11066-49-2, 127087-87-0, 25154-52-3, 26027-38-3, 37205-87-1, 68412-54-4, 84852-15-3, 9016-45-9, 90481-04-2	Pesticide	Afrique du Sud	Afrique	XLVI

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Nonylphénols et éthoxylates de nonylphénol	104-40-5, 11066-49-2, 25154-52-3, 84852-15-3, 90481-04-2, 127087-87-0, 26027-38-3, 37205-87-1, 68412-54-4, 9016-45-9	Pesticide & Produit à usage industriel	Suisse	Europe	XXXVI
Norflurazon	27314-13-2	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Nuarimol	63284-71-9	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Octanoate de bromoxynil	1689-99-2	Pesticide	Norvège	Europe	XIV
Octylphénols et éthoxylates de octylphénol	140-66-9, 1806-26-4, 27193-28-8, 68987-90-6 9002-93-1, 9036-19-5	Pesticide & Produit à usage industriel	Suisse	Europe	XXXVI
Ofurace	58810-48-3	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Omethoate	1113-02-6	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Orthosulfamuron	213464-77-8	Pesticide	Union européenne	Europe	LI
Oxadixyl	77732-09-3	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Oxamyl	23135-22-0	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Oxasulfuron	144651-06-9	Pesticide	Union européenne	Europe	LV
Oxine-cuivre	10380-28-6	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Oxycarboxin	5259-88-1	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Oxyde de bis(2-chloroéthyle)	111-44-4	Produit à usage industriel	République de Corée	Asie	XX
Oxyde de tri(aziridine-1-yl) phosphine	545-55-1	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Oxyde de tri(aziridine-1-yl) phosphine	545-55-1	Produit à usage industriel	Suisse	Europe	XXIII
Oxydéméton-méthyl	301-12-2	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Oxydéméton-méthyl	301-12-2	Pesticide	Union européenne	Europe	XXX
Oxyfluorfen	42874-03-3	Pesticide	Mozambique	Afrique	LII
Paraquat	4685-14-7	Pesticide	Mozambique	Afrique	LII
Paraquat	4685-14-7	Pesticide	Malaisie	Asie	LII
Paraquat	4685-14-7	Pesticide	Sri Lanka	Asie	XXVIII
Paraquat	4685-14-7	Pesticide	Suède	Europe	XXIII
Paraquat	4685-14-7	Pesticide	Togo	Afrique	XLII
Paraquat dichlorure	1910-42-5	Pesticide	Burkina Faso	Afrique	XXXV
Paraquat dichlorure	1910-42-5	Pesticide	Cabo Verde	Afrique	XXXV
Paraquat dichlorure	1910-42-5	Pesticide	Mali	Afrique	XXXV
Paraquat dichlorure	1910-42-5	Pesticide	Mauritanie	Afrique	XXXV
Paraquat dichlorure	1910-42-5	Pesticide	Niger	Afrique	XXXV



Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Paraquat dichlorure	1910-42-5	Pesticide	Sénégal	Afrique	XXXV
Paraquat dichlorure	1910-42-5	Pesticide	Suède	Europe	XXIII
Paraquat dichlorure	1910-42-5	Pesticide	Tchad	Afrique	XXXV
Paraquat dichlorure	1910-42-5	Pesticide	Uruguay	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Paraquat diméthyl, bis	2074-50-2	Pesticide	Suède	Europe	XXIII
Vert de Paris	12002-03-8	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Pendimethalin	40487-42-1	Pesticide	Norvège	Europe	XXV
Pentachlorobenzène	608-93-5	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XXVIII
Pentachlorobenzène	608-93-5	Pesticide	Chine	Asie	XLV
Pentachlorobenzène	608-93-5	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXXII
Pentachlorobenzène	608-93-5	Pesticide	Japon	Asie	XXXIII
Pentachloroéthane	76-01-7	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Pentachlorophénol et ses sels et esters	87-86-5**, 131-52-2, 27735-64-4, 3772-94-9	Pesticide* & Produit à usage industriel	Japon	Asie	XLIV
Pentaoxyde de diarsenic	1303-28-2	Produit à usage industriel	République de Corée	Asie	XX
Pentaoxyde de diarsenic	1303-28-2	Produit à usage industriel	Union européenne	Europe	LV
Permetrin	52645-53-1	Pesticide	République arabe syrienne	Proche-Orient	XXXII
Peroxyde d'hydrogène	7722-84-1	Pesticide	Turquie	Europe	LIV
Phenthoate	2597-03-7	Pesticide	Malaisie	Asie	XLIV
Phosalone	2310-17-0	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Phosalone	2310-17-0	Pesticide	Union européenne	Europe	XXVII
Phosphamidon	13171-21-6	Pesticide	Brésil	Amérique latine et Caraïbes	XX
Phosphamidon	13171-21-6	Pesticide	Chine	Asie	L
Phosphamidon	13171-21-6	Pesticide	Côte d'Ivoire	Afrique	XX
Phosphamidon	13171-21-6	Pesticide	Indonésie	Asie	LIII
Phosphamidon	13171-21-6	Pesticide & Produit à usage industriel	Japon	Asie	XX
Phosphamidon	13171-21-6	Pesticide	Panama	Amérique latine et Caraïbes	XIX
Phosphamidon	13171-21-6	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Phosphate de tris(2-chloroéthyle)	115-96-8	Produit à usage industriel	Union européenne	Europe	LII
Phosphate de tris(2,3-dibromopropyle)	126-72-7	Pesticide	Indonésie	Asie	LIII
Phosphure d'aluminium	20859-73-8	Pesticide & Produit à usage industriel	Japon	Asie	XX
Phosphure de zinc	1314-84-7	Pesticide	Mozambique	Afrique	LV

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Phtalate de benzyle et de butyle	85-68-7	Produit à usage industriel	Turquie	Europe	LIII
Phtalate de benzyle et de butyle	85-68-7	Produit à usage industriel	Union européenne	Europe	LV
Phtalate de diisobutyle	84-69-5	Produit à usage industriel	Union européenne	Europe	LII
Picoxystrobine	117428-22-5	Pesticide	Union européenne	Europe	L
Polychloronaphtalènes (PCN)	70776-03-3	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XXXVIII
Polychloronaphtalènes (PCN)	70776-03-3	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XXI
Polychloronaphtalènes (PCN)	28699-88-9, 1321-65-9, 1335-88-2, 1321-64-8, 1335-87-1, 32241-08-0, 2234-13-1	Produit à usage industriel	Japon	Asie	XLIV
Polychloroterpènes	8001-50-1	Pesticide	Thaïlande	Asie	XX
Procymidone	32809-16-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Procymidone	32809-16-8	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXVII
Profenofos	41198-08-7	Pesticide	Malaisie	Asie	XLIV
Propachlore	1918-16-7	Pesticide	Norvège	Europe	XXVI
Propachlore	1918-16-7	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXIII
Propanil	709-98-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Propanil	709-98-8	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXIX
Propargite	2312-35-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Propargite	2312-35-8	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXIX
Propinèbe	12071-83-9 (monomère), 9016-72-2 (homopolymère)	Pesticide	Union européenne	Europe	LV
Propisochlore	86763-47-5	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXVI
Propylbromoacetate	35223-80-4	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Prothiofos	34643-46-4	Pesticide	Malaisie	Asie	XLIV
Prothoate	2275-18-5	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Pymetrozine	123312-89-0	Pesticide	Norvège	Europe	XXXIX
Pymétrozine	123312-89-0	Pesticide	Union européenne	Europe	LV
Pyrazophos	13457-18-6	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Pyrazophos	13457-18-6	Pesticide	Union européenne	Europe	XIII
Pyrinuron	53558-25-1	Pesticide	Thaïlande	Asie	XX
Quinalphos	13593-03-8	Pesticide	Malaisie	Asie	XLIV

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Quinoxylène	124495-18-7	Pesticide	Union européenne	Europe	LV
Quintozène	82-68-8	Pesticide	Roumanie	Europe	XX
Quintozène	82-68-8	Pesticide	Suisse	Europe	XX
Quintozène	82-68-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Quintozène	82-68-8	Pesticide	Union européenne	Europe	XV
Résidus d'extraction alcalins (charbon), goudron de houille à basse température	122384-78-5	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Schradane	152-16-9	Pesticide & Produit à usage industriel	Japon	Asie	XX
Schradane	152-16-9	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Simazine	122-34-9	Pesticide	Norvège	Europe	XIII
Simazine	122-34-9	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Simazine	122-34-9	Pesticide	Union européenne	Europe	XXI
Sulfate de dithallium	7446-18-6	Produit à usage industriel	République de Corée	Asie	XX
Sulfate de dithallium	7446-18-6	Pesticide	Thaïlande	Asie	XX
Sulfate de plomb	15739-80-7	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Sulfate de plomb (II)	7446-14-2	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Sulfosulfurone	141776-32-1	Pesticide	Norvège	Europe	XV
Sulfotep	3689-24-5	Pesticide	Thaïlande	Asie	XIV
Sulfonate de perfluorooctane (PFOS), ses sels et fluorure de perfluorooctane sulfonyl (PFOSF)	2795-39-3**, 70225-14-8**, 29081-56-9**, 29457-72-5**, 307-35-7**	Pesticide & Produit à usage industriel*	Chine	Asie	XLV
Sulfure d'ammonium	9080-17-5	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Tecnazène	117-18-0	Pesticide	Union européenne	Europe	XV
TEPP (pyrophosphate de tétraéthyle)	107-49-3	Pesticide & Produit à usage industriel	Japon	Asie	XX
Terbufos	13071-79-9	Pesticide	Mozambique	Afrique	LI
Terbufos	13071-79-9	Pesticide	Canada	Amérique du Nord	LIII
Tétrachlorobenzène	12408-10-5, 84713-12-2, 634-90-2, 634-66-2, 95-94-3	Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XXVIII
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	Pesticide & Produit à usage industriel	Canada	Amérique du Nord	XII
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	Pesticide	Équateur	Amérique latine et Caraïbes	LII

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	Produit à usage industriel	Jordanie	Proche-Orient	XLIV
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	Produit à usage industriel	Lettonie	Europe	XX
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	Produit à usage industriel	République de Corée	Asie	XX
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	Pesticide & Produit à usage industriel	Suisse	Europe	XXI
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	Pesticide	Thaïlande	Asie	XX
Thiabendazole	148-79-8	Pesticide	Norvège	Europe	XIII
Thiobencarbe	28249-77-6	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Thiocyanate d'ammonium	1762-95-4	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Thiocyclame oxalate	31895-22-4	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Thiodicarbe	59669-26-0	Pesticide	Mozambique	Afrique	LI
Thiodicarb	59669-26-0	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Thiodicarbe	59669-26-0	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXVII
Triasulfuron	82097-50-5	Pesticide	Union européenne	Europe	LI
Triazophos	24017-47-8	Pesticide	Cabo Verde	Afrique	XLI
Triazophos	24017-47-8	Pesticide	Gambie	Afrique	XLI
Triazophos	24017-47-8	Pesticide	Malaisie	Asie	XLIV
Triazophos	24017-47-8	Pesticide	Mauritanie	Afrique	XLI
Triazophos	24017-47-8	Pesticide	Niger	Afrique	XLI
Triazophos	24017-47-8	Pesticide	Sénégal	Afrique	XLI
Triazophos	24017-47-8	Pesticide	Tchad	Afrique	XLI
Triazophos	24017-47-8	Pesticide	Togo	Afrique	XLI
Triazophos	24017-47-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Tribufos	78-48-8	Pesticide	Australie	Pacifique Sud-Ouest	XIII
Trichloroacétate de sodium	650-51-1	Pesticide	Pays-Bas	Europe	XIV
Triclosan	3380-34-5	Pesticide	Union européenne	Europe	LI
Tricyclazole	41814-78-2	Pesticide	Union européenne	Europe	LI
Tridemorph	24602-86-6	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Trifluraline	1582-09-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Trifluraline	1582-09-8	Pesticide	Union européenne	Europe	XXXVI
Vinclozolin	50471-44-8	Pesticide	Jordanie	Proche-Orient	XVIII
Vinclozolin	50471-44-8	Pesticide	Norvège	Europe	XIII
Vinclozolin	50471-44-8	Pesticide	Turquie	Europe	LIII
Zinebe	12122-67-7	Pesticide	Équateur	Amérique latine et Caraïbes	XX
Zinebe	12122-67-7	Pesticide	Turquie	Europe	LIII

\* Le produit chimique est inscrit à l'annexe III sous cette catégorie.

\*\* Le produit chimique est inscrit à l'annexe III sous ce numéro de CAS.

**Notifications de mesure de réglementation finale  
pour les produits chimiques qui ne sont pas inscrits à l'annexe III**

**PARTIE B**

**NOTIFICATIONS DE MESURE DE RÉGLEMENTATION FINALE POUR LES  
PRODUITS CHIMIQUES QUI NE SONT PAS INSCRITS À L'ANNEXE III ET DONT IL A  
ÉTÉ VÉRIFIÉ QU'ELLES NE CONTIENNENT PAS TOUS LES RENSEIGNEMENTS  
DEMANDÉS À L'ANNEXE I DE LA CONVENTION**

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
1,2-Dichloropropane	78-87-5	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXII
1,4-Dichlorobenzène	106-46-7	Pesticide	Israël	Europe	XXXV
(Dibromochloropropane) 1,2-Dibromo-3-chloropropane	96-12-8	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
1-Bromo-2-chloroéthane	107-04-0	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXII
1,1,2,2-tetra chloroéthane	79-34-5	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
2,2-Dichloropropanoate de 2-(2,4,5-trichlorophénoxy) éthyle	136-25-4	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
2,4,5-TP (Silvex ; Fenoprop)	93-72-1	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXII
2,4,5-Trichlorophénol	95-95-4	Pesticide	Équateur	Amérique latine et Caraïbes	XLVII
Acéphate	30560-19-1	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Acétate	7784-40-9	Pesticide	Chine	Asie	LV
Acétochlore	34256-82-1	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Acide diméthylarsinique	75-60-5	Pesticide	Israël	Europe	XXXV
Acroléine	107-02-8	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXII
Acrylonitrile	107-13-1	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Amiante chrysotile	12001-29-5	Produit à usage industriel	El Salvador	Amérique latine et Caraïbes	XXVII
Amitraze	33089-61-1	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Amitrole	61-82-5	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Amitrole	61-82-5	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Arséniate basique de cuivre	16102-92-4	Pesticide	Thaïlande	Asie	XX
Arséniate de calcium	7778-44-1	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Arséniate de plomb	7784-40-9	Pesticide	Togo	Afrique	XLII
Arséniate de plomb	7784-40-9	Pesticide	Thaïlande	Asie	XX
Arsenic	1327-53-3	Pesticide	Chine	Asie	LV
Arsénite de sodium	7784-46-5	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Atrazine	1912-24-9	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Azinphos-éthyle	2642-71-9	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Bendiocarbe	22781-23-3	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Benfuracarbe	82560-54-1	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Benomyl	17804-35-2	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Benomyl	17804-35-2	Pesticide	Équateur	Amérique latine et Caraïbes	XLVII
Benomyl	17804-35-2	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Bifenthrine	82657-04-3	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Bromadiolone	28772-56-7	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Bromadiolone	28772-56-7	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Bromophos-éthyle	4824-78-6	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Bromophos-éthyle	4824-78-6	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Bromure de méthyle	74-83-9	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Cadmium	7440-43-9	Pesticide	Thaïlande	Asie	XX
Cadusafos	95465-99-9	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Cadusafos	95465-99-9	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Captane	133-06-2	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Captane	133-06-2	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Carbaryl	63-25-2	Pesticide	El Salvador	Amérique latine et Caraïbes	XXVII
Carbaryl	63-25-2	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Carbosulfan	55285-14-8	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Chloranile	118-75-2	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXII
Chloranile	118-75-2	Pesticide	Mexique	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Chlordécone	143-50-0	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Chlordécone	143-50-0	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXII
Chlordécone	143-50-0	Pesticide	Mexique	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Chlorfenvinphos	470-90-6	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Chlorméphos	24934-91-6	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Chlorméphos	24934-91-6	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Chlornitrofene	1836-77-7	Pesticide	Japon	Asie	XX
Chloropicrine	76-06-2	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Chloropicrine	76-06-2	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Chlorothalonil	1897-45-6	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Chlorpyrifos	2921-88-2	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Chlorpyrifos	2921-88-2	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Chlorthiophos	60238-56-4	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Chlorure éthylmercurique	107-27-7	Pesticide	Arménie	Europe	XII
Cyanazine	21725-46-2	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Cyanophos	2636-26-2	Pesticide	Mexique	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Cyanure de calcium	592-01-8	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Cyanure d'hydrogène	74-90-8	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Cyanure de sodium	143-33-9	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Cycloheximide	66-81-9	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Cyhexatin	13121-70-5	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Cyhexatin	13121-70-5	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXII
Daminozide	1596-84-5	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXII
DBCP (1,2-dibromo-3-chloropropane)	96-12-8	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
DBCP (1,2-dibromo-3-chloropropane)	96-12-8	Pesticide	Mexique	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
DDD	72-54-8	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Déméton-S-méthyle	919-86-8	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Déméton-S-méthyle	919-86-8	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Déméton-S-méthyle	919-86-8	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Dialifos	10311-84-9	Pesticide	Mexique	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Dibromochloropropane	96-12-8	Pesticide	Chine	Asie	LV
Dichlorvos	62-73-7	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Dichlorvos	62-73-7	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Dichlormide	37764-25-3	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Diclofop-méthyle	51338-27-3	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXII
Dicofol	115-32-2	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Dicofol	115-32-2	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Dicrotophos	141-66-2	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Dicrotophos	141-66-2	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Dicrotophos	141-66-2	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Diflubenzuron	35367-38-5	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Diméfox	115-26-4	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Diméfox	115-26-4	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXVIII
Diméthoate	60-51-5	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Diméthylarsinate de sodium	124-65-2	Pesticide	Israël	Europe	XXXV
Dinitramine	29091-05-2	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Dinitramine	29091-05-2	Pesticide	Mexique	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Disulfoton	298-04-4	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Disulfoton	298-04-4	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Disulfoton	298-04-4	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Endrine	72-20-8	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Endrine	72-20-8	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Endrine	72-20-8	Pesticide	Mexique	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Endrine	72-20-8	Pesticide	Népal	Asie	XLII
EPN	2104-64-5	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Erbon	136-25-4	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXII
Erbon	136-25-4	Pesticide	Mexique	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Éthéphon	16672-87-0	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Éthoprophos	13194-48-4	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Éthoprophos	13194-48-4	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Ethylan	72-56-0	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Fensulfothion	115-90-2	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Fensulfothion	115-90-2	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Fenthion	55-38-9	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Fenthion	55-38-9	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Fipronil	120068-37-3	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Flucythrinate	70124-77-5	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Fluor	7782-41-4	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
Fluoroacétate de sodium	62-74-8	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Fluoroacétate de sodium	62-74-8	Pesticide	Chine	Asie	LV
Fluoroacétate de sodium	62-74-8	Pesticide	Mexique	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Folpet	133-07-3	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Fonofos	944-22-9	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Fonofos	944-22-9	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Fonofos	944-22-9	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Formothion	2540-82-1	Pesticide	Mexique	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Fosthiétan	21548-32-3	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Fosthiétan	21548-32-3	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Gliflor	865-71-2	Pesticide	Chine	Asie	LV
Granosan-M	2235-25-8	Pesticide	Arménie	Europe	XII
Hexaéthyl tétraphosphate	757-58-4	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Leptophos	21609-90-5	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Linuron	330-55-2	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Mancozèbe	8018-01-7	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Méphosfolan	950-10-7	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Méphospholan	950-10-7	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Méphospholan	950-10-7	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Metham sodium	137-42-8	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Méthidathion	950-37-8	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Méthidathion	950-37-8	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Méthiocarbe	2032-65-7	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Méthomyl	16752-77-5	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Méthomyl	16752-77-5	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Methoxychlore	72-43-5	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Methoxychlore	72-43-5	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide	Cameroun	Afrique	XVIII
Méthyle parathion	298-00-0	Pesticide	Pérou	Amérique latine et Caraïbes	XLVIII
Mevinphos	7786-34-7	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Mévinphos	7786-34-7	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Mévinphos	7786-34-7	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
MGK Répellent 11	126-15-8	Pesticide	Thaïlande	Asie	XX
Mirex	2385-85-5	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Mirex	2385-85-5	Pesticide	El Salvador	Amérique latine et Caraïbes	XXVII
Mirex	2385-85-5	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Mirex	2385-85-5	Pesticide	Mexique	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Mirex	2385-85-5	Pesticide	Népal	Asie	XLII
Mirex	2385-85-5	Pesticide	Pérou	Amérique latine et Caraïbes	XXXVI
Monuron	150-68-5	Pesticide	Mexique	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII



Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
N,N'-Méthylène bis-(2-amino-1,3,4-thiadiazole)	26907-37-9	Pesticide	Chine	Asie	LV
Naled	300-76-5	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Nicotine	54-11-5	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Nitrofène	1836-75-5	Pesticide	Chine	Asie	LV
Nitrofène	1836-75-5	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Nitrofène	1836-75-5	Pesticide	Mexique	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Oxydéméton-méthyl	301-12-2	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Oxydéméton-méthyl	301-12-2	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Paraquat	4685-14-7	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Paraquat	4685-14-7	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Dichlorure de paraquat	1910-42-5	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Phénamiphos	22224-92-6	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Phénamiphos	22224-92-6	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Acétate de phénylmercure	62-38-4	Pesticide	Mexique	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Phosfolan	947-02-4	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Phosphamidon	13171-21-6	Pesticide	Pérou	Amérique latine et Caraïbes	XLVIII
Phosphonique diamide, <i>p</i> -(5-amino-3-phényl-1 <i>H</i> -1,2,4-triazol-1-yl)- <i>N,N,N,N'</i> -tétraméthyl	1031-47-6	Pesticide	Mexique	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Polychloroterpènes	8001-50-1	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Polyoxyéthylène alkylphénoléter	9016-45-9 26027-38-3 9002-93-1 9036-19-5 (la liste n'est pas exhaustive)	Produit à usage industriel	Chine	Asie	LII
Propargite	2312-35-8	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Propargite	2312-35-8	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Propoxur	114-26-1	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Protoate	2275-18-5	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Quintozone	82-68-8	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Quintozone	82-68-8	Pesticide	Japon	Asie	XX
Quintozone	82-68-8	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Safrole	94-59-7	Pesticide	Thaïlande	Asie	XX
Schradane	152-16-9	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Schradane	152-16-9	Pesticide	Mexique	Amérique latine et Caraïbes	XXVIII
Silatrane	29025-67-0	Pesticide	Chine	Asie	LV
Simazine	122-34-9	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Simazine	122-34-9	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX
Sulfate de thallium	7446-18-6	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Sulfate de thallium	7446-18-6	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Sulfotep	3689-24-5	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Tefluthrin	79538-32-2	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX

Produit chimique	Numéro CAS	Catégorie	Pays	Région	Circulaire PIC
TEPP	107-49-3	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Terbufos	13071-79-9	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Terbufos	13071-79-9	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Tetradifon	116-29-0	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Tétramine	80-12-6	Pesticide	Chine	Asie	LV
Thionazin	297-97-2	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXVII
Thirame	137-26-8	Pesticide	Équateur	Amérique latine et Caraïbes	XLVII
Triazofos	24017-47-8	Pesticide	Maldives	Asie	LIV
Zinebe	12122-67-7	Pesticide	Arabie saoudite	Proche-Orient	XXXVIII
Zinebe	12122-67-7	Pesticide	Oman	Proche-Orient	XXXIX

## APPENDICE VI

### ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES PRODUITS CHIMIQUES DONT LE COMITÉ D'ÉTUDE DES PRODUITS CHIMIQUES A RECOMMANDÉ L'INSCRIPTION A L'ANNEXE III MAIS POUR LESQUELS LA CONFÉRENCE DES PARTIES N'A PAS ENCORE PRIS DE DÉCISION FINALE

Conformément aux décisions<sup>21</sup> RC-3/3, RC-4/4, RC-6/8, RC-8/6, RC-8/7, RC-9/5 et au paragraphe 1 de l'article 14, l'appendice VI a été préparé afin de faciliter l'échange de renseignements sur les produits chimiques dont le Comité d'étude des produits chimiques a recommandé l'inscription à l'annexe III de la Convention mais pour lesquels la Conférence des Parties n'a pas encore pris de décision.

Cet appendice est composé en deux parties :

La **partie A** fait référence aux informations fournies par les Parties sur leurs décisions concernant la gestion de ces produits chimiques.

La **partie B** est une liste des décisions concernant l'importation future de ces produits chimiques qui ont été soumises par les Parties. Ces décisions concernant l'importation sont diffusées aux seules fins de l'information et ne constituent pas une partie de la procédure PIC juridiquement contraignante.

Les renseignements additionnels sur ces produits chimiques sont disponibles sur le site web de la Convention<sup>22</sup>, y compris les notifications de mesure de réglementation finale et la documentation à d'appoint disponible au Comité d'étude des produits chimiques et les projets des documents d'orientation des décisions.

---

<sup>21</sup> <http://www.pic.int/tabid/1789/language/fr-CH/Default.aspx>.

<sup>22</sup> <http://www.pic.int/tabid/1839/language/fr-CH/Default.aspx>.

**PARTIE A****DÉCISIONS CONCERNANT LA GESTION DES PRODUITS CHIMIQUES DONT LE COMITÉ D'ÉTUDE DES PRODUITS CHIMIQUES A RECOMMANDÉ L'INSCRIPTION À L'ANNEXE III MAIS POUR LESQUELS LA CONFÉRENCE DES PARTIES N'A PAS ENCORE PRIS DE DÉCISION FINALE**

Les renseignements sur les décisions des Parties concernant la gestion des produits chimiques dont le Comité d'étude des produits chimiques a recommandé l'inscription à l'annexe III, pour lesquels la Conférence des Parties n'a pas encore pris de décision finale, se trouvent dans les pages suivantes du site web de la Convention de Rotterdam [www.pic.int](http://www.pic.int).

- La Convention/Produits chimiques/Recommandés pour inscription ; et
- Les pays/Profils des pays membres, l'onglet « Submissions » du Profil du pays respectif, comme indiqué dans les tableaux suivants.

<b>Acétochlore (Numéro CAS : 34256-82-1)</b>		
<b>REGION PIC : PARTIE</b>	<b>CATEGORIE</b>	<b>RENSEIGNEMENTS SUR LES DECISIONS EN MATIERE DE REGLEMENTATION ET DE GESTION</b>
<b>Afrique :</b> Burkina Faso, Cabo Verde, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo	Pesticide	<b>Page web du produit chimique :</b> <a href="http://www.pic.int/tabid/7596/language/en-US/Default.aspx">http://www.pic.int/tabid/7596/language/en-US/Default.aspx</a>  <b>Profils des pays :</b> <a href="http://www.pic.int/tabid/1087/language/en-US/Default.aspx">http://www.pic.int/tabid/1087/language/en-US/Default.aspx</a>
<b>Europe :</b> Bosnie-Herzégovine, Serbie, Turquie, Union européenne	Pesticide	

<b>Carbosulfan (Numéro CAS : 55285-14-8)</b>		
<b>REGION PIC : PARTIE</b>	<b>CATEGORIE</b>	<b>RENSEIGNEMENTS SUR LES DECISIONS EN MATIERE DE REGLEMENTATION ET DE GESTION</b>
<b>Afrique :</b> Burkina Faso, Cabo Verde, Gambie, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo	Pesticide	<b>Page web du produit chimique :</b> <a href="http://www.pic.int/tabid/5393/language/en-US/Default.aspx">http://www.pic.int/tabid/5393/language/en-US/Default.aspx</a>  <b>Profils des pays :</b> <a href="http://www.pic.int/tabid/1087/language/en-US/Default.aspx">http://www.pic.int/tabid/1087/language/en-US/Default.aspx</a>
<b>Europe :</b> Bosnie-Herzégovine, Serbie, Turquie, Union européenne	Pesticide	

<b>Fenthion (préparations à ultra-bas volume (UBV) contenant des concentrations d'ingrédient actif égales ou supérieures à 640 g/L) (Numéro CAS : 55-38-9)</b>		
<b>REGION PIC : PARTIE</b>	<b>CATEGORIE</b>	<b>RENSEIGNEMENTS SUR LES DECISIONS EN MATIERE DE REGLEMENTATION ET DE GESTION</b>
<b>Afrique :</b> Tchad	Préparation pesticide extrêmement dangereuse	<b>Page web du produit chimique :</b> <a href="http://www.pic.int/tabid/4339/language/en-US/Default.aspx">http://www.pic.int/tabid/4339/language/en-US/Default.aspx</a>  <b>Profils des pays :</b> <a href="http://www.pic.int/tabid/1087/language/en-US/Default.aspx">http://www.pic.int/tabid/1087/language/en-US/Default.aspx</a>

<b>Préparations liquides (concentrés émulsifiables et concentrés solubles) contenant du dichlorure de paraquat à des concentrations égales ou supérieures à 276 g/L correspondant à des concentrations d'ions paraquat égales ou supérieures à 200 g/L (Numéro CAS : 1910-42-5)</b>		
<b>REGION PIC : PARTIE</b>	<b>CATEGORIE</b>	<b>RENSEIGNEMENTS SUR LES DECISIONS EN MATIERE DE REGLEMENTATION ET DE GESTION</b>
<b>Afrique :</b> Burkina Faso	Préparation pesticide extrêmement dangereuse	<b>Page web du produit chimique :</b> <a href="http://www.pic.int/tabid/2396/language/en-US/Default.aspx">http://www.pic.int/tabid/2396/language/en-US/Default.aspx</a>  <b>Profils des pays :</b> <a href="http://www.pic.int/tabid/1087/language/en-US/Default.aspx">http://www.pic.int/tabid/1087/language/en-US/Default.aspx</a>

<b>Amiante chrysotile (Numéro CAS : 12001-29-5)</b>		
<b>REGION PIC : PARTIE</b>	<b>CATEGORIE</b>	<b>RENSEIGNEMENTS SUR LES DECISIONS EN MATIERE DE REGLEMENTATION ET DE GESTION</b>
<b>Afrique :</b> Afrique du Sud	Produit à usage industriel	<b>Page web du produit chimique:</b> <a href="http://www.pic.int/tabid/1186/language/en-US/Default.aspx">http://www.pic.int/tabid/1186/language/en-US/Default.aspx</a>  <b>Profils des pays:</b> <a href="http://www.pic.int/tabid/1087/language/en-US/Default.aspx">http://www.pic.int/tabid/1087/language/en-US/Default.aspx</a>
<b>Amérique du Nord :</b> Canada	Produit à usage industriel	
<b>Amérique latine et les Caraïbes :</b> Chili, El Salvador	Produit à usage industriel	
<b>Asie :</b> Iran (République islamique d'), Japon	Produit à usage industriel	
<b>Europe :</b> Bulgarie, Lettonie, Suisse, Turquie, Union européenne	Produit à usage industriel	
<b>Pacifique Sud-Ouest :</b> Australie	Produit à usage industriel	

**PARTIE B**

**DÉCISIONS CONCERNANT L'IMPORTATION POUR LES PRODUITS CHIMIQUES DONT LE COMITÉ D'ÉTUDE DES PRODUITS CHIMIQUES A RECOMMANDÉ L'INSCRIPTION À L'ANNEXE III MAIS POUR LESQUELS LA CONFÉRENCE DES PARTIES N'A PAS ENCORE PRIS DE DÉCISION FINALE**

<b>Amiante chrysotile (Numéro CAS : 12001-29-5)</b>		
<b>PARTIE</b>	<b>DÉCISION CONCERNANT L'IMPORTATION</b>	<b>DATE DE RÉCEPTION</b>
Canada	<p><u>Consentement à l'importation seulement sous certaines conditions spécifiées :</u></p> <p><i>Le Règlement interdisant l'amiante et les produits contenant de l'amiante n'interdit pas :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'importation et l'utilisation de l'amiante dans les installations de chlore-alcali (jusqu'au 31 décembre, 2029) ;</li> <li>• l'importation, la vente et l'utilisation de produits contenant de l'amiante pour l'entretien de l'équipement d'installations nucléaires si aucune solution de rechange sans amiante n'est disponible ou réalisable sur le plan technique ou économique (jusqu'au 31 décembre 2022) ;</li> <li>• l'importation, la vente et l'utilisation de produits contenant de l'amiante pour l'entretien d'équipement militaire si aucune solution de rechange sans amiante n'est disponible ou réalisable sur le plan technique ou économique (jusqu'au 31 décembre 2022) ;</li> <li>• l'importation, la vente et l'utilisation, au titre d'un permis, de produits contenant de l'amiante pour l'entretien d'équipement militaire ou de l'équipement d'installations nucléaires si aucune solution de rechange sans amiante n'est disponible ou réalisable sur le plan technique ou économique au moment de la demande de permis (après le 31 décembre 2022) ;</li> <li>• l'importation, la vente et l'utilisation d'équipement militaire qui a fait l'objet d'un entretien au moyen d'un produit contenant de l'amiante effectué à l'étranger dans le cadre d'une opération militaire si aucune solution de rechange sans amiante n'est disponible ou réalisable sur le plan technique ou économique ;</li> <li>• l'importation, la vente et l'utilisation d'amiante et de produits contenant de l'amiante en vue de leur présentation dans un musée ;</li> <li>• l'importation, la vente et l'utilisation en laboratoire d'amiante et de produits contenant de l'amiante pour la recherche scientifique, pour la caractérisation d'échantillons ou en tant qu'étalon analytique ;</li> <li>• le transfert de la possession matérielle ou du contrôle de l'amiante ou d'un produit contenant de l'amiante en vue de son élimination ; et</li> <li>• l'importation, l'utilisation et la vente, au titre d'un permis, d'amiante et de produits contenant de l'amiante pour protéger l'environnement ou la santé humaine si aucune solution de rechange sans amiante n'est disponible ou réalisable sur le plan technique ou économique au moment de la demande de permis.</li> </ul> <p><u>Mesures administratives :</u></p> <p><i>Règlement interdisant l'amiante et les produits contenant de l'amiante.</i> C.P. 2018-1210, 28 septembre 2018, DORS/2018-196, Gazette du Canada, Partie 11, vol. 152, n° 21, p. 3405, 17 octobre 2018. <a href="http://gazette.gc.ca/rp-pr/p2/2018/2018-10-17/html/sor-dors196-fra.html">http://gazette.gc.ca/rp-pr/p2/2018/2018-10-17/html/sor-dors196-fra.html</a></p> <p>Le Règlement susmentionné interdit, avec un nombre limité d'exclusions, l'importation, la vente et l'utilisation de l'amiante, ainsi</p>	25 avril 2019

<b>Amiante chrysotile (Numéro CAS : 12001-29-5)</b>		
<b>PARTIE</b>	<b>DÉCISION CONCERNANT L'IMPORTATION</b>	<b>DATE DE RÉCEPTION</b>
	<p>que la fabrication, l'importation, la vente et l'utilisation de produits contenant de l'amiante, voir la section « Autres remarques ».</p> <p><u>Autres remarques :</u></p> <p>En plus des exclusions susmentionnées, le <i>Règlement interdisant l'amiante et les produits contenant de l'amiante</i> (le Règlement) ne s'applique pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à l'amiante ni à tout produit contenant de l'amiante qui est en transit au Canada, en provenance et à destination d'un lieu situé à l'extérieur du Canada.</li> <li>• à l'amiante qui est intégré à une structure ou à une infrastructure si l'intégration a eu lieu avant la date d'entrée en vigueur de ce règlement (30 décembre 2018).</li> <li>• aux produits contenant de l'amiante utilisés avant la date d'entrée en vigueur de ce règlement (30 décembre 2018).</li> <li>• aux produits antiparasitaires (au sens du paragraphe 2(1) de la Loi sur les produits antiparasitaires), car les produits antiparasitaires sont réglementés par cette loi.</li> </ul> <p>Le Règlement ne s'applique pas aux résidus miniers sauf dans le cas des activités suivantes, qui sont interdites :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La vente, pour utilisation dans des activités de construction ou d'aménagement paysager, des résidus miniers d'amiante, à moins que la province dans laquelle ces activités se déroulent n'autorise une telle utilisation ; et</li> <li>• L'utilisation des résidus miniers d'amiante pour la fabrication d'un produit contenant de l'amiante.</li> </ul>	
Union européenne	<p><u>Consentement à l'importation seulement sous certaines conditions spécifiées :</u></p> <p>La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation de fibres d'amiante chrysotile et des articles contenant ces fibres ajoutées intentionnellement, est interdit. Toutefois, les États membres devront exempter la mise sur le marché et l'utilisation de diaphragmes contenant du chrysotile pour les installations d'électrolyse existantes jusqu'à ce qu'elles atteignent la fin de leur cycle de vie, ou jusqu'à ce que des substituts appropriés d'amiante deviennent disponibles, selon la date la plus proche. Avant le 1er juin 2011 les États membres faisant usage de cette dérogation, doivent fournir un rapport à la Commission. La Commission doit demander à l'Agence européenne des produits chimiques de préparer un dossier en vue d'interdire la mise sur le marché et l'utilisation de diaphragmes contenant du chrysotile</p> <p><u>Mesures administratives :</u></p> <p>Le produit chimique a été interdit (avec l'une des dérogation limitée visés à l'article 5.3 ci-dessus) par le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 Décembre 2006 concernant l'enregistrement, évaluation, autorisation et restriction des produits chimiques (REACH ), instituant une Agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 et le règlement (CE) n° 1488/94 ainsi que la directive du Conseil 76/769/CEE et les directives de la Commission 91/ 155/EEC, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission (Journal officiel des Communautés européennes (JO) 1396 du 30 Décembre 2006, p. 1), modifié par le règlement (CE) n° 552/2009 du 22 juin 2009 modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, évaluation et autorisation des substances chimiques (REACH) qui concerne l'annexe XVII (JO L 164 du 22 juin 2009, p.7).</p>	6 octobre 2009

**Préparations liquides (concentrés émulsifiables et concentrés solubles) contenant du dichlorure de paraquat à des concentrations égales ou supérieures à 276 g/L correspondant à des concentrations d'ions paraquat égales ou supérieures à 200 g/L (Numéro CAS : 1910-42-5)**

PARTIE	DÉCISION CONCERNANT L'IMPORTATION	DATE DE RÉCEPTION
Qatar	<p><u>N'autorise pas l'importation</u></p> <p><u>Mesures administratives :</u></p> <p>Le Ministère de l'environnement exécute toutes les tâches et mesures pour protéger l'environnement dans le pays conformément à la loi No. 30 de 2002 article (26), interdisant l'importation, la manipulation ou le transport de produits dangereux sans autorisation de l'Autorité administrative compétente, et à l'article (29) de la loi No. 30 de 2002 interdisant l'emploi de pesticides ou d'autres composés chimiques agricoles ou pour la santé publique, après avoir pris en compte tous les freins et contrepoids définis par les règlements, afin de protéger, directement ou indirectement, les personnes, les animaux, les plantes, les cours d'eaux ou autres composants de l'environnement des impacts nocifs immédiats ou futures des pesticides ou des composés chimiques (*) Loi No. 24 de 2010 portant la promulgation de la loi (Règlement) sur les pesticides dans les Etats du Conseil de coopération de l'Etat arabe du Golf.</p>	2 novembre 2015

**Fenthion (préparations à ultra-bas volume (UBV) contenant des concentrations d'ingrédient actif égales ou supérieures à 640 g/L) (Numéro CAS : 55-38-9)**

PARTIE	DECISION CONCERNANT L'IMPORTATION	DATE DE RECEPTION
Nigéria	<p><u>N'autorise pas l'importation</u></p> <p><u>Mesures administratives :</u></p> <p>La décision finale est basée sur les résolutions du Comité national sur la gestion des produits chimiques (NCCM), un organisme chargé de promouvoir et de coordonner une approche continue et rentable de la sécurité et de la gestion des produits chimiques dans tous les secteurs nécessaires à la protection de l'environnement, de la santé humaine et animale au Nigéria.</p>	5 février 2020